



**RAPPORT D'ACTIVITÉ
2010
DE LA
POLICE GRAND-DUCALE**

0	INTRODUCTION	4
1	LES STATISTIQUES POLICIÈRES	5
1.1	La délinquance	5
1.1.1	Les types de délinquance.....	6
1.1.2	Les grandes catégories d'infractions	6
1.1.2.1	Les infractions contre les biens.....	7
1.1.2.2	Les infractions contre les personnes	11
1.1.2.3	Divers.....	14
1.1.3	Le taux d'élucidation	15
1.1.4	Les auteurs et les victimes.....	17
1.1.4.1	Les auteurs	17
1.1.4.2	Les victimes	19
1.1.5	L'analyse dans le temps et l'espace	21
1.1.5.1	L'évolution des grandes catégories d'infractions par mois	21
1.1.5.2	L'évolution des grandes catégories d'infractions par jour de semaine	21
1.1.6	La délinquance juvénile.....	22
1.1.7	La violence domestique	25
2	LES ACTIVITÉS POLICIÈRES	27
2.1	Les opérations.....	27
2.1.1	La police administrative.....	27
2.1.1.1	Concept.....	27
2.1.1.2	La prévention	27
2.1.1.3	Le VISUPOL.....	27
2.1.2	La police judiciaire.....	28
2.1.2.1	Concept.....	28
2.1.2.2	L'ADN.....	28
2.1.3	La police de la circulation	28
2.1.3.1	Objectif 2010 de l'UE	28
2.1.3.2	Priorités.....	28
2.1.3.3	Les campagnes nationales	29
2.1.3.4	L'instruction routière.....	29
2.1.3.5	Les actions préventives et répressives	29
2.1.3.6	Les résultats.....	30
2.1.4	La Cour Grand-Ducale	31
2.1.5	Les visites officielles et réunions internationales	31
2.1.6	Les courses.....	31
2.1.6.1	Les courses cyclistes	31
2.1.6.2	Les courses à pied.....	32
2.1.7	Les tribunaux et la Chambre des Députés.....	32
2.1.8	Le transport de détenus / de fonds	32
2.1.9	Les points sensibles.....	32
2.1.10	Les maîtres chiens.....	32
2.1.11	L'hélicoptère de police	33
2.1.12	La police des étrangers.....	33
2.1.13	Le maintien de l'ordre.....	33
2.2	La communication	33
2.2.1	Les comités de prévention	33
2.2.2	Le Service Communication et Presse	37
2.2.2.1	Les relations avec la presse	37
2.2.2.2	Les relations publiques	38
2.2.2.3	La communication interne.....	38
2.3	L'administration	39
2.3.1	Analyse globale	39
2.3.2	Les documents internes.....	39
2.3.3	Les requêtes	40
2.3.3.1	Les requêtes de particuliers.....	40
2.3.3.2	Les requêtes d'organes externes.....	40
2.3.3.3	Dossiers les plus nombreux (Top 10)	40
2.4	La coopération policière dans l'Union Européenne	41
2.4.1	L'Union européenne – Espace de liberté, de sécurité et de justice	41
2.4.1.1	Conseil et groupes de travail JAI	41
2.4.2	Benelux	45
2.4.2.1	Evaluation du traité Police Benelux.....	45
2.4.2.2	Concertation stratégique	45
2.4.2.3	Concertation entre voisins du Benelux	45

2.4.3	La participation luxembourgeoise aux opérations de coopération policière européennes	46
2.4.3.1	Les opérations pour le maintien de la paix	46
2.4.3.2	Les missions FRONTEX	46
2.4.3.3	Le traité Benelux / les contrôles trafic / Hazeldonk	47
2.4.3.4	Le traité de Prüm	48
2.4.3.5	Le Centre de coopération policière et douanière	48
2.4.3.6	Schengen	49
2.4.3.7	Europol	50
2.4.3.8	OIPC – Interpol	51
3	LES RESSOURCES HUMAINES	51
3.1	Le personnel à statut policier	51
3.1.1	Le cadre supérieur	51
3.1.2	Le cadre des inspecteurs	51
3.1.3	Le cadre des brigadiers	52
3.1.4	Le personnel à statut civil	52
3.2	La dislocation des effectifs de la Police au 01.01.2011	53
3.3	Les accidents de service	56
3.4	La formation	56
3.4.1	Le cadre supérieur	56
3.4.1.1	La formation de base	56
3.4.1.2	La formation continue	56
3.4.2	Les inspecteurs et les brigadiers	57
3.4.2.1	Les formations particulières dispensées par les centres nationaux	57
3.4.2.2	La formation continue	58
3.4.2.3	La formation de promotion	59
3.4.2.4	La formation spéciale	59
3.4.2.5	Les conférences / les séminaires	61
3.4.2.6	Activités de partenariat	61
3.4.2.7	Formation spéciale à l'étranger	62
3.4.3	Les activités sportives	62
3.4.3.1	Les manifestations sportives organisées par la Police	62
3.4.3.2	Participation à des manifestations sportives organisées par des tiers	63
4	L'INFORMATIQUE	64
5	LE BUDGET, LES ÉQUIPEMENTS ET LA LOGISTIQUE	65
5.1	L'évolution budgétaire 2000-2011	65
5.2	La répartition des dépenses pour l'année 2010	65
5.3	Les équipements et la logistique	66
5.3.1	Le pool de véhicules	66
5.3.2	L'habillement	67
5.3.3	Les gilets pare-balles	67
5.3.4	Masques anti-gaz	67
5.3.5	Les immeubles	67
6	LES TÉLÉCOMMUNICATIONS	68
6.1	Dédoublage du datacenter au bâtiment rue M. et P. Curie	68
6.2	Le nouveau poste de commandement pour le Centre d'Intervention de la circonscription régionale de Luxembourg (CIL)	68
6.3	Nouveau réseau radio numérique pour les besoins des forces de l'ordre et de secours du Grand – Duché de Luxembourg	68
7	LES PROJETS POLICIERS	69
7.1	Circulation routière	69
7.2	Communication	69
7.3	Concept de gestion électronique des documents	69
7.4	Immobilier	70
7.5	Plans locaux et régionaux de sécurité	71
7.6	Police judiciaire	71
7.7	Police technique	71
7.8	Prévention	71
7.9	Nouveau datacenter (Cité Policière Kalchesbréck)	72

0 Introduction

Pour la Police Grand-Ducale l'année 2010 était bien une année riche en événements, mais peu spectaculaire.

Les forces de l'ordre furent sollicitées le plus souvent pour des missions d'ordre public. Dans ce cadre notons que la fin de l'année écoulée était marquée par les intempéries suite aux chutes de neige. Grâce à la mise en place de moyens considérables, la Police était en mesure de faire face à ce fléau météorologique. La sécurité routière a pu être maintenue et à l'heure des comptes à rendre, le Luxembourg était mieux positionné que ses voisins.

Les requêtes administratives et internationales adressées à l'administration ont dépassé à nouveau le cap des 100.000 pièces.

Les interventions dans le cadre de la lutte contre la délinquance sont tombées de 32.378 à 30.530 faits, ce qui représente un recul de 5,71% par rapport à 2009.

La tendance à la baisse au niveau de la délinquance se retrouve essentiellement dans les infractions contre les biens et surtout au niveau des interventions dans le domaine communément désigné par le terme « autres affaires ». Au sein de cette catégorie nous notons un endiguement considérable des phénomènes de vagabondage et de mendicité.

Grâce à certains succès d'enquête, le nombre de cambriolages ainsi que le nombre de vols liés aux véhicules a diminué. Sept cas de car-jacking (vols de véhicule avec violences) sont néanmoins notés en 2010.

Par contre, le nombre des infractions contre les personnes a augmenté et cette progression est essentiellement constatée dans la catégorie des coups et blessures volontaires et involontaires. Cette catégorie est en constante augmentation depuis 2006. Elle est passée de 4.099 à 6.132 faits ce qui équivaut à un taux d'augmentation de 49,6%. Si la société en général a le sentiment que la violence augmente, il faut d'un autre côté aussi tenir compte du fait que des programmes comme par exemple « Faustlos » dans le nord du pays ou les campagnes contre la violence domestique contribuent à une sensibilité accrue de la population face à ce phénomène. Cette sensibilité entraîne que les cas de violence sont de plus en plus dénoncés auprès des forces de l'ordre.

Les rébellions et outrages à agent restent à un très haut niveau et la détention d'armes, surtout d'armes blanches, est devenue la règle dans les milieux criminogènes, ce qui, évidemment, cause beaucoup de soucis à la Police Grand-Ducale.

Malheureusement dans le cadre de 8 affaires d'assassinat ou meurtre, 10 personnes y ont laissées leurs vies.

Les affaires de stupéfiants sont en nette augmentation. La Police Grand-Ducale, à l'encontre d'autres acteurs dans le secteur, ne peut pas constater de répit en cette matière, bien que quelques grosses enquêtes d'envergure internationale aient pu être menées à bien en 2010.

Les nombreux succès d'enquêtes internationaux montrent que la coopération policière internationale est indispensable à un fonctionnement efficace dans le cadre de la lutte contre la criminalité.

En matière de sécurité routière, l'action policière préventive et répressive, en concert avec les efforts des autres acteurs actifs a porté ses fruits, et le nombre des accidents mortels est le plus bas depuis des années. Le chiffre de personnes blessées dans un accident de la circulation est également en baisse.

Un nouvel outil informatique a permis, pour la première fois, de réaliser une cartographie des accidents de la route ce qui permet une meilleure identification des points noirs et une meilleure orientation des actions au niveau de la sécurité routière.

Le SRI – service des relations internationales – regroupant les différents acteurs de la Police Grand-Ducale a été mis en place et directement placé sous l'autorité du Directeur Général.

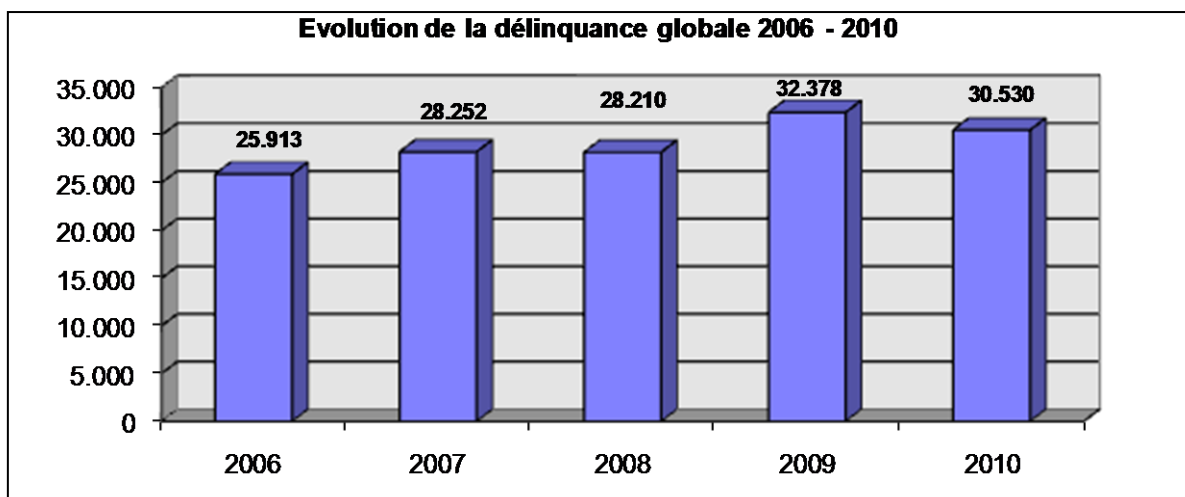
Finalement, il reste à signaler que depuis novembre 2010 la Police Grand-Ducale a déménagé au nouveau site de la Cité Policière Kalchesbréck. Au cours de l'année 2011, tous les services de la Direction Générale ainsi que deux services centraux, à savoir l'Unité de Garde et de Réserve Mobile et l'Unité Spéciale, y auront trouvé de meilleures conditions de travail.

1 Les statistiques policières

Les statistiques pour l'année 2010 comprennent les données de tous les services opérationnels de la Police et représentent l'activité policière dans les divers domaines de la délinquance.

Les chiffres en matière de circulation routière (délits de fuite; ivresse au volant et refus alcotest) ne figurent plus dans le chapitre « La délinquance », mais sont repris sous le chapitre « La circulation routière ».

1.1 La délinquance



Les grandes tendances

L'évolution générale des affaires constatées par la Police Grand-Ducale montre que le chiffre global, comparé avec l'année 2009 est en baisse :

- d'une part, 1.848 faits ont été enregistrés en moins, ce qui est une diminution considérable de - 5,71% par rapport à l'année 2009 (30.530 faits en 2010 par rapport à 32.378 en 2009).
- d'autre part, il faut noter que le taux de criminalité sur 100.000 habitants a aussi diminué. On constate 6.081 (faits sur 100.000 hab.) en 2010 à 6.560 en 2009, ce qui représente une baisse de l'ordre de 7,30%.

Une analyse plus détaillée démontre pourtant qu'il existe des variations considérables dans les domaines suivants :

Nous remarquons une hausse

- des coups et blessures volontaires (+125 faits = +5,3 %)
- des vols à la tire (+128 faits = +18,4 %)
- des vols simples (+292 = +6,3 %)
- des dégradations (+415 faits = +13,8 %)
- des abus de confiance (+43 = +23,9 %)
- des grivèleries (taxi, essence, etc.) (+156 = +19,6 %)
- des stupéfiants (+342 faits = +15,3 %)

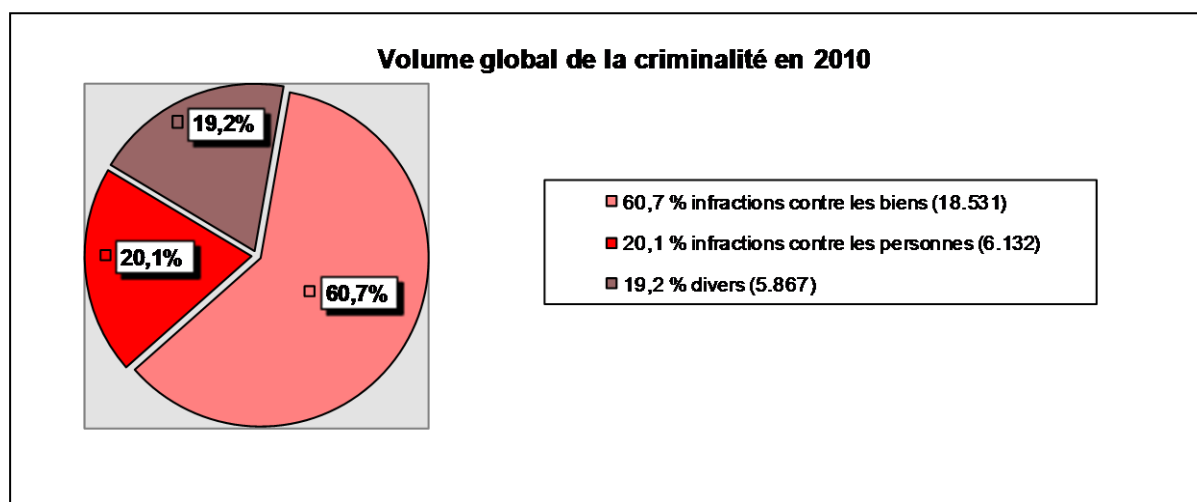
Mais nous constatons d'autre part une baisse, notamment

- les hold-up accomplis (-16 faits = -88,9%)
- des cambriolages (-538 faits = -18,2%)
- des vols avec violences (-41 faits = -9,8 %)
- des atteintes aux mœurs (-44 faits = -14,5 %)
- escroqueries/tromperies (-202 faits = -57,2 %)

¹ Les chiffres sont recueillis sur base des données constatées au 1^{ier} février de l'année suivante.

1.1.1 Les types de délinquance

Pour mieux analyser la délinquance, la ventilation des affaires est effectuée suivant les grandes catégories des infractions suivantes.



Type d'infractions	2006	2007	2008	2009	2010
Infractions contre les biens	17.468	18.116	17.374	19.074	18.531
Infractions contre les personnes	4.099	5.143	5.650	5.878	6.132
Divers	4.346	4.993	5.186	7.426	5.867
Total:	25.913	28.252	28.210	32.378	30.530

La grande catégorie des « infractions contre les biens » avec **60,7%** représente la majorité des affaires, elle dépasse largement les autres catégories enregistrées. Elle est en baisse avec 543 faits par rapport à 2009, ce qui équivaut à **-2,8%**. Cette grande catégorie d'infractions est constituée en majeure partie des vols.

La catégorie des infractions contre les personnes avec **20,1%** regroupe les violences envers les personnes, les atteintes aux mœurs et autres infractions contre les personnes. Cette catégorie d'infractions augmente de 254 infractions, soit **4,3%** par rapport à 2009.

La catégorie « Divers » avec **19,2%** des infractions, regroupe toutes les infractions non répertoriées dans les deux grandes catégories énoncées ci-avant. Plus que la moitié (59,9%) de ces affaires sont des infractions constatées pour stupéfiants, cabaretage et ivresse publique. Par rapport à l'année précédente la catégorie « Divers » diminue considérablement de 1.559 faits, ce qui fait **-21,0%**. Par ailleurs y sont aussi répertoriés les délits et infractions contre certaines lois spéciales et règlements communaux, tels que délits contre l'environnement, chasse, pêche, contrôle des vivres, hébergement, travaux clandestins, tapage nocturne etc.

1.1.2 Les grandes catégories d'infractions

Le tableau suivant montre l'évolution de la délinquance par grandes catégories d'infractions avec une subdivision en groupes de catégories. Les chiffres avec le détail de ces groupes de catégories, ainsi que leur composition, sont affichés aux pages suivantes.

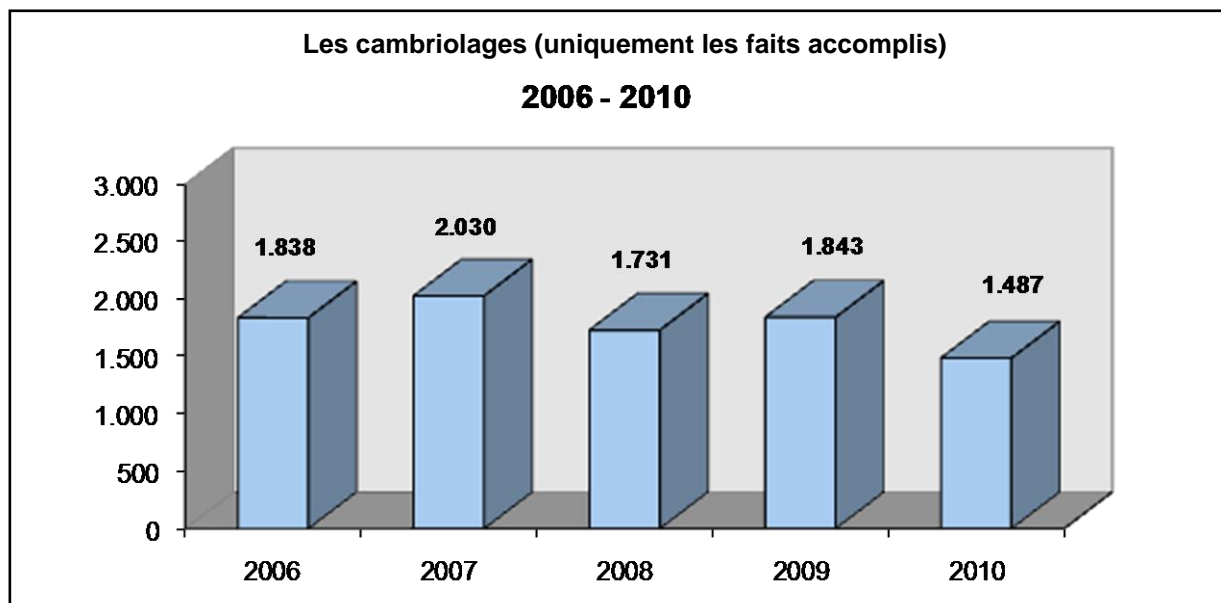
(Les taux maximums sont soulignés et en gras.)

Groupes de catégories (avec tentative)	2006	2007	2008	2009	2010
Infractions contre les biens	17.468	18.116	17.374	<u>19.074</u>	18.531
cambriolages	2.845	<u>3.146</u>	2.789	2.951	2.413
vols liés aux véhicules	<u>3.219</u>	3.093	2.096	2.048	2.018
autres vols	6.093	5.975	6.442	6.660	<u>7.218</u>
affaires de vandalisme	3.700	4.421	4.512	4.796	<u>4.808</u>
contrefaçons ou falsifications (documents d'identité volés exclus)	201	154	161	<u>407</u>	198
autres infractions contre les biens	1.111	938	1.049	<u>1.803</u>	1.509
vols avec violences ¹	313	396	326	<u>418</u>	377
Infractions contre les personnes	4.099	5.143	5.650	5.878	<u>6.132</u>
violences envers les personnes	1.953	2.245	2.518	2.542	<u>2.680</u>
atteintes aux mœurs	206	<u>592</u>	353	304	260
menaces	734	879	1.122	1.236	<u>1.243</u>
diffamations/calomnies/injures	673	840	990	1.072	<u>1.205</u>
discriminations raciales	14	17	21	<u>28</u>	24
protection de la vie privée (incommoder par téléphone)	191	233	297	300	<u>311</u>
autres infractions contre les personnes	328	337	349	396	<u>409</u>
Divers	4.346	4.993	5.186	<u>7.426</u>	5.867
affaires de stupéfiants	1.201	1.448	1.343	2.232	<u>2.574</u>
infractions contre la loi sur l'entrée et le séjour des étrangers	628	<u>635</u>	538	385	231
délits contre l'environnement	175	158	<u>187</u>	178	179
Ivresse publique	627	<u>696</u>	430	516	523
autres infractions	1.715	2.056	2.688	<u>4.115</u>	2.360
Grand Total:	25.913	28.252	28.210	<u>32.378</u>	30.530

1.1.2.1 Les infractions contre les biens

Les infractions contre les biens en 2010 notent une **diminution de -2,8%**. Cette catégorie représente **60,7 %** de toutes les infractions. Nous remarquons que **8,1% (1.505)** des faits sont des **tentatives**.

Les infractions contre les biens représentent notamment :



¹ Dans les vols avec violences sont en outre inclus 10 vols de véhicule avec violences qui sont en plus énumérés sous vols liés aux véhicules. Mais les chiffres totaux ne reprennent ces infractions qu'une seule fois. Ceci est valable pour tous les tableaux affichant les vols avec violences.

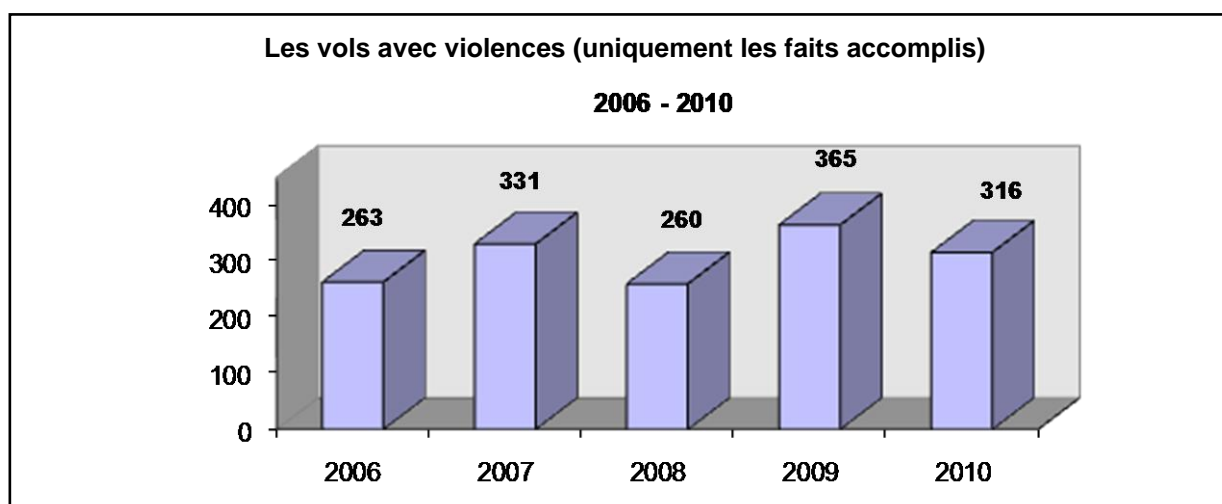
Les cambriolages montrent de 2006 à 2009 une tendance stagnante. Par rapport à l'année 2009, l'année 2010 présente une baisse notable de 356 faits ce qui équivaut à -19,3%. Il s'agit de vols par effraction, escalade ou à l'aide de fausses clefs dans les maisons. (Le graphique ci-dessus affiche uniquement les faits accomplis et non les tentatives.)

Voici le détail des cambriolages par maisons habitées et non habitées (avec tentatives).

Groupes de catégories	affaires en 2010			
	total	accomplis	tentatives	% par rapport au total des infractions
Cambriolages	2.413	1.487	926	7,9 %
cambriolages dans maisons habitées	1.352	806	546	4,4 %
cambriolages dans maisons non-habitées	1.061	681	380	3,5 %

Considérant les cambriolages avec tentatives incluses, nous notons **une baisse de 538 faits (-18,2%) par rapport à l'année précédente (2.413 en 2010 et 2.951 en 2009)**. Les cambriolages dans les maisons habitées ont diminué de 287 faits équivalant à -17,5% par rapport à l'année précédente et les cambriolages dans les maisons non habitées sont également en baisse de 251 faits équivalant à -19,1%. **Plus que 1/3 (38,4%) de tous les cambriolages en 2010 étaient des tentatives.**

Les 5 communes avec les plus nombreux cambriolages sont : Luxembourg (478 = 19,8%), Esch-sur-Alzette (165 = 6,8%), Pétange (118 = 4,9%), Differdange (109 = 4,5%), et Dudelange (75 = 3,1%).



Par rapport à l'année 2009, une baisse de 49 affaires, soit **-13,4%**, peut être constatée. Le graphique représente seulement les faits accomplis. L'évolution depuis 2006 démontre des tendances cycliques en dents de scie avec une baisse considérable en 2006 et 2008.

Cette catégorie d'infractions comprend tous les vols avec violences, que ces violences soient exercées avec ou sans armes. Sont donc également inclus les hold-up, affaires pour lesquelles l'objectif visé par les auteurs de l'infraction n'était pas une personne privée mais un établissement financier ou commercial, tel que les instituts bancaires, transporteurs de fonds, bijouteries, stations d'essence etc.

Le tableau ci-dessous affiche la répartition des vols avec violences avec ou sans armes.

Groupes de catégories	affaires en 2010			
	<i>total</i>	<i>accomplis</i>	<i>tentatives</i>	<i>% par rapport au total des infractions</i>
Vols avec violences	377	316	61	1,2 %
vols avec violences sans armes	319	273	46	1,0 %
vols avec violences avec armes	58	43	15	0,2 %

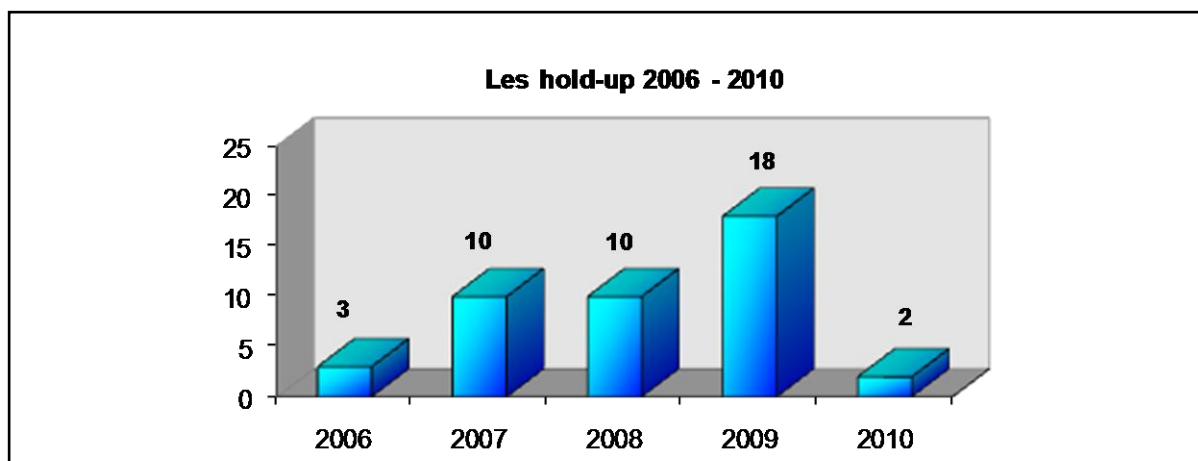
Dans les vols avec violences sont aussi inclus 10 vols de véhicules avec violences.

Notons que par rapport à la moyenne pluriannuelle depuis 2006:

- les vols avec violences sans armes sont avec une légère hausse de 4,5 faits, ce qui équivaut à une augmentation de **1,43%** par rapport à la moyenne pluriannuelle (moyenne de 314,5 faits depuis 2006 et 319 en 2010 [avec tentatives]) et que
- les vols avec violences avec armes ont augmenté de 9,25 faits, ce qui équivaut à **18,97%** à la moyenne pluriannuelle (moyenne de 48,75 faits depuis 2006 et 58 en 2010 [avec tentatives]).

Depuis 2006 aucun hold-up accompli n'a été enregistré contre des *instituts bancaires ou des transporteurs de fonds*.

L'évolution des hold-up (attaques à main armée) contre les commerces est représentée dans le tableau suivant (seulement les faits accomplis) :



Les hold-up sur commerces et établissements (librairies, magasins d'alimentation/self-service, bijouteries...) et les stations d'essence sont également en baisse.

Notons dans ce contexte que les cibles visées sont par ordre décroissant les :

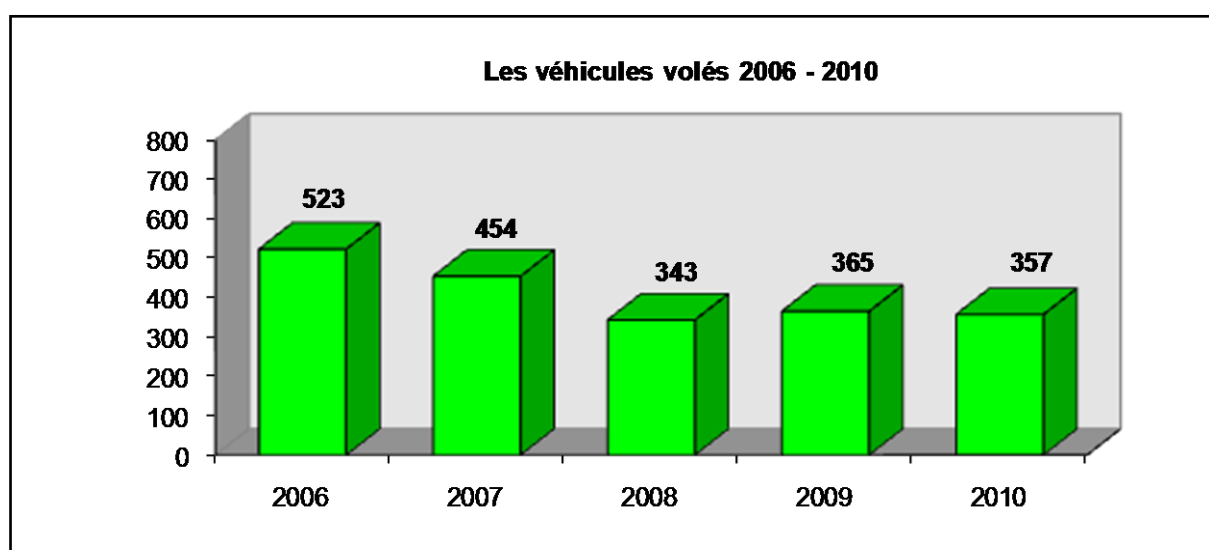
- stations d'essence (**0 en 2010**, 16 en 2009, 5 en 2008, 4 en 2007 et 2 en 2006) suivi des
 - commerces et établissements (**2 en 2010**, 2 en 2009, 5 en 2008, 6 en 2007 et 1 en 2006) suivi des
 - instituts bancaires et transporteurs de fonds (**0 en 2010**, 0 en 2009, 0 en 2008, 0 en 2007 et 0 en 2006)
- (uniquement les faits accomplis).

Les vols liés aux véhicules

Les vols dans les véhicules et les vols d'accessoires de véhicules représentent avec **70,6%** la plus grande part des vols liés aux véhicules. **Les vols liés aux véhicules sont stables avec -30 faits par rapport à 2009, soit de -1,5%** (2.018 en 2010 et 2.048 en 2009 [avec tentatives]).

Groupes de catégories	affaires en 2010			
	total	accomplis	tentatives	% par rapport au total des infractions
Vols liés aux véhicules	2.018	1.654	364	6,6 %
vols de véhicules	418	357	61	1,4 %
vols de véhicules avec violences et menaces	5	5	0	- %
vols de véhicules avec violences et armes	5	3	2	- %
vols dans véhicules ou d'accessoires	1.425	1.124	301	4,7 %
vols de vélos	165	165	0	0,5 %

Le graphique ci-dessous affiche le nombre des véhicules volés (tentatives non incluses).



Les conseils de prévention et la lutte persistante des forces de l'ordre et des constructeurs de véhicules sont des facteurs récurrents dans ce type de criminalité. La coopération policière internationale, dont notamment le Système d'Information SCHENGEN, et le progrès technique des systèmes de protection du type « système antivol » ont permis à endiguer ce fléau.

Par rapport à l'année précédente nous constatons une **stagnation de -2,2%**, soit de -8 véhicules.

Mais notons également que 10 véhicules ont été volés sous menaces d'armes ou de violences. Ainsi, on enregistre en 2010 **10 Car-Jacking** (3 en 2009 et 1 en 2008) (véhicules volés sur la voie/lieu public ou même terrain privé) et **0 Home-Jacking** (2 en 2009 et 0 en 2008) (après intrusion dans une habitation).

Pour les **Vols Garage** (souvent également appelés Home-Jacking), on constate **19 véhicules volés**, en 2010 (22 en 2009, 14 en 2008, 14 en 2007, 20 en 2006 et 6 en 2005).

Dans ces cas les auteurs ne font pas usage d'armes, de violences ou de menaces, mais ils volent les clés du véhicule après intrusion dans une habitation pour s'emparer du véhicule.

En 2010, presque la moitié de tous les véhicules (43,1% de 357) a été volée dans le canton d'Esch-sur-Alzette et plus qu'un quart (28,9%) dans celui de Luxembourg.

Les 5 communes avec les plus nombreux vols sont : Luxembourg (75), Esch-sur-Alzette (55), Pétange (23), Differdange (18), et Dudelange (16).

Les 5 marques de véhicules les plus nombreuses volées sont Volkswagen, Renault, BMW, Ford et Audi.

215 véhicules, soit 63,4% des voitures volées en 2010 ont été retrouvés, dont 69,3% au Grand-Duché, 14,9% en France, 8,8% en Belgique et 7% dans d'autres pays.

La majorité des véhicules (47,4 %) est retrouvée endéans les 3 jours et 78,5 % endéans un mois.

Autres infractions contre les biens / propriétés

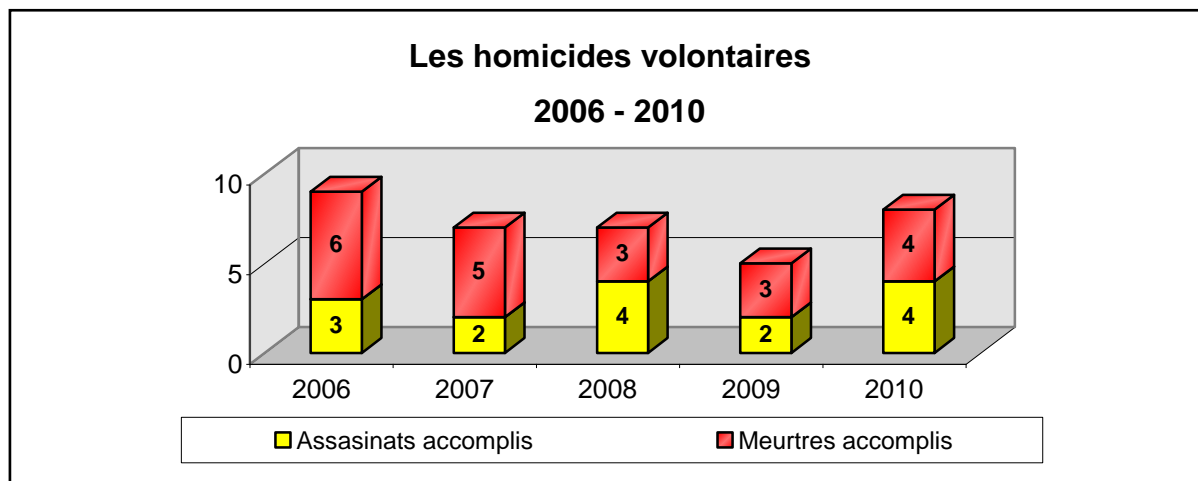
Groupes de catégories (avec tentatives)	2006	2007	2008	2009	2010
Autres vols	6.093	5.975	6.442	6.660	7.218
vols domestiques	169	162	196	179	190
vols à l'étalage	994	1.081	1.126	1.138	1.061
vols à la tire	939	773	899	696	824
vols simples	3.955	3.913	4.178	4.598	4.890
recels	36	46	43	49	47
autres (vols à fausses clefs ect.)	/	/	/	/	206
Affaires de vandalisme	3.700	4.421	4.512	4.796	4.808
dégradations	2.341	2.755	2.683	3.015	3.430
destructions	853	972	1.179	1.041	817
incendies	106	123	106	185	115
graffitis	246	339	312	350	281
violations de sépulture	13	14	9	9	4
autres affaires de vandalisme	141	218	223	196	161
Contrefaçons ou falsifications (documents d'identité exclus)	201	154	161	407	198
fausse monnaie	80	53	39	120	76
contrefaçons ou falsifications de chèques, cartes de crédit, actions etc.	18	21	21	26	20
faux en écriture	46	31	47	58	27
autres contrefaçons ou falsifications	57	49	54	203	75
Autres infractions contre les biens	1.111	938	1.049	1.803	1.509
abus de confiance	164	115	135	180	223
grivèleries (taxi, essence, etc.)	653	513	654	797	953
escroqueries/tromperies	72	93	108	353	151
détournements	6	10	1	8	5
extorsions	44	49	46	47	48
chèques sans provision	13	7	3	3	4
usage de chèques ou cartes de crédit volés	90	107	65	138	92
délits financiers	67	42	37	277	33
autres	2	2	0	0	0

Notons que surtout le groupe des 'autres vols' et des 'affaires de vandalisme' est en progression depuis 2006.

1.1.2.2 Les infractions contre les personnes

Le taux de pourcentage des infractions contre les personnes, qui regroupent les violences envers les personnes, les atteintes aux mœurs et autres infractions contre les personnes, est de **20,1%** par rapport au total (30.530) de toutes les infractions. On constate une hausse de cette catégorie d'infractions de 4,3% par rapport à 2009. (en chiffres : 6.132 par rapport à 5.878)

Les infractions contre les personnes représentent notamment :

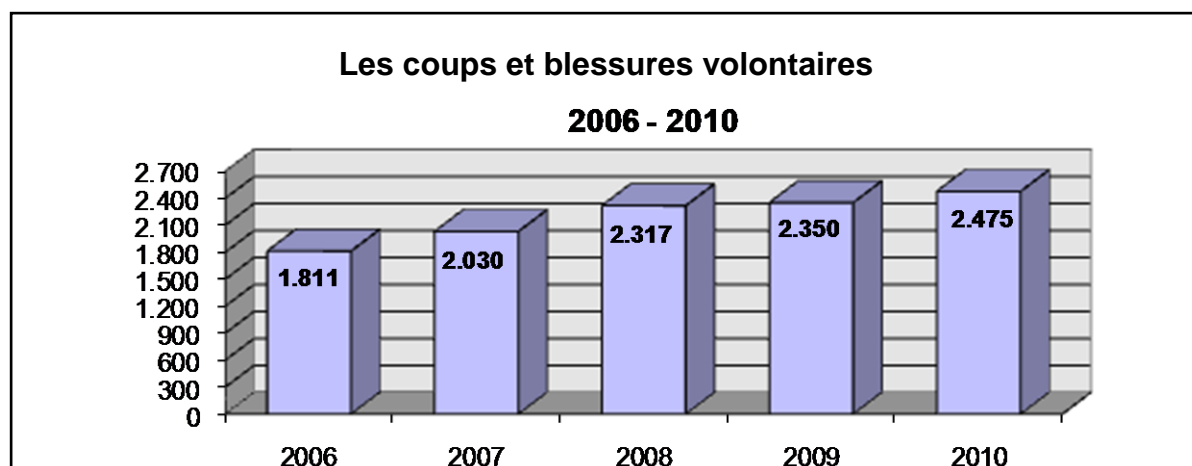


Le graphique précédant affiche les homicides volontaires qui se composent des assassinats et meurtres (uniquement les faits accomplis). Pour 2010 nous notons 4 assassinats et 4 meurtres. Notons qu'un des faits a entraîné 3 victimes. Il faut cependant remarquer que pour cette catégorie, le pourcentage des tentatives est très élevé (75 tentatives en 2010).

Ci-dessous les homicides volontaires et les tentatives enregistrées depuis 2006:

2006 → 3 assassinats et 6 meurtres	(60 tentatives)
2007 → 2 assassinats et 5 meurtres	(72 tentatives)
2008 → 4 assassinats et 3 meurtres	(84 tentatives)
2009 → 2 assassinats et 3 meurtres	(79 tentatives)
2010 → 4 assassinats et 4 meurtres	(75 tentatives)

Groupes de catégories	affaires en 2010			
	total	accomplis	tentatives	% par rapport au total des infractions
Homicides volontaires	83	8	75	0,3 %
assassinats	12	4	9	- %
meurtres	71	4	66	0,2 %



Les coups et blessures volontaires sont en progression permanente depuis 5 ans. On note pour l'année 2010 une **augmentation de 125 affaires**, soit **+5,3%** (2.350 en 2009).

Ci-dessous le détail des coups et blessures volontaires constatés en 2010:

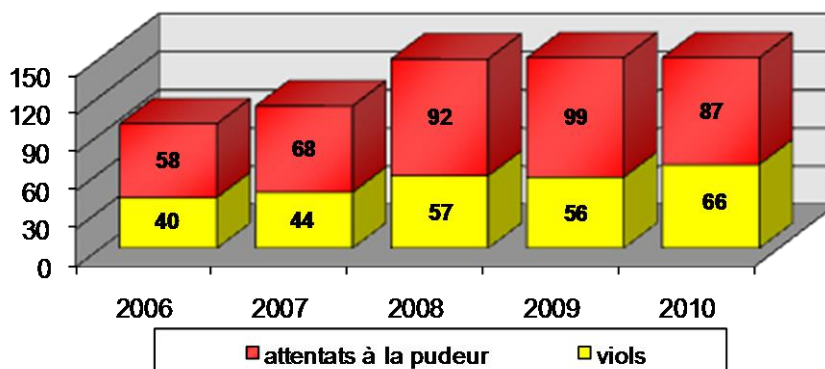
Groupes de catégories	affaires en 2010			
	total	accomplis	tentatives	% par rapport au total des infractions
Coups et blessures volontaires	2.475	2.475	0	8,1%
coups et blessures volontaires avec incapacité de travail	596	596	0	2,0%
coups et blessures volontaires sans incapacité de travail	1.879	1.879	0	6,1%

Le détail des autres affaires de violences envers les personnes se présente de la manière suivante :

Groupes de catégories	affaires en 2010			
	total	accomplis	tentatives	% par rapport au total des infractions
Autres violences envers les personnes	122	122	0	0,4%
coups et blessures involontaires	93	93	0	0,3%
prises d'otages	2	2	0	-%
enlèvements	3	3	0	-%
séquestrations	24	24	0	0,1%

Les viols et attentats à la pudeur

2006 - 2010



Les viols et les attentats à la pudeur sont en progression permanente depuis 5 ans et en 2010 on constate une diminution des attentats à la pudeur de 12 affaires (-12,1%) et une forte croissance de 10 affaires (17,9%) des viols de par rapport à 2009.

Les chiffres globaux des atteintes aux mœurs dans le tableau ci-dessous ne démontrent aucune tendance et sont plutôt transitoires.

Groupes de catégories	2006	2007	2008	2009	2010
Atteintes aux mœurs	205	592	353	304	260
viols	40	44	57	56	66
attentats à la pudeur	58	68	92	99	87
outrages publics aux bonnes mœurs	36	65	62	56	37
proxénétisme	9	7	15	2	8
racolage de personnes (provoquer à la débauche)	16	57	2	6	3
infractions contre règl. communal Ville Luxembg (tenue indécente/prostitution)	36	324	94	65	46
autres	10	27	31	20	13

En 2010, 46 infractions contre le règlement communal de la Ville de Luxembourg (tenue indécente/prostitution) ont été constatées et 3 infractions pour racolage de personnes.

Ces chiffres en diminution font état du fait qu'en 2007 la Police avait mis en place des moyens particuliers pour combattre ce fléau dans le quartier de la gare alors qu'en 2008, 2009 et 2010 on est revenu à une vitesse « de croisière ».

Les personnes inculpées s'exposaient sur la voie publique en vue de la prostitution dans une zone autre que celle autorisée par ce règlement (l'art. 48 du Règlement général de police permet sous certaines conditions l'exposition en vue de la prostitution entre 20.00 hrs et 03.00 hrs dans la rue d'Alsace, tronçon compris entre la place de la Gare et la rue Wenceslas 1er. Chaque violation de cette disposition constitue ainsi une infraction à l'article précité).

Dans certains cas cette infraction est accompagnée du fait de racolage, ce qui représente une infraction au code pénal.

Force est de constater que la Police poursuit les contrôles et constate régulièrement les infractions y relatives, ceci dans l'intérêt de la salubrité et de la tranquillité publique, voire dans le but de rendre au quartier une certaine qualité de vie.

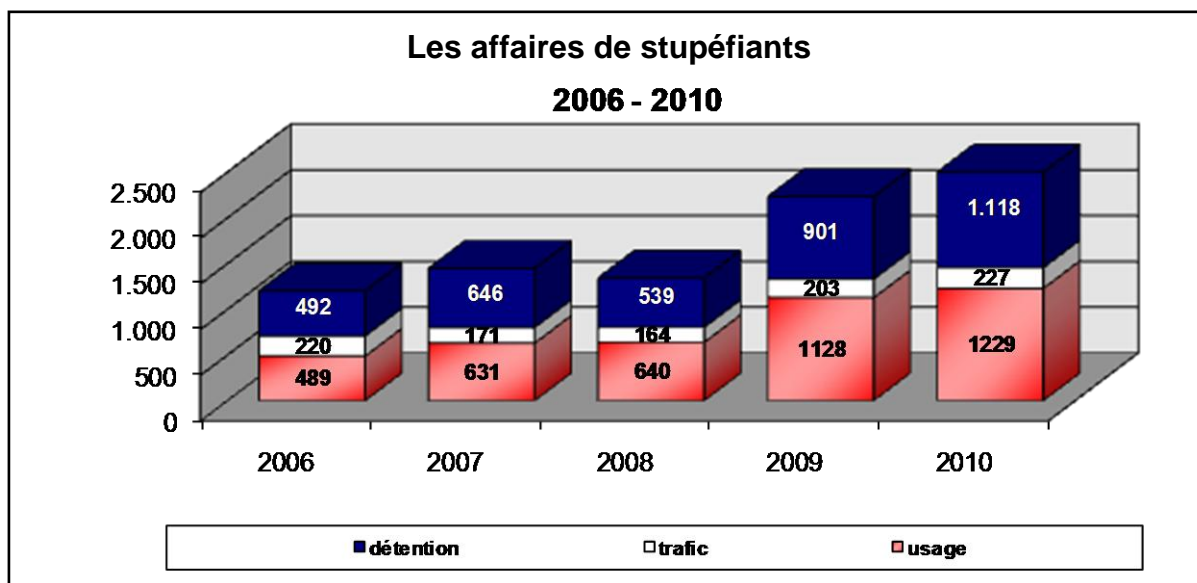
Autres infractions contre les personnes

Groupes de catégories	2006	2007	2008	2009	2010
Autres infractions contre les personnes	1.941	2.306	2.779	3.032	3.192
rébellions	122	130	114	142	114
outrages à agents	156	158	192	210	217
menaces	734	879	1.122	1.236	1.243
diffamations/calomnies/injures	673	840	990	1.072	1.205
discrimination raciale	14	17	21	28	24
non-assistance de personnes en danger	17	18	19	18	22
obligation alimentaire	24	22	16	19	18
protection de la vie privée (incommoder par téléphone...)	191	233	297	300	311
autres	10	9	8	7	38

Ces « autres infractions contre les personnes » affichent un seuil élevé. Ainsi on dénote pour l'année 2010 une assez forte augmentation de 160 infractions, soit une augmentation de 5,3% par rapport 2009 et une hausse de 64,5% par rapport à 2006.

1.1.2.3 Divers

Cet ensemble se compose d'affaires de stupéfiants, d'infractions contre la loi sur l'entrée et le séjour des étrangers et d'autres infractions non regroupées dans les grandes catégories d'infractions « infractions contre les personnes » et « infractions contre les biens ».



Pour l'année 2010 on constate une **hausse importante** par rapport à l'année précédente de **342 infractions**, ce qui équivaut à **15,3%**. Mais soulignons aussi que des variations plus ou moins fortes peuvent se manifester par le nombre des contrôles et une plus grande orientation des recherches sur l'un ou l'autre phénomène. Les affaires de stupéfiants se composent de l'usage, de la détention et du trafic de stupéfiants. **En matière des stupéfiants la Police a fait des efforts particuliers en 2009 et 2010 pour lutter contre ce fléau et a procédé à de multiples arrestations.**

Groupes de catégories	2006	2007	2008	2009	2010
Affaires de stupéfiants	1.201	1.448	1.343	2.232	2.574
stupéfiants – détention	492	646	539	901	1.118
stupéfiants – trafic	220	171	164	203	227
stupéfiants – usage	489	631	640	1.128	1.229

Police des étrangers

Groupes de catégories	2006	2007	2008	2009	2010
Infractions contre la loi sur l'entrée et le séjour des étrangers	628	635	538	385	231
passeurs	2	0	0	1	1
expulsions	433	479	457	190	145
police des étrangers	193	156	81	194	85

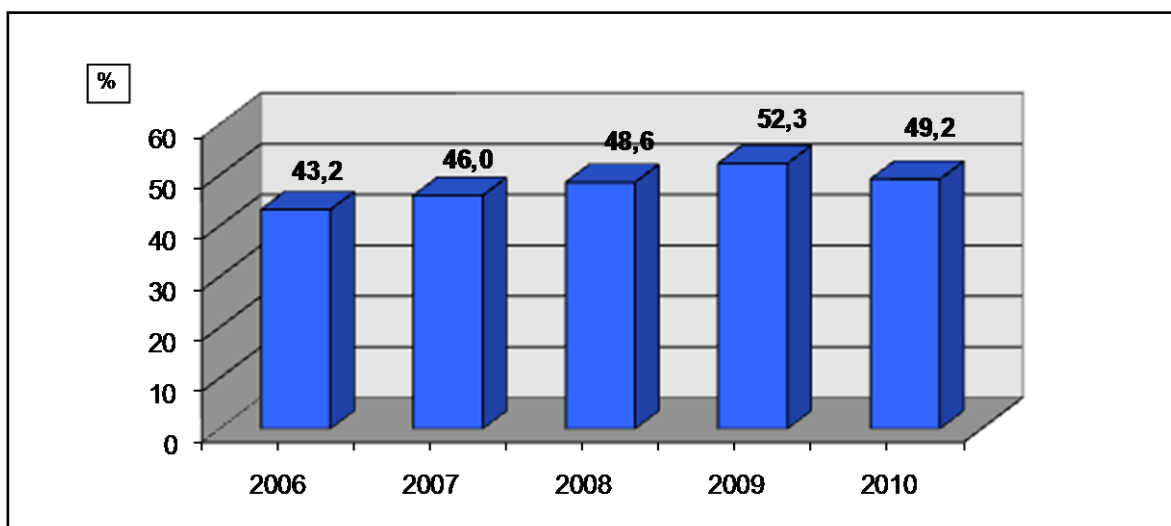
Autres infractions de toutes sortes

Groupes de catégories (avec tentatives)	2006	2007	2008	2009	2010
armes prohibées	175	212	258	260	313
cabaretage	372	410	465	499	415
droit de visite	150	149	173	223	202
ivresse publique	627	696	430	516	523
tapages nocturnes / bruits gênants	173	256	261	344	271
délits contre l'environnement	175	158	187	178	179
Autres infractions	845	1.029	1.531	2.789	1.159

Sous la rubrique « *autres infractions* » tombent plus particulièrement des délits et infractions contre certaines lois spéciales et règlements communaux, tels comme : environnement, chasse, pêche, contrôle des vivres, hébergement, cabaretage, ivresse publique, tapage nocturne etc. ainsi que la délinquance qui ne peut ni être regroupée dans « infractions contre les personnes » ni dans « infractions contre les biens ».

1.1.3 Le taux d'élucidation

En ce qui concerne le taux d'élucidation des affaires, l'évolution constatée depuis 2006 est la suivante :



Pour l'année 2010 nous enregistrons un taux d'élucidation de 49,2%, ce qui correspond à une **baisse de 3,1 points** par rapport à l'année 2009. Notons cependant qu'une affaire est considérée élucidée si au moins une personne a été identifiée ou soupçonnée pour l'infraction.

Une analyse détaillée du taux d'élucidation pour les trois types de délinquances se présente comme suit :

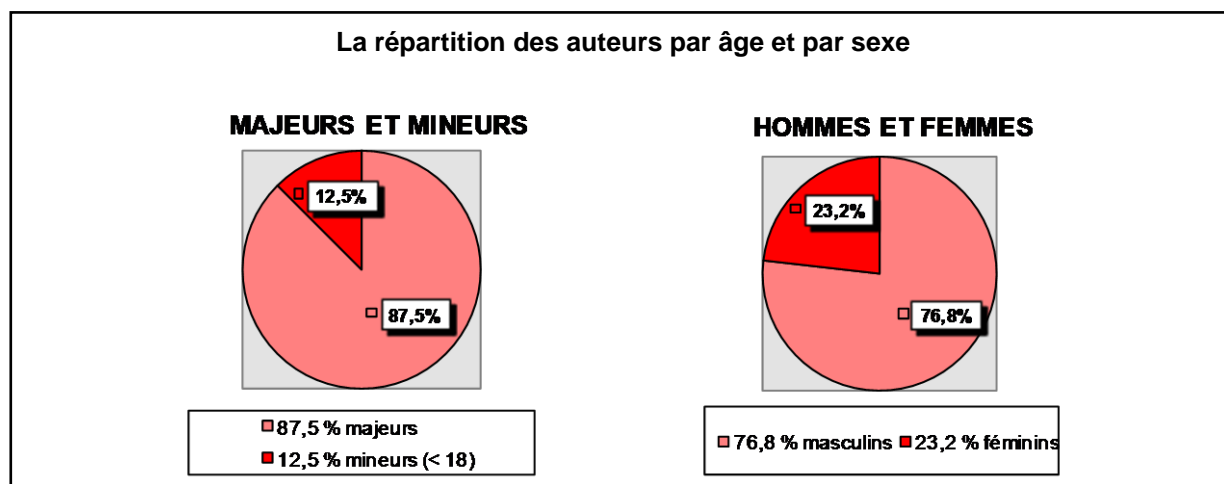
Groupe de catégories	constatées 2009	élucidées 2009		constatées 2010	élucidées 2010	
	<i>total</i>	<i>total</i>	<i>%</i>	<i>total</i>	<i>total</i>	<i>%</i>
Infractions contre les biens	19.074	4.339	22,7%	18.531	3.877	20,9%
cambriolages	2.951	245	8,3%	2.413	156	6,5%
vols liés aux véhicules	2.048	141	6,9%	2.018	134	6,6%
autres vols	6.660	1.655	24,8%	7.218	1.669	23,1%
affaires de vandalisme	4.796	816	17,0%	4.808	849	17,7%
contrefaçons ou falsifications (documents d'identité exclus)	407	256	62,9%	198	118	59,6%
autres infractions contre les biens	1.803	1.088	60,3%	1.509	829	54,9%
vols avec violences	418	141	34,4%	377	126	34,0%
Infractions contre les personnes	5.878	5.368	91,3%	6.132	5.484	89,4%
violences envers les personnes	2.542	2.332	91,7%	2.680	2.389	89,1%
atteintes aux mœurs	304	264	86,8%	260	216	83,1%
autres infractions contre les personnes	3.032	2.772	91,4%	3.192	2.879	90,2%
Divers	7.426	7.221	97,2%	5.867	5.667	96,6%
affaires de stupéfiants	2.232	2.211	99,1%	2.574	2.551	99,1%
infractions contre la loi sur l'entrée et le séjour des étrangers	385	378	98,2%	231	230	99,6%
autres infractions	4.809	4.632	96,3%	3.062	2.886	94,3%
Grand-Total:	32.378	16.928	52,3%	30.530	15.028	49,2%

Cette année-ci, le taux d'élucidation des infractions contre les biens a légèrement diminué de 1,8 points (22,7 en 2009 et 20,9 en 2010). Cette diminution se reflète aussi chez le taux d'élucidation des infractions contre les personnes (89,4 en 2010) et des infractions diverses (96,6 en 2010).

1.1.4 Les auteurs et les victimes

1.1.4.1 Les auteurs

Dans l'analyse des auteurs, nous ne prenons en considération que les personnes identifiées et inculpées pour une des infractions constatées.

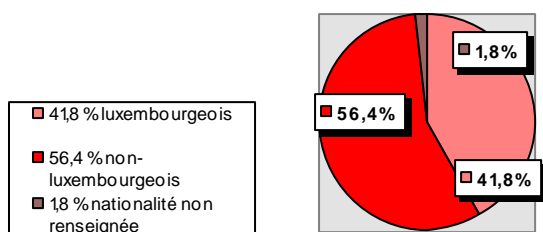


Groupes de catégories	Auteurs Total	majeurs				mineurs (< 18)			
		masculin	féminin	total	%	masculin	féminin	total	%
Infractions contre les biens	4.682	2.885	860	3.745	80,0%	697	240	937	20,0%
cambriolages	236	145	13	158	66,9%	69	9	78	33,1%
vols liés aux véhicules	172	122	8	130	75,6%	40	2	42	24,4%
autres vols	1.916	1.026	479	1.505	78,5%	226	185	411	21,5%
affaires de vandalisme	1.222	764	158	922	75,5%	271	29	300	24,5%
contrefaçons ou falsifications (documents d'identité exclus)	132	104	26	130	98,5%	1	1	2	1,5%
autres infractions contre les biens	823	625	157	782	95,0%	39	2	41	5,0%
vols avec violences*	189	105	19	124	65,6%	53	12	65	34,4%
Infractions contre les personnes	8.516	5.694	1.865	7.559	88,8%	718	239	957	11,2%
violences envers les personnes	3.885	2.603	773	3.376	86,9%	387	122	509	13,1%
atteintes aux mœurs	259	161	77	238	91,9%	20	1	21	8,1%
autres infractions contre les personnes	4.372	2.930	1.015	3.945	90,2%	311	116	427	9,8%
Divers	7.374	5.260	1.430	6.690	90,7%	542	142	684	9,3%
affaires drogues	3.513	2.557	485	3.042	86,6%	376	95	471	13,4%
infractions contre la loi sur l'entrée et le séjour des étrangers	283	213	50	263	92,9%	14	6	20	7,1%
autres infractions	3.578	2.490	895	3.385	94,6%	152	41	193	5,4%
Grand-Total :	20.572	13.839	4.155	17.994	87,5%	1.957	621	2.578	12,5%
		76,9%	23,1%			75,9%	24,1%		

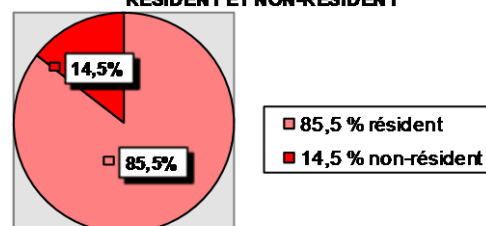
*Dans les vols avec violences figurent aussi 8 inculpés pour un vol de véhicule avec violences, qui n'apparaissent qu'une seule fois dans le total des infractions.

La répartition des auteurs par nationalité et résidence

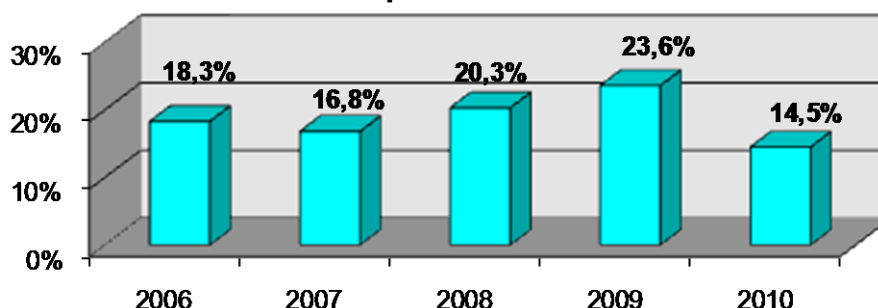
LUXEMBOURGEOIS ET NON-LUXEMBOURGEOIS



RÉSIDENT ET NON-RÉSIDENT



Evolution des inculpés non-résidents 2006 - 2010

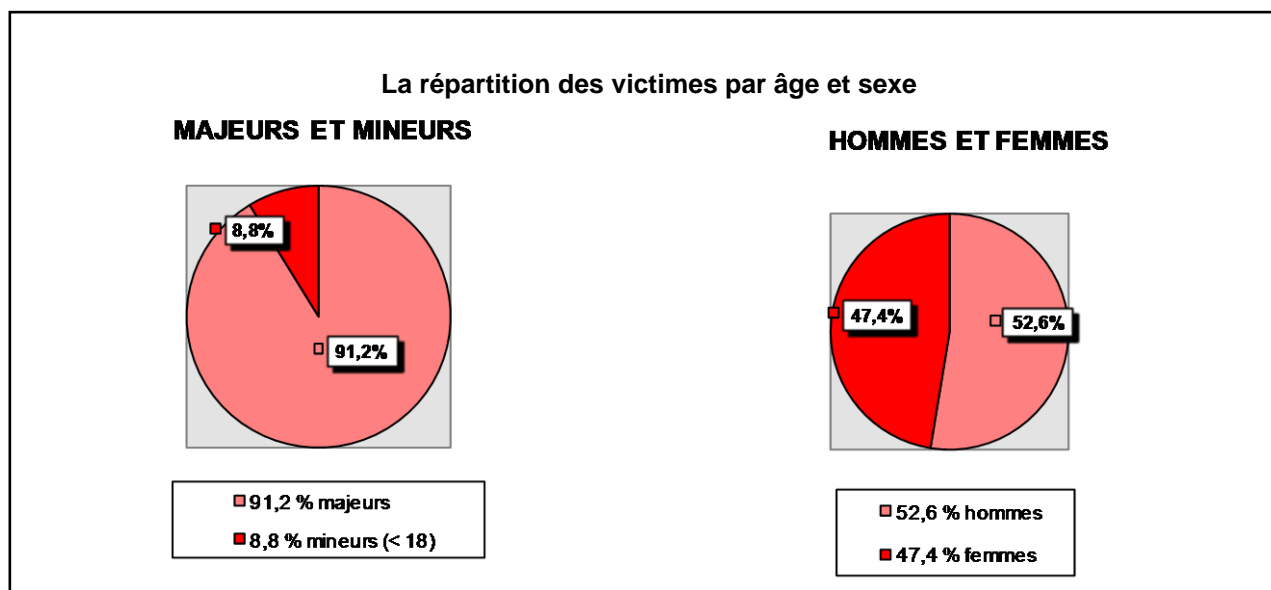


Groupes de catégories	Auteurs Total	luxembourgeois				non-luxembourgeois				nationalité non renseignée	
		résident	non-résident	total	%	résident	non-résident	total	%	total	%
Infractions contre les biens	4.682	1.741	23	1.764	37,7%	1.740	981	2.721	58,1%	197	4,2%
cambriolages	236	92	2	94	39,8%	103	34	137	58,1%	5	2,1%
vols liés aux véhicules	172	76	1	77	44,8%	60	26	86	50,0%	9	5,2%
autres vols	1.916	720	7	727	37,9%	747	407	1.154	60,2%	35	1,8%
affaires de vandalisme	1.222	589	9	598	48,9%	508	102	610	49,9%	14	1,1%
contrefaçons ou falsifications (documents d'identité exclus)	132	27	0	27	20,5%	47	50	97	73,5%	8	6,1%
autres infractions contre les biens	823	162	3	165	20,0%	194	343	537	65,2%	121	14,7%
vols avec violences*	189	79	1	80	42,3%	83	19	102	54,0%	7	3,7%
Infractions contre les personnes	8.516	3.637	63	3.700	43,4%	4.066	679	4.745	55,7%	71	0,8%
violences envers les personnes	3.885	1.623	24	1.647	42,4%	1.941	262	2.203	56,7%	35	0,9%
atteintes aux mœurs	259	105	2	107	41,3%	118	33	151	58,3%	1	0,4%
autres infractions contre les personnes	4.372	1.909	37	1.946	44,5%	2.007	384	2.391	54,7%	35	0,8%
Divers	7.374	3.078	47	3.125	42,4%	3.001	1.137	4.138	56,1%	111	1,5%
affaires drogues	3.513	1.797	19	1.816	51,7%	1.169	475	1.644	46,8%	53	1,5%
infr. Contre la loi sur l'entrée et le séjour des étrangers	283	1	0	1	0,4%	208	67	275	97,2%	7	2,5%
autres infractions	3.578	1.280	28	1.308	36,6%	1.624	595	2.219	62,0%	51	1,4%
Grand-Total :	20.572	8.456	133	8.589	41,8%	8.807	2.797	11.604	56,4%	379	1,8%
		98,5%	1,5%	100 %		75,9%	24,1%	100 %			

*Dans les vols avec violences sont aussi 8 inculpés pour vols de véhicules avec violences. Elles ne sont comptabilisées qu'une seule fois dans le total des infractions.

1.1.4.2 Les victimes

La population des victimes d'infractions est analysée suivant les critères âge, sexe et nationalité.

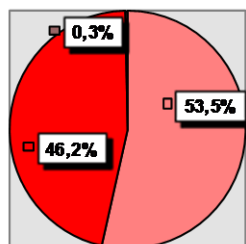


Groupes de catégories	Victimes Total	majeurs				mineurs (< 18)			
		masculin	féminin	total	%	masculin	féminin	total	%
Infractions contre les biens	12.418	6.506	5.046	11.552	93,0%	460	406	866	7,0%
cambriolages	1.646	999	636	1.635	99,3%	4	7	11	0,7%
vols liés aux véhicules	1.637	1.039	547	1.586	96,9%	41	10	51	3,1%
autres vols	5.039	2.167	2.220	4.387	87,1%	307	345	652	12,9%
affaires de vandalisme	3.160	1.860	1.259	3.119	98,7%	23	18	41	1,3%
contrefaçons ou falsifications (documents d'identité exclus)	71	41	27	68	95,8%	2	1	3	4,2%
autres infractions contre les biens	522	265	222	487	93,3%	31	4	35	6,7%
vols avec violences *	352	139	140	279	79,3%	52	21	73	20,7%
Infractions contre les personnes	4.512	1.673	2.246	3.919	86,9%	278	315	593	13,1%
violences envers les personnes	2.134	835	986	1.821	85,3%	185	128	313	14,7%
atteintes aux mœurs	192	14	95	109	56,8%	11	72	83	43,2%
autres infractions contre les personnes	2.186	824	1.165	1.989	91,0%	82	115	197	9,0%
Divers	804	363	338	701	87,2%	51	52	103	12,8%
affaires drogues	62	30	20	50	80,6%	4	8	12	19,4%
infractions contre la loi sur l'entrée et le séjour des étrangers	2	0	2	2	100,0%	0	0	0	-%
autres infractions	740	333	316	649	87,7%	47	44	91	12,3%
Grand-Total:	17.734	8.542	7.630	16.172	91,2%	789	773	1.562	8,8%
		52,8%	47,2%			50,5%	49,5%		

*Dans les vols avec violences sont aussi 9 victimes pour vols de véhicules avec violences. Elles ne sont comptabilisées qu'une seule fois dans le total des infractions.

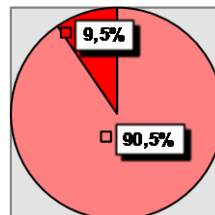
La répartition des victimes par nationalité et résidence

LUXEMBOURGEOIS ET NON-LUXEMBOURGEOIS



■ 53,5 % luxembourgeois
■ 46,2 % non-luxembourgeois
■ 0,3 % nationalité non renseignée

RESIDENT ET NON-RESIDENT



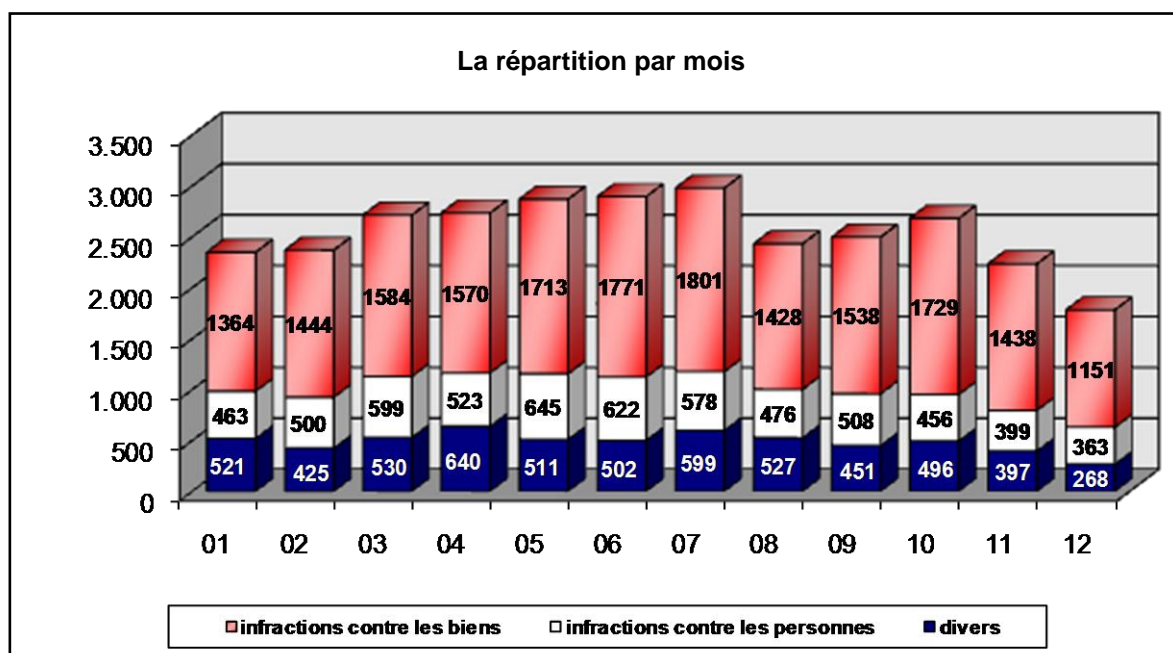
■ 90,5 % résident ■ 9,5 % non-résident

Groupes de catégories	Victimes Total	luxembourgeois				non-luxembourgeois				nationalité non renseignée	
		résident	non- résident	total	%	résident	non- résident	total	%	total	%
Infractions contre les biens	12.418	6.680	73	6.753	54,4%	4.395	1.225	5.620	45,3%	45	0,4%
cambriolages	1.646	1.082	3	1.085	65,9%	483	74	557	33,8%	4	0,2%
vols liés aux véhicules	1.637	738	14	752	45,9%	647	229	876	53,5%	9	0,5%
autres vols	5.039	2.689	28	2.717	53,9%	1.738	569	2.307	45,8%	15	0,3%
affaires de vandalisme	3.160	1.714	16	1.730	54,7%	1.219	198	1.417	44,8%	13	0,4%
contrefaçons ou falsifications (documents d'identité exclus)	71	31	4	35	49,3%	27	9	36	50,7%	0	-%
autres infractions contre les biens	522	232	5	237	45,4%	181	103	284	54,4%	1	0,2%
vols avec violences *	352	201	3	204	58,0%	101	44	145	41,2%	3	0,9%
Infractions contre les personnes	4.512	2.239	38	2.277	50,5%	1.967	258	2.225	49,3%	10	0,2%
violences envers les personnes	2.134	1.005	18	1.023	47,9%	962	143	1.105	51,8%	6	0,3%
atteintes aux mœurs	192	114	0	114	59,4%	67	11	78	40,6%	0	0,0%
autres infractions contre les personnes	2.186	1.120	20	1.140	52,2%	938	104	1.042	47,7%	4	0,2%
Divers	804	447	12	459	57,1%	322	21	343	42,7%	2	0,2%
affaires drogues	62	32	0	32	51,6%	27	3	30	48,4%	0	-%
infractions contre la loi sur l'entrée et le séjour des étrangers	2	1	0	1	50,0%	1	0	1	50,0%	0	-%
autres infractions	740	414	12	426	57,5%	294	18	312	42,2%	2	2,3%
Grand-Total:	17.734	9.366	123	9.489	53,5%	6.684	1.504	8.188	46,2%	57	0,3%
		98,7 %	1,3 %	100 %		81,6 %	18,4 %	100 %			

*Dans les vols avec violences sont aussi 9 victimes pour vols de véhicules avec violences. Elles ne sont comptabilisées qu'une seule fois dans le total des infractions.

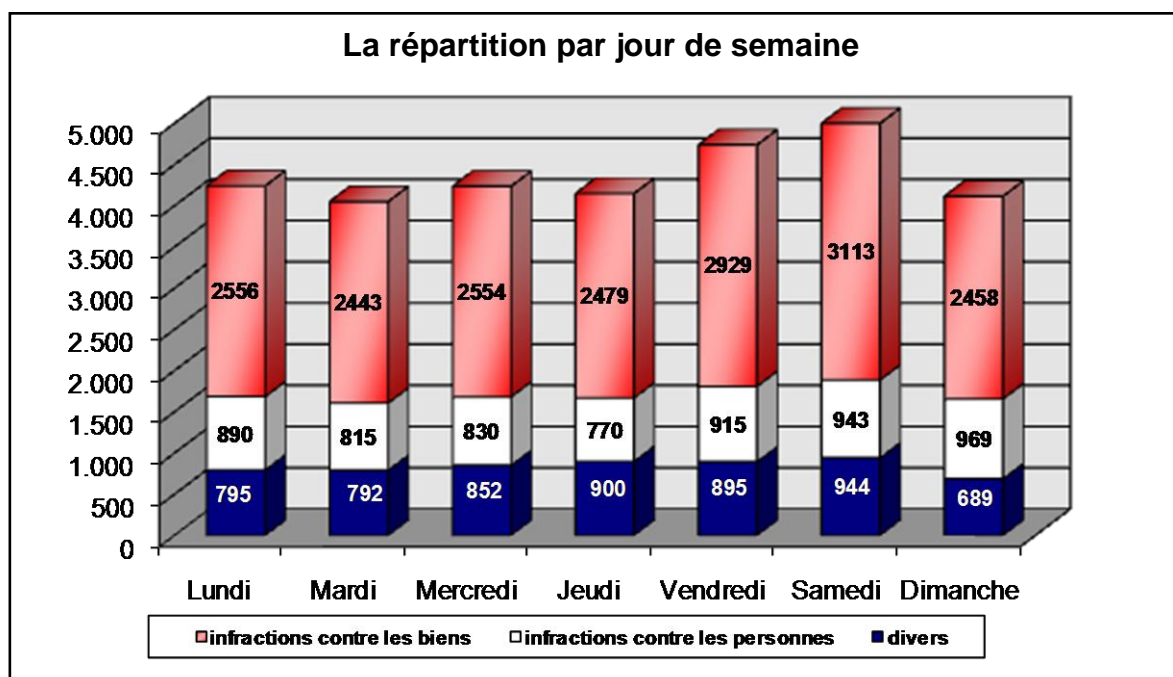
1.1.5 L'analyse dans le temps et l'espace

1.1.5.1 L'évolution des grandes catégories d'infractions par mois



Nous constatons une moindre activité pendant les mois de janvier, février, août, septembre, octobre et décembre.

1.1.5.2 L'évolution des grandes catégories d'infractions par jour de semaine

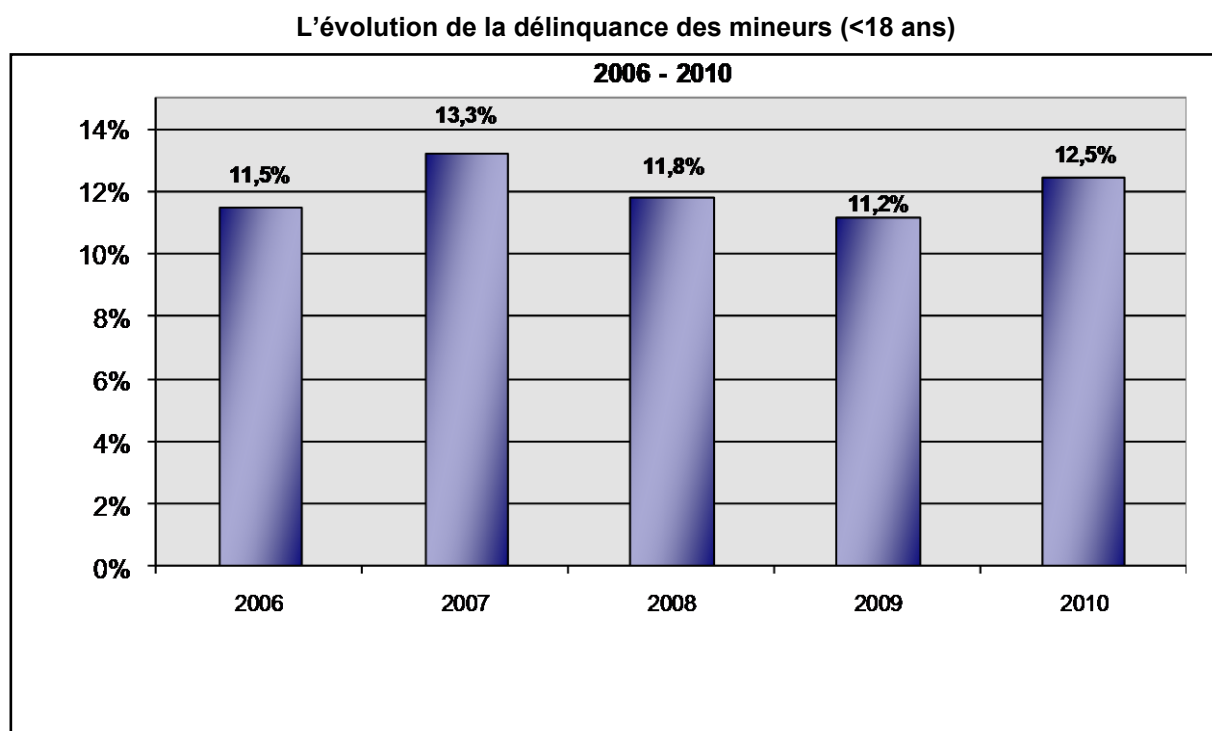


Nous constatons une certaine activité accrue pendant le vendredi et samedi.

1.1.6 La délinquance juvénile

Le chapitre suivant est entièrement consacré à l'analyse de la délinquance juvénile. Face à l'évolution manifeste de ce phénomène, la Police Grand-Ducale a créé début 2003 un groupe de travail avec mission d'élaborer un concept en cette matière.

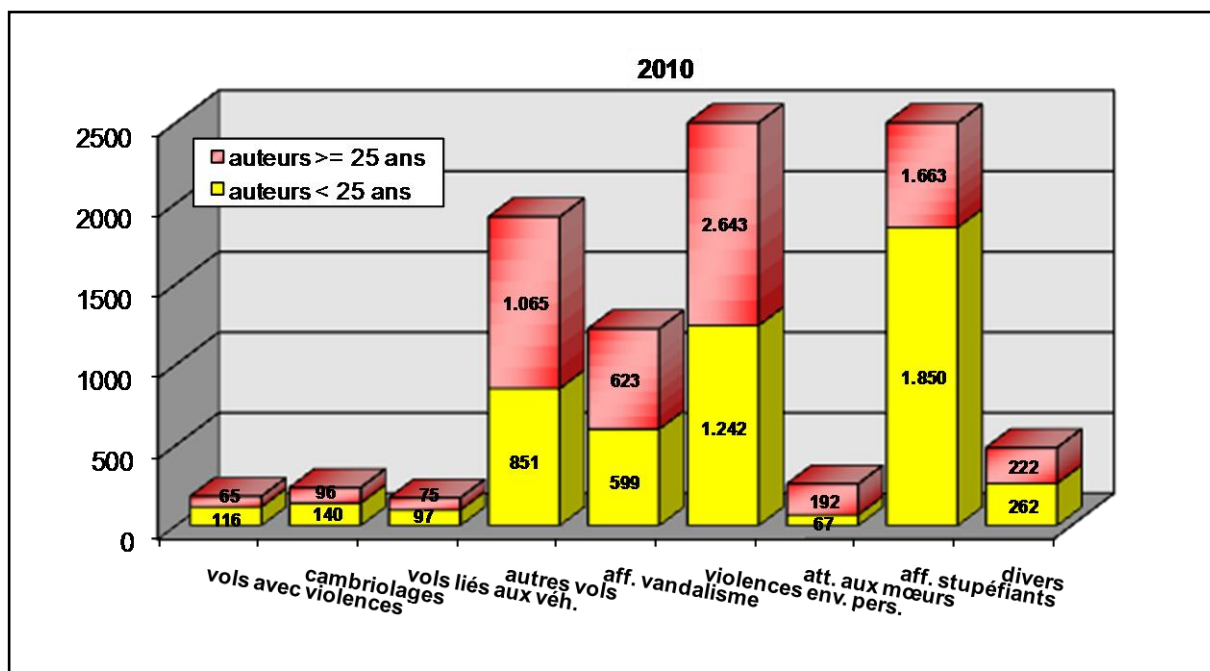
Une analyse qualitative et quantitative biannuelle, un sondage tous les 2 ans et des mesures préventives et répressives supplémentaires sont les principales décisions qui ont été prises.



Le graphique ci-dessus montre le taux de pourcentage des auteurs mineurs (<18 ans) par rapport à tous les auteurs. Nous constatons un taux quasi stable. Par rapport à l'année 2009, ce taux a augmenté de **1,3 points** (11,2% en 2009 et 12,5% en 2010). En 2010, 2.578 auteurs sur un total de 20.572 personnes étaient des auteurs mineurs, ce qui équivaut à **12,5%**.

La délinquance juvénile par catégories d'infractions

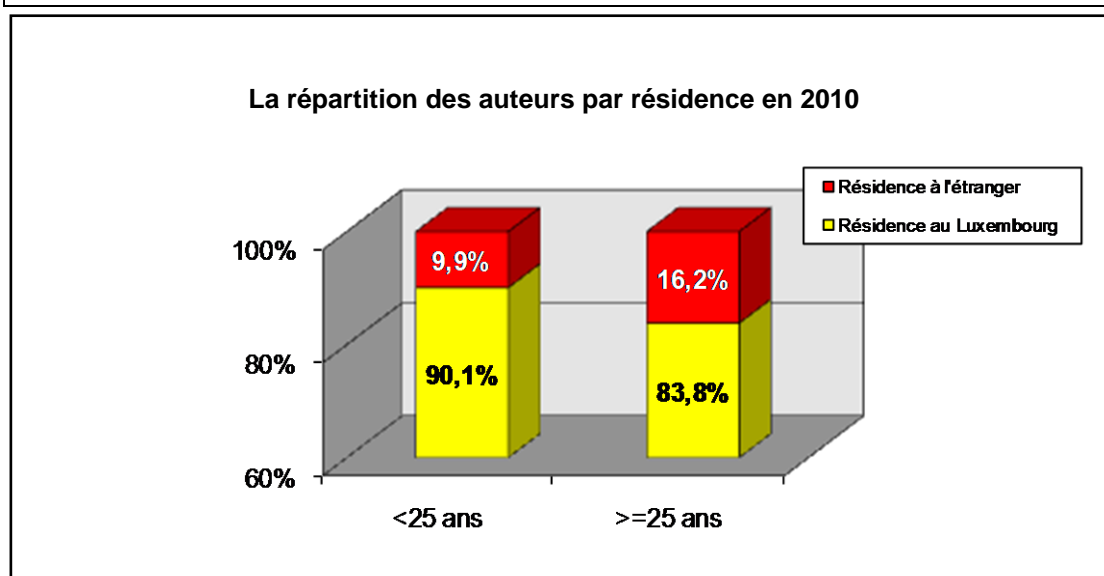
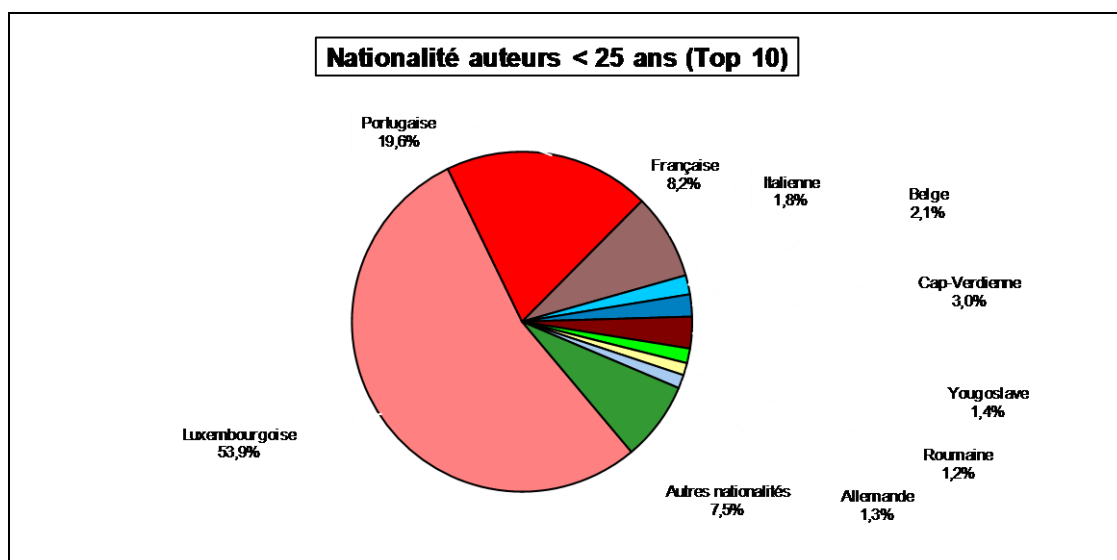
Pour l'analyse plus détaillée ci-dessous, le terme de juvénilité prend en considération les auteurs jusqu'à l'âge de 24 ans inclus (< 25). En outre, pour des raisons de synthèse l'analyse se limite aux groupes d'infractions concluantes de la délinquance juvénile. Ainsi les catégories d'infractions comme par exemple les infractions contre la loi sur l'entrée et le séjour des étrangers, délits d'escroquerie et financiers, colportage etc. n'y sont pas incluses. Le groupe d'infractions « divers » englobe les deux catégories d'infractions « armes prohibées » et « fausses alertes et fausses alertes à la bombe ».



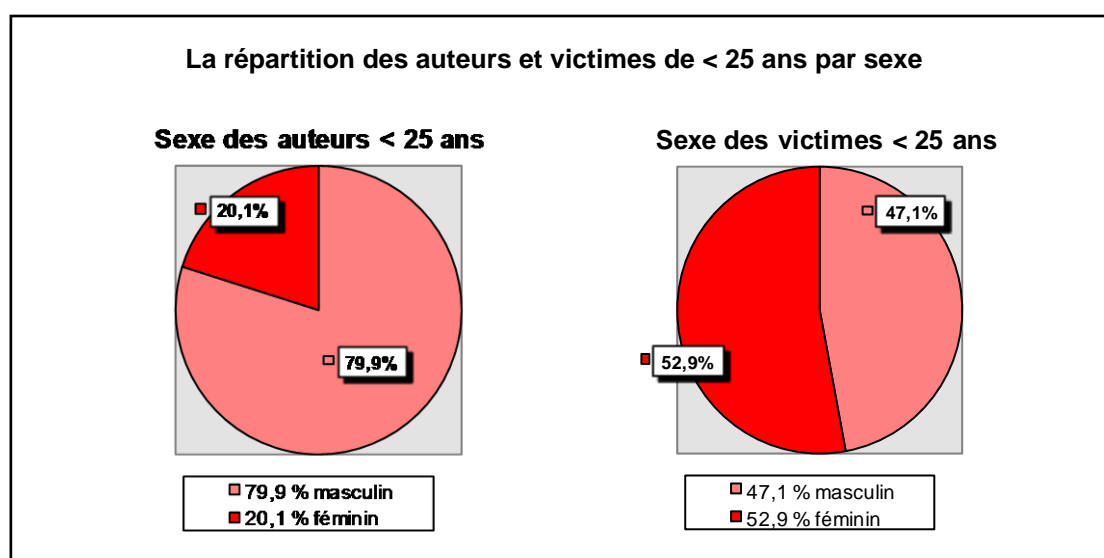
	2007		2008		2009		2010		Taux de variation 2009-2010
Groupes de catégories (avec tentatives)	auteurs < 25	% <25	auteurs < 25	% <25	auteurs < 25	% <25	auteurs < 25	% <25	
vols avec violences	156	69,0	113	64,9	108	55,7	116	64,1	+7,4
cambriolages	178	52,8	148	51,6	120	46,5	140	59,3	+16,7
vols liés aux véhicules	163	71,5	92	59,0	87	55,8	97	56,4	+11,5
autres vols	901	49,2	872	46,0	838	44,5	851	44,4	+1,6
affaires de vandalisme	528	53,0	440	46,5	496	46,3	599	49,0	+20,8
violences envers les personnes	1127	36,1	1.169	33,0	1168	32,5	1242	32,0	+6,3
atteintes aux mœurs	124	21,6	93	29,3	74	26,2	67	25,9	-9,5
affaires de stupéfiants	1146	54,6	1.092	56,8	1655	55,1	1850	52,7	+11,8
divers	188	58,0	208	52,1	215	53,5	262	54,1	+21,9
Total:	4511	46,3	4.227	43,8	4761	43,9	5224	44,0	+9,7

Par rapport à 2009 le taux global de pourcentage des auteurs de < 25 ans est resté stable de +0,1 points (43,9 en 2009 à 44,0 en 2010). On constate, que le nombre global des auteurs, a augmenté, suite aux contrôles renforcés avec des recherches focalisées dans ce domaine. Dans la comparaison du pourcentage de la variation, on constate une tendance stagnante générale.

La répartition des auteurs de < 25 ans par nationalité en 2010



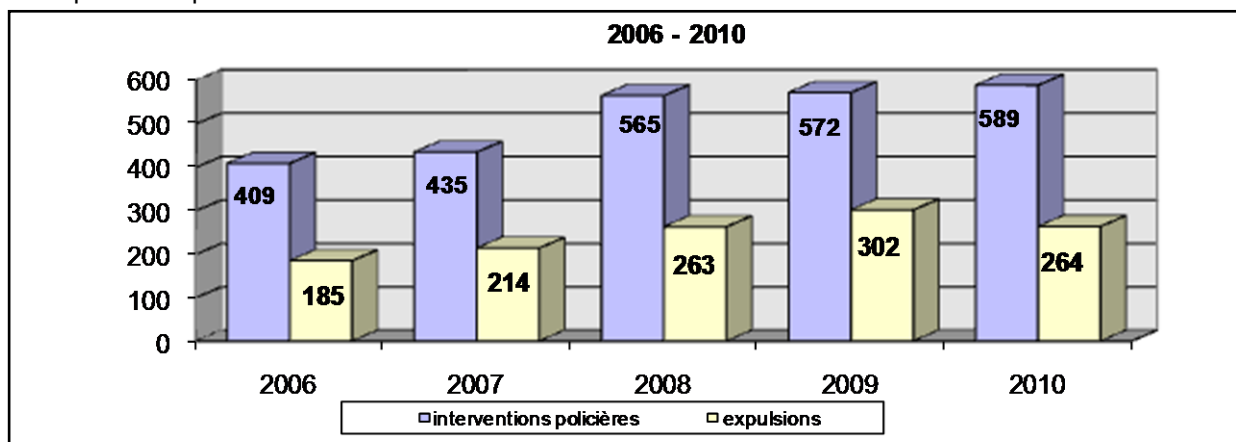
Un auteur est une personne identifiée et inculpée pour une des infractions constatées.



Le taux de pourcentage des victimes se limite aux infractions contre les biens et les personnes. Ainsi les groupes de catégories « affaires de drogues » et « divers » n'y sont pas inclus.

1.1.7 La violence domestique

La loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique crée un cadre légal pour protéger les personnes victimes d'une violence domestique. Sous certaines conditions, avec l'autorisation du procureur d'Etat, la Police procède à l'expulsion de l'auteur potentiel proférant des violences à l'égard de la personne proche.



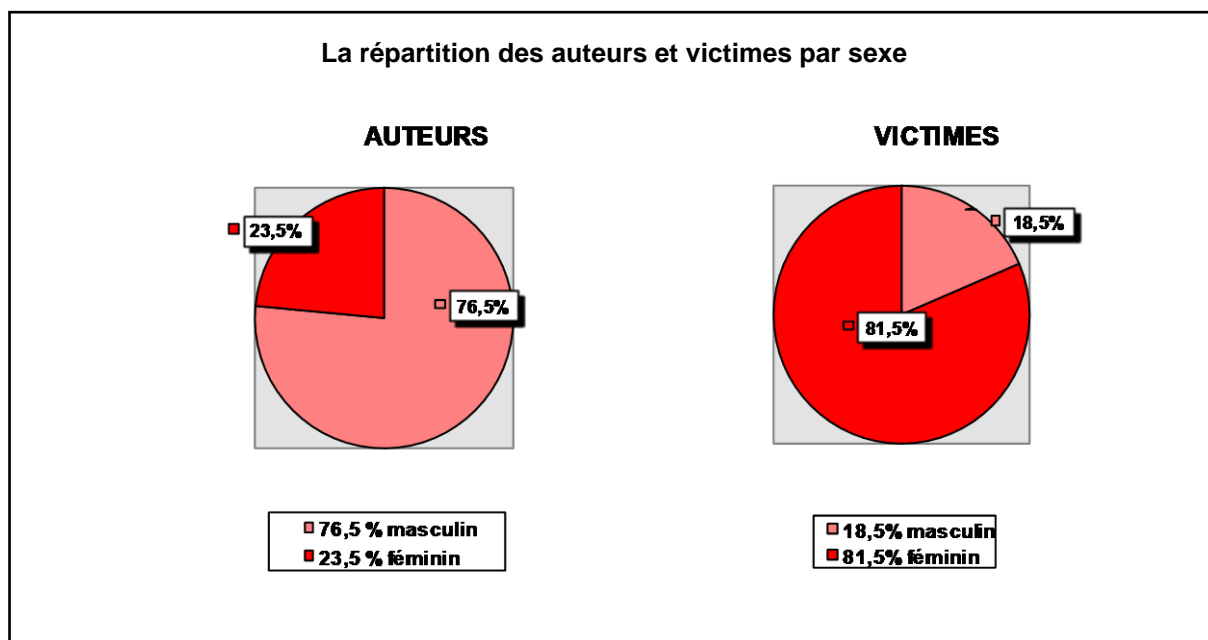
Toute intervention policière en matière de violence domestique conduit à l'établissement d'un rapport d'intervention, et le cas échéant à une expulsion. Le tableau ci-dessus montre le nombre des interventions policières et expulsions par année. Au total il s'agit de **589 interventions** (en 2009 : 572) et **264 expulsions** (en 2009 : 302). Les constatations sont basées sur 553 plaintes et 36 dénonciations.

Ci-dessous le détail des infractions constatées et connexes à l'infraction de violence domestique:

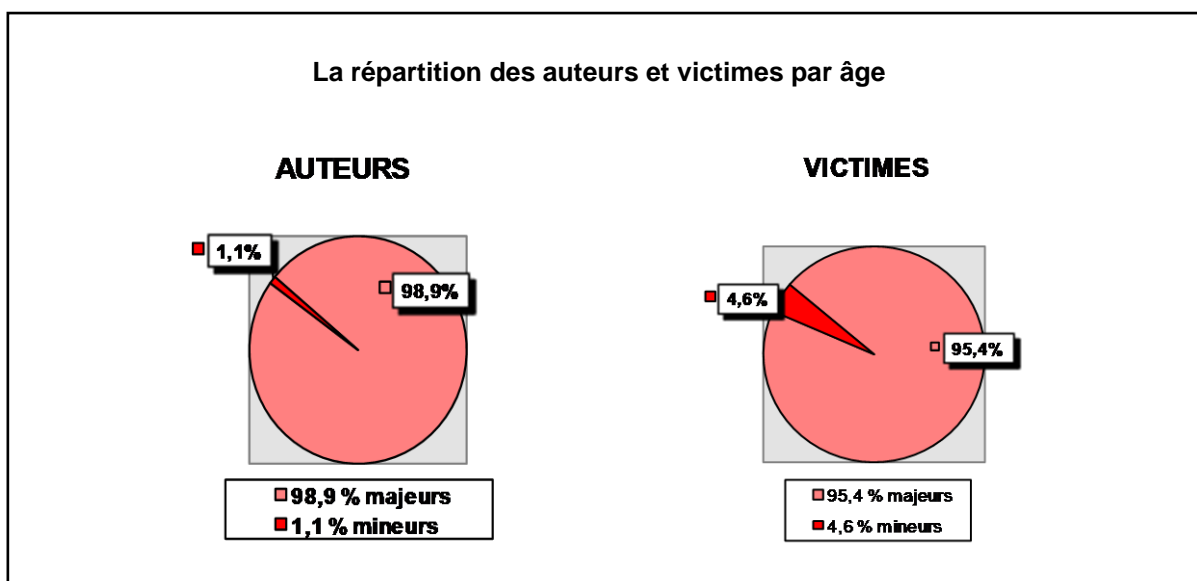
Groupes de catégories	infractions en 2010			
	total	accomplis	tentatives	%
Infractions contre les biens	48	48	0	4,8%
dégradations	28	28	0	2,8%
destructions	8	8	0	0,8%
vols simples	7	7	0	0,7%
vols avec violences et menaces	2	2	0	0,2%
autres infractions contre les biens	3	3	0	0,3%
Infractions contre les personnes	832	826	6	84,0%
meurtres	6	0	6	0,6%
coups et blessures volontaires avec incapacité de travail	47	47	0	4,7%
coups et blessures volontaires sans incapacité de travail	485	485	0	48,9%
Séquestrations	6	6	0	0,6%
viols	4	4	0	0,4%
attentats à la pudeur	7	7	0	0,7%
rébellions	2	2	0	0,2%
outrages à agents	4	4	0	0,4%
Menaces	165	165	0	16,7%
diffamations/calomnies/injures	97	97	0	9,8%
protection de la jeunesse	4	4	0	0,4%
autres infractions contre les personnes	5	5	0	0,5%
Divers	111	111	0	11,2%
violations de domicile après mesure d'expulsion	25	25	0	2,5%
violations de domicile	3	3	0	0,3%
armes prohibées	13	13	0	1,3%
saïses	22	22	0	2,2%
stupéfiants – détention – trafic - usage	4	4	0	0,4%
arrestations sur flagrant délit / mandat d'arrêt	17	17	0	1,7%
autres	27	27	0	2,7%
Total :	991	985	6	100%

Dans 25 cas une violation de domicile après mesure d'expulsion a été constatée. Par ailleurs on a constaté 4 viols et 6 tentatives de meurtres.

* Une intervention dans le domaine de la violence domestique peut contenir plusieurs infractions. En 2010 on a constaté 991 infractions pour 589 interventions effectuées par la Police Grand-Ducale.



Le pourcentage des femmes qui sont victimes de violences domestiques est très élevé (81,5%). Les auteurs des violences domestiques sont à 76,5% des hommes. Dans 81,5% des cas l'auteur était le conjoint/concubin(e), 6,1% les parents, 6,4% le fils/fille et 6,0% frère/sœur ou autre membre de la famille.



98,9% des auteurs étaient des personnes majeures (≥ 18 ans). En ce qui concerne les victimes de violences domestiques, 4,6% étaient des victimes mineures (< 18 ans).

2 Les activités policières

2.1 Les opérations

2.1.1 La police administrative

2.1.1.1 Concept

L'objet essentiel de la police administrative est la sécurité publique. La Police assume cette responsabilité sur l'intégralité du territoire national avec ses commissariats de proximité (CP), ses commissariats de proximité et d'intervention (CPI) et centres d'intervention (CI).

Le projet pilote des CPI, regroupant les services de proximité et d'intervention d'une localité sous le seul commandement d'un chef de service, a été généralisé en date du 1^{er} septembre 2010.

La Police dispose de 2 grands centres d'intervention (CI) à Luxembourg et à Esch/Alzette et de 11 CPI, dont le service intervention compte au total environ 490 fonctionnaires. Ces centres fonctionnent par roulement, 24h / 24h et 7 jours / 7 jours. Leur mission est d'assurer un service d'intervention, de secours policier et de prévention sur l'ensemble du territoire national.

Le travail de proximité s'effectue principalement par les 350 fonctionnaires des 39 CP et des 11 CPI par leur service proximité. Au-delà, toute unité régionale, voire nationale doit pouvoir agir selon les principes de la police de proximité.

2.1.1.2 La prévention

Les activités de prévention sont menées par du personnel spécialisé au niveau des circonscriptions régionales. Elles comprennent des séances d'information et des projets plus ciblés en partenariat avec des écoles, des maisons de jeunes ou certains services communaux.

À cette fin, la Police offre une multitude de programmes de sensibilisation dans des domaines aussi variés que les stupéfiants, la violence, les graffitis, les vols et les cambriolages. Des conférences adaptées à différentes catégories (jeunes, adolescents, adultes, personnes âgées) permettent d'informer le public sur les risques encourus et les possibilités pour les réduire.

Ainsi, 396 séances de prévention en matière de stupéfiants, soit 911 heures, ont été dispensées à travers le Grand-Duché en 2010 (en 2009 : 804 hrs.), dans le quatrième cycle primaire et dans l'enseignement post-primaire et au profit d'autres groupes de personnes. En matière de prévention de la violence, le nombre d'heures s'élevait à 728 heures dispensées lors de 360 séances (en 2009 : 527 hrs.), réparties dans les écoles primaires, post-primaires et également au profit d'autres groupes de personnes (troisième âge, etc).

La coordination des différentes activités, ainsi que l'organisation des campagnes nationales appartient à la Direction des Opérations et de la Prévention (DOP) de la Direction Générale (DG) et en particulier au Bureau de Prévention du Crime. Ce bureau constitue le point de contact pour toutes les institutions qui ont des besoins spécifiques en ce domaine (banques, services de gardiennage, commerces, etc.). Il offre également un conseil personnalisé aux particuliers qui désirent sécuriser leur domicile.

2.1.1.3 Le VISUPOL

Les statistiques du service de la vidéosurveillance policière au Grand-Duché (VISUPOL) ont été présentées lors de l'évaluation du projet-pilote au mois d'août 2010 et présentées à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région. Le service VISUPOL a connu quelques succès importants et a contribué à l'élucidation de maintes affaires. La plupart des constatations ont concerné les délits de vol, les vols avec violences, les coups et blessures volontaires, les affaires de drogues et les atteintes aux mœurs.

L'exploitation des 4 zones de sécurité A, B, C et D fut prolongée par règlement ministériel du 10 novembre 2010 et ceci jusqu'au 10 novembre 2011 (publication au mémorial A n° 200). L'exploitation de la zone de sécurité D regroupant la « route d'Arlon » et le « Stade Josy Barthel » n'est exploitée que de manière ponctuelle lors d'événements sportifs de grande envergure.

2.1.2 La police judiciaire

2.1.2.1 Concept

Selon le Code d'Instruction Criminelle, les officiers et les agents de police judiciaire sont chargés de constater les infractions à la loi pénale, d'en rassembler les preuves et d'en rechercher les auteurs. La mission de police judiciaire est assurée par tous les membres du personnel de la Police qui ont la qualité d'officier de police judiciaire respectivement d'agent de police judiciaire.

Au niveau des dossiers traités par le SPJ au cours de l'exercice 2010, il y a lieu de souligner que les sections économiques et financières ont été chargées d'un certain nombre d'enquêtes importantes qui demandent le déploiement de moyens importants. L'entrée en vigueur de la loi du 6 octobre 2009 renforçant le droit des victimes d'infractions pénales a rendu plus difficile le travail au niveau des sections économiques et financières en abolissant le système de priorités. Un groupe de travail ad hoc composé de représentants des Ministères compétents, des autorités judiciaires, ainsi que de la Police Grand-Ducale, sont en train d'évaluer différentes options (renforcement des effectifs, recrutement extraordinaire, réorganisation) afin de remédier à la situation actuelle.

L'année 2010 a connu de nouveau un certain nombre d'incendies criminels. Un regroupement des compétences au sein de la section criminalité générale et une continuation de la formation des enquêteurs ont permis de faire face à cette forme de criminalité.

Il faut également souligner l'effort fourni par la section de police technique et la section nouvelles technologies au cours de l'exercice 2010. L'intervention d'une équipe de police technique devient systématique pour de nombreuses infractions lorsqu'il s'agit de relever des empreintes digitales, des traces d'ADN, ou d'autres traces ou simplement lorsqu'il s'agit d'établir une documentation photographique ou un plan de la scène de crime ou du lieu de l'accident.

Enfin, il faut souligner le recours presque systématique aux services fournis par la section nouvelles technologies que ce soit sur le plan de l'exploitation des ordinateurs personnels, des téléphones portables, et des supports informatiques ou que ce soit sur le plan de l'interception légale des télécommunications et du repérage des personnes en danger à la demande des autorités judiciaires.

2.1.2.2 L'ADN

En 2010, la mise en œuvre de la législation en matière des empreintes génétiques a montré que les interventions dans ce domaine ont connu le même volume que les années antérieures. Ainsi l'ADN continue de jouer son rôle dans la résolution d'affaires criminelles. Néanmoins, les problèmes de formalisme n'ont pas été résolus et une réforme de la législation mettant l'accent sur une augmentation des pouvoirs policiers est souhaitable.

Au niveau international, il reste à noter qu'au cours de l'année 2010 la France a commencé l'échange automatisé de données ADN via le réseau PRUM. Dès les premiers échanges franco-luxembourgeois, nous avons constaté des comparaisons positives, dits « hits ». De cette connexion, nous nous attendons encore dans le futur d'autres comparaisons positives permettant de résoudre des enquêtes pénales de part et d'autres de la frontière.

Il est déplorable qu'en cas de « hit » l'échange d'informations, notamment d'une personne ainsi identifiée, ne peut pas se faire à la même vitesse que le traitement informatisé et automatisé des profils ADN.

2.1.3 La police de la circulation

2.1.3.1 Objectif 2010 de l'UE

En 2001, l'Union européenne avait fixé un objectif jusqu'en 2010. Il s'agit de réduire de 50% les victimes de la route. Cet objectif qui fut repris par le Gouvernement luxembourgeois a été atteint grâce à des campagnes médiatiques et par une présence policière accrue sur les routes. En 2001 on comptait 69 victimes de la route, en 2010 on ne comptait plus que 32 blessés mortels ce qui correspond à une diminution de 53%.

2.1.3.2 Priorités

L'effort principal des contrôles routiers porte sur les matières de la vitesse, de l'alcoolémie et d'autres comportements (ceinture de sécurité, téléphone mobile, papiers de bord, feux rouges, etc). Ces points ont été fixés de commun accord avec le Ministère du Développement Durable et des Infrastructures.

2.1.3.3 Les campagnes nationales

A l'instar des années passées, la Police a effectué en 2010 des campagnes en matière de circulation routière, et ceci en collaboration avec le Ministère du Développement Durable et des Infrastructures et la Sécurité Routière.

Ces campagnes, pouvant avoir un caractère préventif ou répressif, sont basées principalement sur :

- l'alcoolémie au volant durant la période de carnaval ;
- la sécurité des motocyclistes ;
- la vitesse excessive ;
- la rentrée des classes ;
- l'éclairage et les pneus ;
- l'usage au volant du téléphone portable, les feux rouges, les priorités, les papiers de bord etc.

Toutes les campagnes en matière de sécurité routière sont élaborées en collaboration avec le Service Communication et Presse de la Direction Générale, qui veille notamment à :

- la sensibilisation de l'usager de la route par des messages de presse au préalable et des rappels tout au long des campagnes ;
- la médiatisation concernant des actions communes avec la Sécurité Routière ;
- la rédaction des messages préventifs.

2.1.3.4 L'instruction routière

Au niveau national une équipe de l'Unité Centrale de Police de la Route a organisé 79 séances de théâtre de guignol pour les classes préscolaires. Les 3 fonctionnaires de l'UCPR ont presté 1443 heures dans ce domaine et au total 4630 élèves y ont participé en 2010.

Au niveau régional, dans le domaine de l'instruction routière la Police dispose au niveau régional d'agents locaux qui ont suivi une formation spéciale afin d'instruire cette matière dans les établissements scolaires.

Actuellement les circonscriptions régionales de Diekirch, Esch-sur-Alzette, Grevenmacher, Luxembourg et Mersch disposent un jardin de circulation. Celui de la circonscription régionale de Capellen est en planification et devrait être opérationnel en 2011.

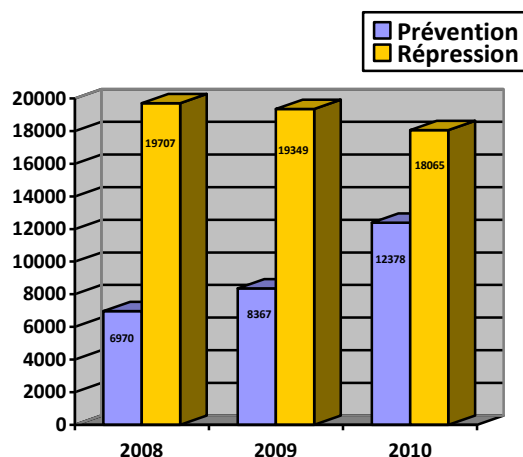
Le concept des jardins de circulation consiste à faire apprendre aux écoliers les règles de priorité du Code de la Route et de les sensibiliser aux dangers de la route.

Pendant l'année 2010, les agents locaux « Instruction routière » ont presté 2754 heures au profit des élèves de l'enseignement fondamental.

2.1.3.5 Les actions préventives et répressives

Pour lutter contre l'insécurité routière, la Police a mis en œuvre des actions préventives ainsi que des actions répressives. Les tableaux ci-après donnent un aperçu sur les différents contrôles effectués dans les domaines les plus marquants.

	2008	2009	2010	% en 2010
Vitesse	12'781	13'977	14'414	47,35%
Stationnement Illicite	2'413	2'569	2'722	8,94%
Papiers	1'594	1'804	2'330	7,65%
Ceinture Sécurité	1'667	1'435	1'784	5,86%
Eclairage	735	1'476	1'729	5,68%
Contrôle Ecole	1'658	1'744	1'666	5,47%
Gsm	992	870	1'226	4,03%
Poids lourds - Transit	306	288	339	1,11%
Alcool	247	189	246	0,81%
Poids lourds - Interdiction de Circuler	272	218	207	0,68%
Poids lourds - Sécurité chargement	/	/	28	0,09%
Poids lourds ADR - Matières dangereuses	5	13	16	0,05%
Alcool & Stupéfiants	4	22	14	0,05%
Poids lourds - Surcharge	/	/	10	0,03%
Stupéfiants	4	4	3	0,01%
Poids lourds - Articles 561/06, 3821/85	/	/	2	0,01%
Autres	3'999	3'107	3'707	12,18%
Total:	26'677	27'716	30'443	100,00 %



Année	2008	2009	2010
Prévention	6 970	8 367	12 378
Répression	19 707	19 349	18 065
Nbre des contrôles routiers	26 677	27 716	30 443
Total de l'effectif d'agents pour les contrôles routiers	60 570	64 146	70 226
Durée contrôle par agents	57 254	58 308	61 014

2.1.3.6 Les résultats

Les efforts réalisés par toutes les unités de la Police en 2010, que ce soit par des actions préventives, des campagnes médiatiques ou par une présence accrue sur les routes, on aboutit à une légère régression des victimes de la route :

- blessés graves : 301 victimes, soit 47 de moins qu'en 2009 ;
- blessés légers : 742 victimes, soit 10 de moins qu'en 2009.

La Police est intervenue lors de 8539 accidents de circulation et dans 2530 cas procès-verbal a été dressé. Dans 6009 cas, un constat à l'amiable a été établi.

En 2010, 32 personnes sont décédées dans des accidents de la route, ce qui représente une nette diminution du nombre de tués (en 2009 : 48).

Suite à l'introduction de la législation sur le retrait immédiat du permis de conduire en date du 1^{er} octobre 2007, la Police a retiré 2341 permis de conduire au courant de l'année 2010 (en 2009 : 2236) détaillés comme suit:

- 1713 cas d'alcoolémie (en 2009 : 1713) ;
- 474 cas de vitesse (en 2009 : 456) ;
- 154 cas autres ; c'est-à-dire refus respectivement alcool et vitesse (en 2009 : 67).

Sur base d'ordonnances délivrées par les Procureurs d'Etat, la Police a effectué 168 contrôles systématiques des usagers de la route (en 2009 : 183). Au total 16.063 personnes (en 2009 : 17.069) ont été contrôlées et 353 (en 2009 : 375) chauffeurs ont été verbalisés.

Le taux d'alcoolémie moyen des personnes en infraction était de 0,56 mg/l d'air expiré, le taux le plus élevé était de 1,64 mg/l. Notons que le taux maximum autorisé est de 0.25 mg/l respectivement 0,10 mg/l pour certaines catégories de chauffeurs.

Durant l'année 2010, la Police a également établi 197 avertissements taxés (145 Euros / 2 points) pour l'infraction de circulation sous l'influence de l'alcool (en 2009 : 233).

2.1.4 La Cour Grand-Ducale

La Police effectue au profit de la Cour Grand-Ducale notamment des missions de protection des Maisons Grand-Ducales, des missions de protection rapprochée, des missions de service d'ordre et d'honneur, des missions d'escorte de circulation et d'escorte d'honneur. Ainsi les missions suivantes ont été assurées en 2010 :

- La protection des Maisons Grand-Ducales a été assurée 24/24 heures ;
- 8 escortes d'honneur ont été effectuées lors de remises de lettres de créance ;
- LLAARR ont été encadrés par la Police lors de la Visite d'État au Portugal au mois de septembre 2010 ;
- Lors de 102 déplacements officiels et/ou privés sur le territoire national des membres de la Famille Grand-Ducale, la Police a effectué un service d'escorte et un service d'ordre et de sécurité ;
- Mis à part le service de sécurité presté lors du séjour annuel de la Famille Grand-Ducale à Cabasson (France), 7 déplacements de LLAARR à l'étranger ont été encadrés par une protection rapprochée de l'Unité Spéciale de la PGD.

2.1.5 Les visites officielles et réunions internationales

En 2010, le Luxembourg a reçu :

- 3 visites officielles (en 2009 : 2 visites d'Etat) :
 - la visite officielle de SE Mme MERKEL, chancelière de la République d'Allemagne, le 09 mars 2010,
 - la visite officielle de SEM GRYBAUSKAITE Président de la Lituanie, le 16 juin 2010 et
 - la visite officielle de SEM WULFF Président de la République d'Allemagne.
- 66 visites officielles ou de travail (en 2009 : 87) pour lesquelles la Police a presté des escortes de circulation/sécurité, des services de sécurité/protection des lieux et des postes d'honneur. Dans 24 cas les hôtes étrangers ont bénéficié, selon une évaluation de la menace à leur rencontre, d'un dispositif de protection rapprochée.
- Les policiers de l'UGRM ont presté 3320 heures lors des services de sécurité et de protection au Centre de Conférence Kiem (CCK) organisés à l'occasion de 20 réunions réparties sur 26 jours (hormis les heures prestées lors des deux services de maintien de l'ordre) ainsi que plus de 800 heures de renforts aux unités régionales lors des services d'ordre et de sécurité aux Ministères et autres.

2.1.6 Les courses

2.1.6.1 Les courses cyclistes

Les 6 circonscriptions régionales et l'UCPR ont presté quelques 3000 heures pour l'encadrement des courses cyclistes (motards et occupations de postes statiques).

Avec des escortes de sécurité motorisées effectuées par l'Unité Centrale de Police de la Route (UCPR) et des postes de circulation organisés par les commissariats locaux, la Police a contribué à la sécurité de 5 courses cyclistes de catégorie A (Skoda Tour de Luxembourg, Flèche du Sud, Championnats nationaux, etc) et à 2 randonnées cyclistes (Revanche de la Flèche du Sud et Charly Gaul).

Au niveau régional, les commissariats de proximité soutenus par les services de police de la route régionaux ont encadré au total 48 courses cyclistes : 36 courses sur la route, 10 courses cyclocross et 2 courses VTT.

2.1.6.2 Les courses à pied

A l'instar des années précédentes un grand dispositif de 250 policiers (plus de 2500 heures prestées) a été mis en place le 15 mai 2010 lors du 5^{ème} Marathon ING à Luxembourg-Ville.

2.1.7 Les tribunaux et la Chambre des Députés

La Police a presté 4695 heures de service huissier à l'occasion de 1200 audiences aux tribunaux de Luxembourg et 396 heures lors des 157 audiences aux tribunaux de Diekirch.

952 heures de service huissier ont été prestées lors des 49 audiences à la Chambre des Députés.

2.1.8 Le transport de détenus / de fonds

Par rapport à 2009, le nombre de transports et de garde de personnes, respectivement d'escortes d'objets sensibles est détaillé comme suit :

Type de mission	Nombre 2010	Nombre 2009	Heures prestées 2010	Heures prestées 2009
Transports de détenus	4269	4202	25407	24530
Garde de détenus	58	52	6740	2553
Escortes de transports de fonds	1	1	4	6
Escortes de transports d'œuvres d'arts	/	2	/	8
Escortes militaires	10	5	88	16

Au total, plus de 32.000 heures ont été prestées presque exclusivement par l'Unité de Garde et de Réserve Mobile lors de ces services. Le transfert et l'extraction des détenus condamnés de manière définitive sont compris dans ces chiffres.

2.1.9 Les points sensibles

15.554 heures de service ont été prestées lors des patrouilles PUMA, dont la mission est le contrôle régulier de points sensibles comme les ambassades et les institutions européennes.

2.1.10 Les maîtres chiens

Les maîtres chiens ont participé avec leurs chiens « drogues » et « explosifs » à 5 contrôles d'envergure nationale (contrôles transfrontaliers, Hazeldonk) et ont effectué 74 postes de sécurité (plus de 527 heures de service pour la protection de lieux aux ministères, au Centre de Conférence Kiem, à la Synagogue...) ainsi que 52 avis de recherche.

En 2010, 117 (en 2009 : 106) missions de recherche de drogues ont été effectuées avec un total de 551 heures prestées (en 2009 : 472), lors desquelles les chiens drogues ont dépisté au total 1901 gr de cannabis, 24 gr d'héroïne et 300 gr de cocaïne.

Les chiens « explosifs » ont été engagés dans 27 missions de recherches d'explosifs (fouilles lors de visites, au tribunal, etc), ainsi que lors de 2 colis suspect et de 1 alerte à la bombe.

Au total 2580 heures (en 2009 : 2858) de patrouilles à pied et 1636 heures (en 2009 : 1768) en véhicule de service ont été prestées.

En outre les maîtres chiens ont presté 129 heures lors de manifestations et 46 heures lors de démonstrations devant le public dans le cadre de présentations de la Police (journée de la Police, portes ouvertes de commissariats, festivités locales).

En plus les maîtres chiens ont effectué en 2010, 2.088 heures des patrouilles de sécurité à l'aéroport de Luxembourg et à la gare de Luxembourg. Une présence à l'aéroport et à la gare a été assurée 5 fois par semaine pendant 8 heures en alternance.

2.1.11 L'hélicoptère de police

Au total l'hélicoptère de police a effectué 576 heures de vol à l'occasion de 542 vols, dont 340 heures de patrouilles préventives sur l'ensemble du territoire (293 vols) et 174 heures de vol lors de missions opérationnelles (229 vols).

Les missions tactiques principales de l'année écoulée ont été les suivantes:

- appui des unités au sol (visites d'Etat, escortes, surveillances, contrôles d'interdictions de dépassements des poids lourds ou motos sur les autoroutes, appuis lors d'arrestations) ;
- appui lors d'accidents de la route, respectivement de sinistres et d'accidents de travail ;
- recherche de personnes disparues ;
- l'évaluation du trafic routier (aux heures de pointe, aux aires de repos et lors d'événements sportifs tels que les courses à pieds, les courses cyclistes).

Lors de 67 missions de recherches (73 heures de vol), 6 personnes en fuite ou disparues ont pu être localisées ou interceptées grâce à l'engagement de l'hélicoptère de police.

2.1.12 La police des étrangers

Depuis l'entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2008 de la nouvelle loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration, les chiffres en matière de police des étrangers se présentent comme suit pour l'année 2010 :

- 786 demandes d'asile ont été enregistrées ;
- 175 mesures de placements ont été prononcées ;
- 202 personnes ont été rapatriées, dont 99 avec une escorte de la Police.

Dans le cadre des « Transferts Dublin » :

- 93 personnes ont été refoulées ;
- 30 personnes ont été retournées au Grand-Duché (reprises Dublin).

En 2010, 618 personnes ont fait l'objet d'une saisie au système EURODAC, dont 188 enregistrements ont été confirmés en tant que saisie déjà appliquée par un autre Etat membre.

2.1.13 Le maintien de l'ordre

En 2010 la Police ne devrait pas déployer le dispositif de maintien d'ordre afin de faire face à des manifestations de grande envergure telle que les dernières années (Arcelor, agriculteurs...).

La Police a dû encadrer par un dispositif de maintien de l'ordre, plus ou moins grand selon l'envergure et l'évaluation de risque, 2 matchs de football internationaux (qualification pour l'EM des équipes Luxembourg – Bosnie/Herzégovine et le match amicale contre l'Algérie).

2.2 La communication

2.2.1 Les comités de prévention

43 réunions au niveau local ou régional ont eu lieu en 2010 dans les différentes régions et communes du Luxembourg.

Outre la mise en place d'un programme national en matière de lutte contre les cambriolages, différents projets de prévention organisés dans les circonscriptions régionales méritent d'être soulevés :

La circonscription régionale de Capellen

En 2010, le service prévention de la circonscription régionale de Capellen a été présent le 2 janvier à Eischen lors d'un bal pour les jeunes. Les jeunes participants ont été sensibilisés sur le thème de l'abus de l'alcool grâce aux lunettes de simulation.

Notre projet « Parkt net op eisem Wee », destiné à sécuriser les alentours des écoles, a été poursuivi dans diverses autres communes.

Deux projets ont été lancés en collaboration avec le Lycée Josy Barthel de Mamer.

Pendant 2 semaines au mois de janvier 2010, les professeurs et les étudiants ont été sensibilisés au sujet de drogues légales et illégales. Le service prévention de Capellen en collaboration avec celui de la circonscription régionale de Mersch ont mis l'accent sur la consommation de l'alcool des personnes

âgées de moins de 16 ans. Un concours de dessin avait été lancé auparavant et à partir des dessins, des posters et des flyers ont été imprimés.

Des cours ont également été organisés pour les classes de 7^{ième} jusque 11^{ième} comprenant notamment une partie théorique mais également des exercices pratiques à l'aide des lunettes de simulation.

Au mois de décembre, un projet sur le courage civil avait été organisé au lycée avec différents intervenants. De nouveau, les services de prévention de Capellen et de Mersch ont marqué leur présence avec des cours axés sur le courage civil. Le self-défense club de la Police Grand-Ducale avait prêté main-forte avec un cours d'initiation à l'auto-défense dans la rue (street défense).

Le service a participé en outre à une autre action basée sur l'abus d'alcool des personnes âgées de moins de 16 ans notamment le camp national scout « Adventum 2010 » à Steinfort. Environ 1000 scouts et leurs chefs avaient pris part à ce camp qui s'est déroulé pendant deux semaines au mois de juillet sous le thème des « vikings, chevaliers et maures ». Lors des journées « activités », les services prévention de Mersch et de Capellen ont organisé des ateliers avec de nouveau des parties théoriques et pratiques à l'aide de jeux et d'exercices (tournois des vikings et chevaliers).

Dans le cadre des conseillers de sécurité pour personnes âgées, divers séminaires pour seniors ont été mis en œuvre. Les « Seniorensicherheitsberoder » (SSB) ont présenté au public ce qu'ils avaient appris lors de leur formation en 2009 auprès de la sécurité routière.

La circonscription régionale de Diekirch

Le plan local de sécurité Nordstad a pris effet le 1er janvier 2010 et une évaluation finale des mesures sera réalisée à partir du 1er janvier 2012. La direction régionale de la Police de la Circonscription de Diekirch en général et les membres des Commissariats de Proximité de Diekirch et d'Ettelbruck et les membres du Centre d'Intervention de Diekirch en particulier s'engagent à atteindre les objectifs suivants :

- Diminution des vols, des actes de vandalisme, des vols liés aux véhicules et des cambriolages ;
- Diminution des actes de violences, des agressions et du tapage nocturne ;
- Efforts en matière de lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants ;
- Amélioration de la sécurité routière ;
- Amélioration de la disponibilité des services de police et de la communication avec le public.

D'autre part, le sujet de l'insécurité routière est toujours d'actualité au sein des différents comités de prévention. La direction régionale dispose, à l'instar des autres circonscriptions, d'un appareil de mesurage (VIACOUNT) qui peut être mis à disposition des communes pour enregistrer un comportement éventuellement fautif de la part des automobilistes sur la voirie communale.

En outre, les programmes de prévention suivants ont été réalisés au niveau régional, financés en grande partie par le fonds de prévention, mis en place depuis 2008 par le biais d'une convention entre les communes de la circonscription et mettant à disposition un budget annuel de 15.000 € :

- Les cambriolages et vols :
 - Campagne : Soyez vigilant(e) – gare au pickpocket. La campagne a été lancée au début de l'année 2010 par la distribution des dépliants aux commerçants et par l'affichage des messages aux points sensibles des grandes surfaces.
 - Pour prévenir les vols dans les voitures, la Police a remis pendant les vacances d'été des pancartes sous forme de cintres pour signaler aux cambrioleurs qu'il n'y a aucun objet de valeur dans la voiture et pour convaincre ainsi les malfaiteurs qu'un cambriolage resterait sans le moindre résultat.

- L'abus d'alcool :

Un projet a été mis sur pied en collaboration avec le Lycée classique de Diekirch. Les élèves d'une 3^{ième} et d'une 2^{ième} de la section artistique avaient pour mission de réaliser une idée mettant en garde les jeunes contre les dangers de la consommation abusive d'alcool. Cette communication a été réalisée sous forme de différentes affiches. D'autres supports ont été également utilisés tels que des sacs, des t-shirts, des dépliants, des calendriers, des autocollants et même des sous-verres.

- Les dangers du portable (la violence) :

Pour mobiliser contre les risques des fonctionnalités vidéo et Internet des « portables » actuels, un concours a été lancé au niveau de deux classes artistiques du LCD. Les sujets à traiter étaient : le mobbing et la menace par SMS, le « happy-slapping », le « snuff-vidéo », la rencontre suspecte après une communication au « chatroom ».

- Le didacticiel « FAUSTLOS » pour combattre le fléau de la violence à l'école :

Le projet a été évalué au niveau des écoles maternelles par une équipe scientifique de l'Université de Luxembourg.

- Les « Seniorensëcherheetsberoder » :

Fin 2009 / début 2010 un groupe de 12 « conseillers à la sécurité » a été formé par la Police afin de réduire le sentiment d'insécurité chez les personnes âgées.

La circonscription régionale d'Esch-sur-Alzette

Lors des discussions dans les comités de prévention de la circonscription régionale d'Esch/Alzette, les autorités locales ont mis une priorité sur les problèmes ayant trait à l'ordre et à la sécurité publique. En effet, les autorités locales sont souvent interpellées par les citoyens pour leur soumettre les problèmes, tels qu'ils les ont vécus. De ce fait, les comités de prévention permettent de comparer le sentiment de sécurité subjectif des citoyens aux constatations objectives des statistiques policières et d'en tirer les conclusions nécessaires au niveau local.

A nouveau, un des sujets importants était celui du tapage nocturne. D'une part les communes ne veulent pas devenir des cités dortoirs et d'autre part, les citoyens ne veulent pas être dérangés dans leur repos nocturne. Dans la société d'aujourd'hui, les deux points de vue semblent difficilement conciliables. La Police se retrouve souvent au milieu d'intérêts divergents avec des difficultés pour incriminer l'infraction. Afin de remédier à ce phénomène la direction régionale d'Esch/Alzette en collaboration avec deux communes de la circonscription ont élaboré une charte de bonne conduite pour les exploitants des débits de boisson. Celle-ci cible principalement les domaines suivants : lutte contre le bruit, lutte contre l'abus d'alcool et les stupéfiants et la collaboration avec la Police.

Bon nombre de sujets dans les comités de prévention se sont articulés autour de la sécurité en matière de la circulation routière. Suite aux doléances des autorités locales, la Police a installé plusieurs fois l'appareil de mesurage anonyme du nombre de véhicules ainsi que des vitesses roulées à un endroit précis (appareil dénommé VIACOUNT). Les résultats fournis sont toujours très appréciés vu qu'ils permettent de constater le bien fondé des affirmations et le cas échéant de cibler les contrôles de la Police.

Un autre problème qui concerne les autorités communales est le vandalisme. La Police a constaté qu'en 2010, celui-ci a cessé d'augmenter. La plus grande partie des dommages est toutefois subie par les particuliers, vu que la majorité des faits de vandalisme sont des dégradations de véhicules. Néanmoins, les installations publiques subissent également des dégâts non négligeables. Le phénomène du vandalisme était un point central lors du comité de concertation régional.

En matière de prévention toutes les classes de 7^{ème} de tout niveau ainsi que quelques classes de 6^{ème} primaire dans la circonscription ont suivi en 2010 les cours de prévention contre la violence.

En collaboration avec les maisons des jeunes de Rodange et de Pétange, une semaine en matière de prévention contre la toxicomanie était organisée et visitée avec grand intérêt par toutes les classes de 7^{ème} et 8^{ème}. La bonne coopération transfrontalière a permis la participation de plusieurs classes d'un lycée d'Athus.

La circonscription régionale de Grevenmacher

Lors des réunions des différents comités de prévention les principaux sujets abordés étaient la présentation des chiffres de la délinquance au niveau communal, la mise en place d'un règlement de police communal, la réglementation au sujet du lancement de feu d'artifice, l'occupation clandestine de maisons délaissées ainsi que la circulation routière à l'intérieur des agglomérations.

Les principaux projets de prévention au sein de la circonscription régionale de Grevenmacher étaient les suivants :

- Stands d'informations alcool/drogues lors de festivités d'envergure (Picadilly, 25^{ème} anniversaire des accords de Schengen, Frou-Frou etc.) ;
- Organisation, en collaboration avec le Polizeipräsidium Trier du « Motorradsicherheitstag » à Schengen en mai 2010 avec une participation de quelques 500 motards ;
- « Feel good – Feel clean » est un projet réalisé en collaboration avec la Maison des Jeunes de Grevenmacher. Le programme vise l'intégration des jeunes dans la société à travers une meilleure compréhension et acceptation des règles existantes. Le projet s'étale sur une année avec des séances d'informations, workshops et activités communes avec la Police ;
- « Maacher mëcht mobil, zesummen fir eng behënntengerecht Stad », est un projet de sensibilisation aux problématiques rencontrées par les personnes à mobilité réduite sur la voie publique ;

- « Action Gibier » avec comme but la sensibilisation des conducteurs face aux accidents avec du gibier ;
- Extension du projet « Schulbusbegleiter » duquel profitent actuellement huit communes au sein de la circonscription régionale de Grevenmacher ;
- Participation à l'activité « Mini-Lënster », il s'agit d'une simulation d'une ville réelle, où les enfants prennent tout en main. Par l'intermédiaire de ce jeu, les enfants apprennent le fonctionnement d'une vraie ville. Derrière la notion "ville de jeu pour enfants " ou "ville des enfants" se cache l'idée de réunir des objectifs d'apprentissage pédagogiques, politiques et culturels ;
- Cours Anti-Violence « Hëllef him – Hëllef richteg » destinée aux cycles 2.2., 3.2. et 4.2. des écoles fondamentales ;
- Participation à la foire du 3^{ème} âge à Niederaanven ;
- Séances d'informations « Stupéfiants » dans les lycées de Grevenmacher et Echternach, dans le Schengen Lycée à Perl (D), ainsi que dans la plupart des écoles fondamentales (cycle 4.2.) de la circonscription régionale.

La circonscription régionale de Luxembourg

- Début 2010 les problèmes et conditions de logement de certains travailleurs immigrés ont été discutés lors d'un comité de prévention de la VDL. Une descente sur les lieux a montré que les locataires sont exploités, que beaucoup de chambres étaient dans un état insalubre et que les loyers sont exagérés. Il a été retenu que le « Bierger Center » procédera à des contrôles et qu'il y aura une comparaison des listes des agences immobilières avec celles du Bierger Center. Il s'agissait de faire un recensement des cafés concernés, d'informer le Parquet et de déclencher une procédure de fermeture comme ultime remède ;
- Par ailleurs l'évolution de la criminalité était sur l'ordre du jour du comité de prévention élargi de la Ville de Luxembourg. Suite à une augmentation du chiffre des tapages nocturnes comme par exemple pour les sites de « Rives de Clausen » et « rue de la boucherie » de la vieille Ville l'idée était d'établir une « charte nocturne » ;
- Avec une telle charte la Ville de Luxembourg veut trouver un équilibre entre une ville animée le soir et le respect de la qualité de vie des résidents. Les quartiers visés sont la Ville Haute, le Grund, Clausen, Hollerich et la Gare ;
- En date du 13 octobre 2010, Monsieur le Ministre de l'intérieur et à la Grande Région a demandé d'émettre l'avis du comité de prévention de la VDL concernant le système VISUPOL. Après évaluation des statistiques et après avoir entendu diverses personnes, le comité a émis un avis favorable en vue de la prolongation de VISUPOL ;
- Une autre discussion était consacrée au phénomène de la prostitution. Le président a réalisé la demande d'analyser les lois et règlements existants pour pouvoir proposer des améliorations à opérer sur le plan législatif. Il a été retenu de poursuivre la piste des avertissements taxés à encaisser sur place. La demande était formulée au service de circulation de la Ville de Luxembourg, de vérifier les mesures pour contrecarrer au mieux la présence de voitures et au collège échevinal de voir avec le Ministre des Affaires Etrangères, comment on pourra exécuter au mieux les mesures prises à l'égard des prostituées en situation irrégulière ;
- Le bilan final de la « Schueberfouer » 2010 a été discuté avec les membres du comité de prévention. Le bilan est positif. Très peu d'incidents ont dû être notés ;
- En date du 23 novembre 2010 Monsieur le Bourgmestre de la Ville de Luxembourg avait invité plusieurs représentants des ministères à un comité de prévention élargi. Le premier sujet qui a été traité était « l'évolution et la situation de la Fixerstuff ». En attente du jugement en dernière instance et vue la situation actuelle, une autre solution provisoire devra être mise en place. Le deuxième point sur l'ordre du jour, était consacré aux problèmes concernant la toxicomanie et la prostitution autour de la gare. Comme déjà mentionné, une nouvelle structure « Fixerstuff » provisoire est prévue, mais à une dimension plus réduite (35x15m avec 2 étages). Une fréquence de 36.000 personnes a pu être enregistrée en 2009 (les chiffres de 2010 de la "Fixerstuff" n'étant pas encore disponibles), ainsi que de 70 à 100 consommations par jour ;
- En 2010 les projets et programmes soutenus ou élaborés par le service prévention de la circonscription régionale Luxembourg étaient nombreux. Le programme de prévention en matière de stupéfiants par exemple a été tenu dans tous les établissements d'enseignement primaire de la VDL, Hesperange et Walferdange (57 classes de 6e primaire), 5e année consécutive ;
- Au niveau de la Ville de Luxembourg un colloque sur la « Jeunesse » a été organisé afin de mettre en relation les commissariats de proximité de la CRL, le service Jeunesse du SREC et les vingt éducateurs/éducatrices gradué(e)s de la VDL ;

- Un Projet « Anti-violence » a été élaboré en collaboration actif du Service Prévention avec Interaction et la maison des jeunes Gare. Le but était de produire un CD avec diverses chansons sur le sujet ;
- Le projet Courage Civil qui a connu un énorme succès, non seulement au niveau national, a été présenté lors d'un comité de prévention de la Ville de Luxembourg : 3 scènes de violence (mobbing, racketing, vandalisme) ont été mis en scène par les élèves du LTC, filmées en caméra cachée et les réactions auprès des passants ont été recueillies. 500 DVD et booklets ont été produits et émis pour distribution après formation des intéressés (éducateurs, maison des jeunes, professeurs, etc...) incluant des jeux interactifs « coolness ». Les booklets comprennent des explications et tactiques sur le sujet des statistiques ainsi que divers extraits concernant la protection de la jeunesse.

La circonscription régionale de Mersch

Les problèmes récurrents adressés par les différents comités de prévention au niveau local ont été, comme dans le passé, la circulation routière et le vandalisme. Des efforts ont été consentis par la Police Grand-Ducale dans ce domaine. L'évolution locale de la criminalité a été suivie de près.

Les comités de prévention ont accompagné les différents projets de prévention mis en œuvre au niveau régional :

- En collaboration avec le service prévention de la région Capellen, une action de prévention drogues a été menée lors d'un camp scout national; environ 700 jeunes et 250 adultes ont été présents ;
- Des élèves du premier cycle fondamental ont été sensibilisés aux risques inhérents à leur parcours domicile-école dans différentes communes ;
- Les programmes de prévention en matière de drogues, légales et illégales, et en matière de violence ont été poursuivies ;
- Un programme de sensibilisation et de formation d'accompagnateurs dans les transports en commun a été lancé dans les communes d'Eil, Useldange et Beckerich ;
- Dans les communes Fischbach, Larochette et Nommern une action de prévention des drogues auprès des adultes a été faite avec comme cible prioritaire les parents des élèves ;
- Lors de la journée Télévie à Rédange, un stand de prévention a été mis en place.

2.2.2 Le Service Communication et Presse

Le Service Communication et Presse de la Police (SCP), en place depuis le 1^{er} janvier 2001, est en charge des relations avec la presse, des relations publiques et de la communication interne.

Conformément à la stratégie de la communication présentée fin 2009, le SCP consacre depuis lors une partie importante de son effort à la communication directe avec le citoyen, sans pour autant négliger la communication via les organes de presse qui restent des partenaires essentiels.

2.2.2.1 Les relations avec la presse

Dans un esprit de transparence et en tenant compte des mutations technologiques et sociologiques qui ont ébranlé le monde des médias au cours des dernières années, le SCP dessert les organes de presse luxembourgeois 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. Pendant les jours ouvrables, les journalistes peuvent accéder, moyennant login et mot de passe, à une page Internet qui leur est réservée et qui est actualisée plusieurs fois par jour.

La Police les informe, via cette plateforme, par écrit, en image et dans les meilleurs délais sur les incidents pouvant intéresser l'opinion publique. Ce service fonctionne du lundi au vendredi, de 08.00 à 18.00 heures. Pendant la nuit, le weekend et les jours fériés, un service de permanence garantit la diffusion des bulletins de presse et se tient constamment à la disposition des journalistes.

L'approche est proactive, dans la mesure où, en cas d'incident majeur, la presse est prévenue par le SCP qui se rend aussitôt sur place pour encadrer les journalistes et leur faciliter le travail.

À titre d'information, en 2010 la permanence du SCP a été sollicitée à plus de 200 reprises, pendant la nuit, les weekends et jours fériés.

Mis à part les bulletins de presse quotidiens, plus de 150 reportages spécifiques sur la Police ont été réalisés et publiés par les médias luxembourgeois et étrangers au cours de l'année écoulée.

À noter que lors de la Coupe du Monde de football, des policiers maîtrisent la langue portugaise, étaient à la disposition de la station radio Latina pour délivrer les messages de prévention généraux, à la population portugaise, dans sa langue maternelle. Cette expérience s'est conclue de façon positive et incite donc à développer l'idée de mettre en œuvre en permanence un service d'information policier

pour les différentes communautés résidentes au Grand Duché, dans leur langue maternelle respective.

Depuis peu l'autorité judiciaire dispose elle aussi d'un porte parole attitré. Une coopération étroite quotidienne a été mise en place avec cette instance.

2.2.2.2 Les relations publiques

L'Internet reste le fer de lance de la communication directe avec le citoyen. La popularité du portail de la Police est confirmée, le nombre de hits ayant, cette année-ci encore une fois, dépassé le seuil des 48,50 millions, ce qui correspond à 1,07 millions de visites par an.

Excusez du peu ! L'agrément du site est fortement soutenu par ses éléments audio-visuels. Plus d'une quarantaine de productions ont pu être réalisées pour être diffusées le plus souvent sur www.police.lu, les autres étant destinées à un usage interne.

En 2011 le portail sera réaménagé au niveau des graphismes, mais aussi au point de vue de la navigation et de la structuration des contenus. L'interactivité sera au centre de toutes les considérations, d'autant plus qu'en 2010 plus de 16.000 contacts individuels directs ont été enregistrés avec les citoyens par la biais de la rubrique commissariat virtuel.

Près de 550 personnes se sont inscrites pour le service « départs en vacances », 431 jeunes femmes et hommes ont posé leur candidature pour l'examen d'admission à l'Ecole de Police. La population a notifié plus de 500 incidents par la voie électronique et dans près de 1.300 messages une requête particulière a été formulée ou une information demandée.

Le rayonnement des relations publiques dépasse la seule activité de l'internet. La Police recherche, tout au long de l'année, le contact direct avec la population, par exemple à l'occasion de la Journée de la Police qui s'est tenue, cette année en partenariat avec l'Armée Luxembourgeoise, à Diekirch et qui a encore une fois attiré plus de 12.000 spectateurs.

Le weekend du 25e anniversaire des accords de Schengen fut un autre haut lieu de la présence policière. S'y ajoutent une présence aux traditionnelles foires, comme la foire de l'étudiant ou la foire du logement, pour ne citer que celles-là.

La Police a participé à plusieurs reprises à des événements de relations publiques à l'étranger, notamment au défilé et au village policier organisés par la Police fédérale belge pour la fête nationale belge à Bruxelles et à une exposition policière internationale à La Haye, aux Pays Bas.

La Police Grand-Ducale participe activement au Girl's Day.

Elle a marqué sa présence, moyennant un stand d'information, lors d'une bonne trentaine d'événements locaux ou régionaux.

À noter finalement que 2010, année du 10^e anniversaire, présentait aussi une opportunité parfaite pour organiser un grand festival international du théâtre de guignol, outil de la prévention routière très bien perçu par son public cible, les enfants du préscolaire. L'Unité Centrale de Police de la Route, en charge de cette mission à Luxembourg, avait invité sept organisations policières allemandes, qui ont joué pendant 3 jours, pour 3000 enfants.

L'an passé, à l'instar des années précédentes, la Police a accueilli une vingtaine d'élèves luxembourgeois dans le cadre de divers stages d'observation et stages en entreprise.

S'y ajoutent de nombreuses visites officielles par des externes ou des collègues policiers internationaux, visites au cours desquelles le rendez-vous dans le nouveau musée de la Police, ouvert au grand public depuis le début de l'année, était toujours très apprécié.

Le service graphique du SCP a conçu plus d'une trentaine de dépliants, affiches, fiches d'information, brochures ou autres documents publicitaires, distribués aux unités de Police initiatrices de telle ou telle campagne ou événement public.

2.2.2.3 La communication interne

L'Intranet est à la communication interne ce que l'Internet est à l'externe. Cet outil de travail quotidien du policier est devenu incontournable. Chiffres à l'appui, on constate aujourd'hui que le portail intranet, opérationnel depuis 5 ans, est consulté par quasiment tous les policiers en service. La moyenne quotidienne des visites tourne autour de 1.250, ce qui correspond à un total annuel de 447.562 contacts.

Raison de plus pour avoir adapté l'ancien site, victime de son propre succès. Le nouveau portail, mieux structuré et plus « user friendly », avec notamment un moteur de recherche plus performant, est opérationnel depuis décembre.

La Police distribue aussi un journal d'entreprise sur support papier. L'année 2010 a vu paraître 3 numéros du « Polinfo ».

Il est évident que dans la société moderne dominée, comme l'avait prédit Mc Luhan, de plus en plus par l'information globalisée, rassemblant le monde dans un mouchoir, la Police elle-aussi éprouve un besoin vital d'organiser sa communication aussi bien en interne, qu'en externe à l'attention du citoyen, que se soit via les canaux directs ou via la presse.

La transparence est une valeur policière, valeur qui restera certainement aussi d'actualité en 2011.

2.3 L'administration

Le tableau comparatif avec les chiffres des années précédentes montre l'évolution des activités administratives de la Police. Les statistiques relatives aux activités administratives proviennent de l'application informatique CORRES, le logiciel de gestion et de suivi du courrier administratif de la Police Grand-Ducale. Depuis 2010, vu le nombre croissant de requêtes internationales, la Police Grand-Ducale a restructurée le SRI service des relations internationales, dans le sens à regrouper toutes les activités en la matière. Il dispose d'un logiciel spécifique spécialement adapté et les statistiques sont donc une compilation des données administratifs et des données du SRI.

Evolution des activités administratives depuis 2005

Année:	Nombre de dossiers					
	2005	2006	2007	2008	2009	2010
documents internes	23.904	24.045	27.315	25.717	28.114	24.449
requêtes de particuliers	1.924	2.034	2.001	2.508	2.509	2.106
requêtes d'organes externes	53.078	57.880	58.979	28.639	25.364	27.874
Total :	78.906	83.959	88.295	56.864	55.987	54.429
Variation nombre :	/	+ 5.053	+ 4.336	-31.431	-877	-1.558
Variation % :	/	+6,40%	+5,16%	-35,60%	-1,54%	-2,78%

Année:	Nombre de pièces					
	2005	2006	2007	2008	2009	2010
documents internes	44.724	44.139	47.884	47.146	53.576	50.009
requêtes de particuliers	4.188	4.550	4.717	5.486	5.751	4.906
requêtes d'organes externes	77.124	77.988	78.806	48.273	45.203	47.636
Total :	126.036	126.677	131.407	100.905	104.530	102.551
Variation nombre :	/	+ 641	+ 4.730	-30.502	3.625	-1.979
Variation % :	/	+ 0,50%	+ 3,73%	-23,21%	+3,59 %	-1,89%

Explications quant à l'établissement d'un dossier ou d'une pièce:

D'un côté est inscrite la correspondance interne, les documents, notamment les rapports, dont l'initiateur est un membre de la Police. Les procès-verbaux, à moins qu'ils ne soient adressés à une autre unité pour continuation d'enquête, ne sont pas saisis dans cette application. De l'autre côté toute correspondance adressée à la Police par un organe externe ou par un particulier est enregistrée.

*Pour chaque document, respectivement requête, sont créés un dossier et une pièce. Par exemple une requête d'une administration judiciaire entraîne la création d'un dossier et d'une pièce. Le nombre des pièces est bien plus élevé que le nombre des dossiers, car un dossier peut parcourir plusieurs unités et pour chaque complément d'enquête une pièce supplémentaire, représentant un rapport, est ajoutée. Les chiffres sont basés sur les pièces qui ont été créées en 2010. De ce fait y figurent **2.515** dossiers d'avant 2010, mais qui ont été traités ou clôturés cette année.*

2.3.1 Analyse globale

En 2010, le nombre total de dossiers a diminué de 1.558 unités et de -2,78% par rapport à 2009. Cette baisse est surtout due à une baisse des documents internes suite aux efforts de rationalisation administrative. Cette baisse est quasiment neutralisée par le nombre de requêtes d'organes externes qui a augmenté de 2.510 dossiers, ce qui équivaut à un taux de 9,9%.

2.3.2 Les documents internes

Par documents internes on entend tous les dossiers avec les pièces ajoutées qui n'ont pas été créés sur requête d'un correspondant externe. En général il s'agit de documents, notamment des rapports, qui sont établis sur initiative d'une unité de Police. Par rapport à l'année 2009, la Police enregistre une baisse de -3.665 (-13,05%) dossiers et une diminution de -3.567 (-6,66%) pièces (en 2009 : 28.114 dossiers et 53.576 pièces).

2.3.3 Les requêtes

2.3.3.1 Les requêtes de particuliers

Par requêtes de particuliers on entend tous les dossiers avec les pièces ajoutées qui sont créés lorsqu'une requête est adressée à la Police par un particulier. Avec un total de 2.106 dossiers et 4.906 pièces en 2010, on constate une baisse (-403 dossiers ce qui équivaut à -16,06%). En ce qui concerne les pièces, on constate une également une diminution de -845 pièces ce qui équivaut à -14,69%. (en 2009 : 2.509 dossiers et 5.751 pièces).

2.3.3.2 Les requêtes d'organes externes

Par requêtes d'organes externes on entend tous les dossiers avec les pièces ajoutées qui sont créés à la suite d'une requête adressée à la Police par une administration ou une institution.

Type d'administration :	Nombre de dossiers	Nombre de pièces
Parquet	8.358	15.384
Interpol	4.887	7.968
Parquet Général	4.545	9.083
Administrations communales	3.678	4.171
Europol	1.939	2.814
Cabinet d'Instruction	1.167	2.791
Ministère de la Justice	879	1.426
Ministère des Transports	418	872
Ministère de l'Economie et du Commerce Extérieur	394	438
Ministère de la Santé et de la Sécurité Sociale	387	765
Ministère des Travaux Publics	336	424
Ministère des Affaires Etrangères et de l'Immigration	320	498
Autres ministères	262	502
Ministère de la Fonction publique et de la Réforme Administrative	92	130
Bureaux Sirène étrangers	61	105
Autre administration judiciaire	54	76
Autres	97	189
Total en 2010:	27.874	47.636

Avec un total de 27.874 dossiers et 47.636 pièces en 2010, nous constatons une hausse de 2510 dossiers ce qui équivaut à 9,9% et une hausse de 2.433 pièces, ce qui équivaut à + 5,38% (en 2009 : 25.364 dossiers et 45.203 pièces).

2.3.3.3 Dossiers les plus nombreux (Top 10)

Ci-dessous se trouve le tableau avec les 10 plus nombreux types de dossiers sur base de tous les dossiers et de toutes les pièces qui ont été créés en 2010 par la Police.

Type dossier:	Nombre de dossiers	Nombre de pièces
Continuation d'enquête	7.869	14.380
Interpol	4.887	7.968
Permis de conduire	4.359	8.606
Enquêtes pénales	4.242	7.001
Documentation	2.819	5.728
Enquête pour administration communale	2.766	3.107
Enquête administrative	2.464	5.158

Enquête pour parquet étranger	2.460	5.442
Avertissement taxé	2.210	5.611
Notification pour parquet	2.110	3.121
Autres	18.243	36.429
Total en 2010	54.429	102.551

2.4 La coopération policière dans l'Union Européenne

2.4.1 L'Union européenne – Espace de liberté, de sécurité et de justice¹

Dans le domaine de la sécurité intérieure dans l'Union Européenne (UE), les faits marquants en 2010 étaient les suivants :

2.4.1.1 Conseil et groupes de travail JAI

Le Conseil JAI a approuvé sous présidence espagnole en février 2010, une stratégie de sécurité intérieure pour l'Union européenne. Le Conseil européen de mars 2010 a marqué son accord conformément à l'article 68 du TFUE.

La stratégie établit un modèle européen de la sécurité qui inclut notamment des mesures concernant l'application de la loi et la coopération judiciaire ainsi que la gestion des frontières et la protection civile, dans le plein respect des valeurs communes européennes, dont notamment les droits fondamentaux. Elle recense les principales menaces et les principaux défis auxquels l'UE fait face, y compris le terrorisme, la criminalité organisée, la cybercriminalité, le trafic de drogues et d'armes, la traite des êtres humains, l'exploitation sexuelle des mineurs et la pédopornographie, la délinquance économique et la corruption, ainsi que la violence chez les jeunes. Les catastrophes d'origine naturelles ou humaines, par exemple les incendies de forêts et les pénuries d'énergie, exigent également une préparation et une réponse transfrontières. Certains phénomènes courants qui menacent la sécurité des citoyens partout en Europe, par exemple les accidents de la circulation, représentent aussi un défi qu'il convient de relever.

Le Conseil JAI de décembre 2010 a accueilli favorablement la communication de la Commission concernant des mesures d'exécution concrètes relatives à la stratégie de sécurité intérieure de l'UE. La communication suggère de mettre l'accent sur cinq domaines: la criminalité organisée, le terrorisme, la cybercriminalité, la gestion des frontières et la gestion des crises. Dans ces cinq domaines, la communication expose 41 actions à entreprendre dans les quatre années qui viennent.

Les ministres JAI ont adopté en juin 2010 un pacte européen pour la lutte contre le trafic international de drogue. La problématique de l'abus de substances psychotropes et de leurs retombées négatives sur la sécurité, l'ordre et la santé publiques représente un problème sérieux pour l'Europe et pour le monde entier. En 2004, le Conseil européen a approuvé la stratégie antidrogue de l'UE pour la période 2005-2012, qui a défini le cadre, les objectifs et les priorités pour deux plans d'action quadriennaux consécutifs. Partant du constat que le niveau européen puisse apporter une réponse plus efficace aux réseaux de grande criminalité impliqués dans les trafics de stupéfiants et que les Etats membres sont diversement touchés par ces trafics, le Pacte s'articule autour de 3 axes majeurs : entraver les routes de la cocaïne, entraver les routes de l'héroïne et mieux lutter contre les avoirs criminels. Afin d'accomplir ces objectifs, le Pacte mise sur la coordination politique, la cohérence entre les actions intérieures et extérieures, le regroupement des moyens de lutte et un partage géographique des tâches (lutte contre la cocaïne pour les Etats membres à l'ouest de l'UE et lutte contre l'héroïne pour les Etats membres situés à l'est de l'UE).

Les mesures pour entraver les routes de la cocaïne comprennent le renforcement des plateformes d'échange d'informations installées en Afrique de l'ouest (Accra et Dakar), l'intensification de la coopération opérationnelle dans la région, l'assistance technique et la mise sur pied d'infrastructures et de ressources ainsi que l'amélioration des moyens d'interception en mer et dans les airs.

Les mesures pour entraver les routes de l'héroïne comprennent l'utilisation du réseau des officiers de liaison dans les Balkans, l'intensification de la coopération opérationnelle dans les Balkans, la lutte contre les précurseurs chimiques, la lutte contre le trafic via le Danube et la conditionnalité entre l'efficacité des dispositifs de lutte contre la drogue et l'adhésion à l'Union.

Pour mieux lutter contre les avoirs criminels, le pacte vise le renforcement des instruments d'identification des avoirs criminels dans l'Union, la facilitation de l'exécution des décisions de saisie ou de confiscation intra-européenne par l'action d'Eurojust, la mise au point d'un programme d'assistance technique au profit des pays tiers et l'utilisation des saisies des avoirs criminels pour la lutte contre la drogue.

¹ Source : Conseil de l'Union européenne

Le Grand-Duché de Luxembourg a pleinement appuyé cette initiative de la France qui permet de s'attaquer d'une manière forte, concertée et ciblée à ce fléau majeur.

La Commission a présentée au Conseil d'octobre 2010 une vue d'ensemble des instruments de l'UE existants régissant la collecte, le stockage ou l'échange de données à caractère personnel à des fins répressives ou de gestion des flux migratoires. La Commission a en tout recensé 18 instruments de ce type. La communication précise, pour chacun de ces instruments, ses objectifs principaux, sa structure, le type de données à caractère personnel sur lequel il porte et la liste des services ayant accès à ces données, et rappelle les dispositions régissant la protection et la conservation de données. Parallèlement, la communication énonce les principes fondamentaux qui devraient servir de base à l'évaluation des instruments en matière de gestion de l'information dans le domaine de la liberté, de la sécurité et de la justice et qui devraient également orienter la conception éventuelle de tels instruments dans le futur. Ces principes ont trait à des questions telles que les droits fondamentaux, la nécessité, la proportionnalité et la gestion rigoureuse des risques, ainsi que la répartition claire des responsabilités, l'efficacité par rapport au coût et les clauses de réexamen. La gestion de l'information est au cœur du fonctionnement de l'espace Schengen lorsque des États membres partagent une frontière extérieure commune. Des instruments appropriés sont nécessaires afin de pouvoir mettre en place une politique commune en matière de visas et d'asile et prévenir les attentats terroristes ainsi que d'autres formes graves de criminalité.

Le SIS II vise à remplacer l'actuel Système d'information Schengen (SIS). Il est censé faciliter l'échange d'informations sur des personnes et des objets entre les autorités nationales chargées, entre autres, des contrôles aux frontières et d'autres contrôles douaniers et policiers. En ce qui concerne SIS II, le comité mixte JAI d'octobre 2010 a examiné un rapport de la Commission sur un calendrier global définitif, ainsi que sur une estimation budgétaire complète pour le développement du système. Le calendrier global prévoit dorénavant la mise en service du SIS II d'ici le premier trimestre de 2013. La possibilité est dorénavant offerte aux États membres de recourir au Fonds européen pour les frontières extérieures, dans le but de les aider à mener à bien le développement des systèmes nationaux. Le plan de secours fondé sur la poursuite du développement du C.SIS 1+, dit scénario alternatif, doit être conservé jusqu'à ce que la bonne mise en œuvre du système SIS II ait été confirmée.

Après de nombreuses péripéties, y inclus un premier vote négatif du Parlement européen, l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique ont conclu un accord sur le traitement et le transfert de données de messagerie financière de l'Union européenne aux États-Unis aux fins du programme de surveillance du financement du terrorisme mis en place par les États-Unis (TFTP – Terrorist Finance Tracking Programme).

Cet accord a pour objet de permettre au département du Trésor des États-Unis de recevoir les données de messagerie financière stockées dans l'UE en vue de pouvoir procéder à des recherches ciblées à des fins d'enquêtes en matière de lutte contre le terrorisme, tout en assurant un niveau satisfaisant de protection des données. Toutes les demandes américaines doivent transiter par l'agence européenne EUROPOL, qui vérifie le respect des conditions pour chaque requête individuelle avant de la relayer vers la société Swift. L'accord restera en vigueur pour une durée de cinq ans. Il sera automatiquement reconduit pour de nouvelles périodes d'un an, sauf si une partie notifie à l'autre partie son intention de ne pas le reconduire. La Commission européenne a désigné en août 2010 un contrôleur indépendant intérimaire pour surveiller les recherches effectuées dans le cadre de l'accord Swift/TFTP. Cette personne est responsable, sur une base temporaire, de la surveillance et du contrôle des messages de paiements financiers et des données afférentes qui sont nécessaires à la prévention, l'investigation, la détection ou à la poursuite du terrorisme ou de son financement.

Les 20 et 21 octobre 2010, 21 délégations se sont rassemblées à Bruxelles afin de lancer AIRPOL, un réseau européen de police aérienne et de services de sécurité frontalière. AIRPOL est une initiative de la Police fédérale belge dans le cadre de sa Présidence du Conseil de l'Union européenne lors du second semestre de l'année 2010. L'objectif d'AIRPOL est d'augmenter la sécurité générale des aéroports européens ainsi que de l'aéronautique civile grâce à une collaboration plus intensive et plus structurée. Le trafic aérien a par excellence un fort caractère international et tous les pays européens sont confrontés aux mêmes défis et besoins au niveau de la sécurité. Afin de pouvoir constater ces besoins, il est de plus en plus nécessaire de collaborer de manière extrême au niveau international dans ainsi qu'autour des aéroports.

AIRPOL concentrera ses activités autour de trois domaines:

- Fonction de police dans les aéroports : toutes les missions de police de première ligne dans et autour des aéroports telles que la criminalité au sein des aéroports, la maîtrise des risques, le contre-terrorisme, la protection des VIP,...

- Sécurité aérienne : toutes les actions et mesures nécessaires afin de sécuriser l'aéronautique civile comme des air marshals, les rebellions de passagers, des contrôles d'accès et de sécurité,...
- Sécurité des frontières aériennes : tous les aspects des contrôles frontaliers en étroite collaboration avec Frontex (Agence européenne pour la gestion de la collaboration opérationnelle aux frontières extérieures) et ce, sans chevauchement de leurs propres tâches.

L'innovation du réseau AIRPOL consiste à tendre vers une approche intégrée en rassemblant les expériences communes et en veillant à une synergie dans les trois domaines cités ci-dessus. Grâce à un échange constant d'informations, les membres d'AIRPOL pourront apprendre des expériences de chacun et ce, par exemple, lors de l'accompagnement d'un grand nombre de VIP pendant un sommet européen, d'un accident d'avion ou d'une menace terroriste.

Le Conseil JAI de novembre 2010 a confirmé que la grande majorité des États membres, dont le Grand-Duché de Luxembourg, seront en mesure, en temps voulu, de mettre en œuvre les décisions Prüm (décisions 2008/615/JAI et 2008/616/JAI du Conseil). Ces deux décisions fournissent aux services répressifs des États membres des outils supplémentaires pour lutter contre les formes graves de criminalité et le terrorisme, en particulier en renforçant l'échange automatisé de données relatives à l'ADN, aux empreintes digitales et à l'immatriculation des véhicules.

Certains États membres auront toutefois des difficultés à respecter le délai du 26 août 2011 pour la mise en œuvre des dispositions relatives à l'échange automatisé de données pour les trois types de données. Les problèmes recensés comprennent des problèmes informatiques, financiers, logistiques et juridiques, des problèmes liés à la prise de décision ainsi que le manque de personnel. Les ministres ont convenu que les États membres concernés devraient intensifier leurs efforts et que les États membres qui sont déjà opérationnels devraient en faire de même pour fournir une assistance technique.

Le Conseil JAI de novembre 2010 a également examiné et adopté des conclusions concernant la création et la mise en œuvre d'un cycle politique de l'UE pour lutter contre la grande criminalité internationale organisée. Les conclusions exposent un cycle politique réduit pour les années 2011 à 2013, qui définit les actions et les initiatives à mener durant cette période ainsi que les principaux acteurs, les autres acteurs concernés et le calendrier. Elles soulignent également que ce premier cycle politique devrait servir de base à un cycle politique complet pour les années 2013 à 2017.

D'une manière générale, le cycle politique consiste en quatre étapes:

- Élaboration d'une politique sur la base d'une évaluation de la menace que représente la grande criminalité organisée dans l'Union européenne (SOCTA UE), qui dressera un tableau complet et détaillé des menaces criminelles touchant l'Union européenne; l'évaluation SOCTA UE sera élaborée par les agences de l'UE sous l'égide d'Europol ;
- Définition de la politique et prise de décision à travers le recensement par le Conseil d'un nombre restreint de priorités, à la fois régionales et paneuropéennes. Pour chacune des priorités, la Commission ainsi que les experts des agences et des États membres de l'UE concernés définiront un plan stratégique pluriannuel ;
- Mise en œuvre et suivi des plans d'action opérationnels annuels qui s'inspirent des objectifs stratégiques définis dans le plan stratégique pluriannuel. Les États membres et les agences se chargent de convertir le plan stratégique pluriannuel en plans d'action opérationnels. Les plans d'action opérationnels sont validés par le Comité permanent de sécurité intérieure du Conseil, le COSI ;
- Au terme du cycle politique, il sera procédé à une évaluation approfondie qui servira de base au cycle politique suivant. La Commission est chargée de réaliser cette évaluation et d'en transmettre les résultats au Conseil.

Le champ d'application du cycle politique 2001-2013 est limité à la grande criminalité internationale organisée. Si à l'avenir d'autres cycles politiques devaient être mis en place (par exemple en matière de lutte contre le terrorisme ou de gestion des catastrophes), ils devront suivre la même méthodologie et le même calendrier afin que le niveau politique puisse statuer dans le même temps sur les priorités.

Le Conseil JAI de décembre 2010 a adopté des conclusions du Conseil sur l'évaluation Schengen du Grand-Duché de Luxembourg. L'application de l'acquis de Schengen par le Luxembourg a été évaluée en 2009-2010. De manière globale, les conclusions constatent que depuis la première évaluation du Luxembourg, effectuée en 2002, des progrès importants ont été accomplis, ce qui a laissé une impression largement favorable aux experts et au groupe de travail "Évaluation de Schengen". Nombre de recommandations formulées dans le passé ont été suivies d'effet et l'acquis de Schengen est appliqué de manière globalement satisfaisante. Les conclusions proposent encore des recommandations pour rendre l'application plus performante au niveau de la protection des données, de la coopération policière, des frontières aériennes, de la délivrance des visas et du SIS. Le Luxembourg est invité à continuer d'informer le Conseil par écrit, durant le prochain semestre, sur la

suite qu'il donne et/ou compte donner aux présentes recommandations et à celles figurant dans les rapports.

Le Conseil JAI de décembre 2010 a également adopté des conclusions sur la lutte contre les infractions commises par les groupes criminels mobiles (itinérants).

Ces conclusions visent à sensibiliser aux activités des groupes criminels qui s'enrichissent en recourant systématiquement au vol de biens ou à la fraude (par exemple, vol, vol avec effraction dans des bâtiments résidentiels et non résidentiels, vol à l'étalage et vol à la tire organisés, vol de chargements, vol de métaux, vol sur les chantiers de construction et fraudes commises aux distributeurs automatiques de billets), sur un vaste territoire, et qui sont actifs à l'échelle internationale, et à lutter contre ce phénomène.

Entre autres, les conclusions

- invitent les États membres à élaborer une stratégie administrative pour lutter contre ce type de criminalité (interdire l'accès aux locaux qui servent de lieux de réunion et de recel, imposer l'enregistrement de certaines transactions telles que le recyclage de métaux de récupération, encourager l'enregistrement et le marquage des objets précieux), en complément des activités de prévention et du travail des services de police et du pouvoir judiciaire, par exemple ;
- invitent les États membres à améliorer la coopération bilatérale ou multilatérale avec les États tiers ainsi que le secteur privé ;
- invitent les États membres, Eurojust et Europol à dresser, selon les besoins, un tableau/un inventaire de la sécurité au regard du phénomène des groupes criminels mobiles (itinérants), sur la base duquel une action opérationnelle devrait ensuite être envisagée ;
- invitent les États membres et la Commission à stimuler et à faciliter la mise en place d'un réseau informel de points de contact, compétents dans le domaine des mesures administratives visant à lutter contre le phénomène des groupes mobiles (itinérants) et, le cas échéant, d'autres phénomènes criminels pertinents.

Le Conseil JAI de décembre a adopté un plan d'action visant à lutter contre le trafic d'armes à feu lourdes (comme par exemple les fusils d'assaut, les pistolets-mitrailleurs et les lance-roquettes) pouvant servir ou servant à des activités criminelles. Le plan d'action a été élaboré pour répondre à la menace grave et croissante que représente, pour la population et pour les représentants de la loi, la détention et l'utilisation d'armes à feu lourdes par des groupes criminels organisés ainsi que par des bandes urbaines de moindre envergure. À l'heure actuelle, bon nombre de ces groupes et bandes installés dans l'UE ont aisément accès aux armes à feu ou peuvent recourir à différents canaux pour en acquérir.

Ce plan d'action énumère un certain nombre de mesures concrètes qui devraient être prises pour :

- améliorer la connaissance de la situation en ce qui concerne la criminalité en relation avec les différents aspects du trafic d'armes à feu lourdes, les types d'auteurs d'infractions, les types d'armes disponibles sur le marché illicite et les différentes sources du trafic ;
- renforcer la coopération entre les services répressifs des États membres et les organismes de l'UE, ainsi qu'entre ces derniers, afin de démanteler les groupes criminels actifs dans ce domaine ;
- renforcer les contrôles policiers ou administratifs concernant les différentes sources potentielles de trafic d'armes à feu lourdes et mettre en place une politique destinée à prévenir les vols d'armes à feu de ce type.

Ces canaux sont en particulier alimentés par des fournisseurs d'Europe du Sud-Est, qui sont en mesure de répondre à une demande croissante en raison des stocks importants disponibles dans cette région et de la grande quantité d'armes qui y circule. Ces stocks servent à approvisionner non seulement les criminels et les groupes criminels organisés opérant dans toute l'UE, mais aussi les zones de conflit situées en dehors de l'Europe et les groupes criminels organisés installés en Europe du Sud-Est.

Le 2 décembre, le Conseil JAI a approuvé des conclusions sur un mécanisme de partage d'informations sur les modifications apportées au niveau de menace dans les États membres. Les États membres s'y engagent à s'informer mutuellement et dans les meilleurs délais de toute modification de la menace.

Les travaux concernant la mise en œuvre du plan d'action de l'UE pour renforcer la sécurité en matière d'explosifs, de précurseurs et de détonateurs, sur le plan d'action CBRN ainsi que dans le domaine de la protection des infrastructures critiques ont été poursuivis. En septembre 2010, la Commission a publié une proposition de règlement concernant la mise sur le marché et l'utilisation de précurseurs pouvant servir à la fabrication d'explosifs.

En avril 2010, a été publié le rapport sur le deuxième round des évaluations des dispositifs nationaux pour la lutte contre le terrorisme, ayant porté sur la préparation et la gestion des conséquences d'un attentat.

2.4.2 Benelux

2.4.2.1 Evaluation du traité Police Benelux

Ce Traité a fait l'objet d'évaluations au sein de 3 pays du Benelux. Sur base de ces évaluations, un rapport de synthèse a été rédigé et un mandat a été confié à un groupe de travail qui s'est réuni à plusieurs reprises au cours de l'année 2010. Toute une série de points a été soulevée dans ce cadre comme les poursuites et observations transfrontalières ou le rôle de la Cour de Justice Benelux.

Sur base d'analyses complémentaires, le groupe émettra en 2011 des propositions concrètes visant à améliorer l'application du Traité qui seront soumises aux autorités politiques.

2.4.2.2 Concertation stratégique

La concertation stratégique qui se compose des chefs de Police des trois pays s'est réunie à deux reprises pour évaluer les nombreux projets de coopération policière commune et pour prendre connaissance de certaines actions significatives dans le cadre de la présidence belge de l'UE. Une attention spécifique a également été accordée aux possibilités de subventions octroyées pour la sécurité par l'Union européenne, plus particulièrement par le biais des fonds ISEC (la coopération policière internationale) et EPCIP (la lutte contre le terrorisme et infrastructures). Les éléments du plan d'action Senningen potentiellement subsidiables seront examinés dans le courant de 2011.

2.4.2.3 Concertation entre voisins du Benelux

Cette plateforme de concertation a fait le point sur les évolutions, échanges de bonnes pratiques et problèmes relevés dans les différentes collaborations entre voisins du Benelux et dans les Eurégions. Elle a aussi arrêté le calendrier Benelux annuel d'actions communes pour 2011 qui se focalisera sur les thèmes suivants : tourisme de la drogue, cambriolages dans la région frontalière, contrôles routiers, traite des êtres humains, vols de véhicules et transports de déchets.

Assistance sur demande dans la pratique

Le traité permet de prêter l'assistance sur demande dans le cadre de l'ordre public et de la sécurité, lors notamment de grands événements. A titre d'exemples réussis pour 2010, on peut citer l'organisation de multiples patrouilles et de contrôles mixtes, l'appui de la Police fédérale belge lors des festivités organisées suite au retour triomphant d'Afrique du Sud de l'équipe de football néerlandaise, la collaboration de pelotons de la Police des trois pays lors d'une manifestation de syndicats européens à Bruxelles, etc.

Exercices communs

De nombreux exercices communs ont été organisés de part et d'autre des frontières au cours de 2010 dans le domaine du maintien de l'ordre public. Après différents exercices à grande échelle, il a été opté pour des exercices de moindre envergure, impliquant les forces de Police régionales ou locales.

En ce qui concerne le prochain exercice d'extorsion commerciale qui aura lieu au mois de mars 2011, le projet de scénario a été développé en cours d'année pour les exercices CPX et FTX. Il a été décidé d'y associer la Rhénanie du Nord-Westphalie en tant qu'observateur.

Utilisation et échange de matériel

Des informations ont été échangées sur les récentes acquisitions opérées dans les trois pays (boucliers, explosifs, simulateur de conduite, ...) ainsi que sur les programmes d'investissements et adjudications en cours. L'objectif est ici de dégager des synergies possibles et d'envisager des achats communs. Dans cette optique, un inventaire des points de contact centraux au sein des services de Police pour les achats/logistique/adjudications a aussi été établi et diffusé.

Réseau d'officiers de liaison

Le Secrétariat général a finalisé une mesure d'exécution relative à l'utilisation commune du réseau des officiers de liaison. Celle-ci a été signée par les autorités ministérielles luxembourgeoises et se trouve actuellement à la signature des ministres compétents aux Pays-Bas, avant de pouvoir revenir en Belgique.

Les 16 et 17 mars 2010, un séminaire Benelux sur les Balkans a été organisé au siège du Secrétariat général. Celui-ci a constitué le point de départ d'un projet pilote entre les officiers de liaison belges et néerlandais stationnés dans les Balkans en vue d'intensifier leur coopération.

Formations communes

Début 2010, un groupe de travail « formations communes » a été créé afin d'envisager les besoins existants en la matière et d'examiner les nécessités de mieux comprendre la législation, les structures et les pratiques policières propres à chaque pays. Un plan d'action reposant sur 4 piliers et portant notamment sur l'amélioration des connaissances du Traité Benelux et des pratiques nationales respectives, une meilleure utilisation des infrastructures d'enseignements des uns et des autres, ou une interconnexion appropriée des réseaux d'expertise a été élaboré sur cette base.

Fonction de Police guidée par l'information

Après un séminaire organisé en février en présence d'experts des trois pays, il a été procédé à la recherche des possibilités d'échange d'informations opérationnelles entre les corps de Police situés aux frontières intra-Benelux. Un plan d'action, comprenant des échanges d'expertises et la mise en place d'un outil de diffusion efficace d'informations policières, est en voie d'élaboration. L'accent y est clairement mis sur la nécessité de s'orienter vers des développements concrets et adaptés aux besoins et attentes du personnel de terrain. Dans un premier temps, il est prévu de développer des projets partagés entre la Belgique et les Pays-Bas.

Lutte contre le terrorisme et le radicalisme

Le projet Coppra (Community Policing Preventing Radicalisation and Terrorism) s'est développé dans le cadre de la présidence belge de l'UE et a reçu le soutien du Secrétariat général Benelux. Souhaitant conserver les résultats du projet après la présidence de l'UE, les partenaires ont lancé les bases du projet Coppra 2 qui prévoit la diffusion des résultats du groupe dans le cadre Benelux, l'actualisation du manuel et des formations communes.

Les centres communs de coopération policière (CCPD)

Le Secrétariat général a soutenu les deux projets développés dans le cadre de la présidence belge de l'UE à savoir : l'analyse de la criminalité transfrontalière au sein d'un CCPD et les relations entre les CCPD et les organes centraux comme Interpol ou Europol. Le Secrétariat général a par ailleurs œuvré à la mise en place d'une plateforme d'échanges d'informations et de bonnes pratiques entre les CCPD situés sur le territoire Benelux.

Protection des personnes

Le manuel pratique contenant la transposition opérationnelle du Traité Benelux dans le domaine de la protection des personnes a été officiellement approuvé en 2010.

Communication stratégique

Cette activité s'est traduite par une meilleure coordination et par une approche méthodique et structurée de la stratégie de communication. Celle-ci a notamment mis en valeur différentes opérations fructueuses comme, les actions étoiles contre le tourisme de la drogue, les interventions combinées des unités mobiles ou par rapport au détachement d'un policier néerlandais à Bruxelles dans le cadre de la présidence belge de l'UE ou le détachement de policiers luxembourgeois à Bruxelles pour la saison touristique.

Coopération avec la Rhénanie du Nord-Westphalie

Afin de répondre aux souhaits des autorités politiques liées au nouveau Traité d'Union Benelux, il est envisagé d'associer des experts de la Rhénanie du Nord-Westphalie à différentes activités de la coopération opérationnelle policière Benelux comme l'exercice Candy IV, la Police guidée par l'information et quelques aspects liés à la formation.

2.4.3 La participation luxembourgeoise aux opérations de coopération policière européennes

2.4.3.1 Les opérations pour le maintien de la paix

Les Balkans restent un endroit de tout premier choix en ce qui concerne la participation de membres de la Police aux opérations pour le maintien de la Paix (OMP).

En 2010, 2 fonctionnaires ont participé à la mission EULEX Kosovo.

De plus la Police a également participé avec 4 policiers à la mission de monitoring de l'Union Européenne en Géorgie.

2.4.3.2 Les missions FRONTEX

Avec une seule frontière extérieure de l'Espace Schengen, qui n'est pas soumise à une pression migratoire spécifique, le Luxembourg contribue à l'effort commun de contrôle des frontières extérieures de l'Union européenne en s'engageant très fortement dans la solidarité européenne par le

biais de ses participations répétées aux opérations menées par l'Agence FRONTEX, tant aux frontières maritimes qu'aux frontières aériennes et terrestres. Ainsi en 2010, le Luxembourg a participé avec du personnel policier dans des opérations de FRONTEX conduites aux frontières aériennes et aux frontières terrestres.

En 2010, la Police Grand-Ducale a participé à un certain nombre d'opérations et d'activités de l'Agence FRONTEX.

Opérations:

- Opération NEPTUN : 1 participation

Formations:

- RABIT (formation de base): 2 participations
- Mid-level course: 1 participation
- False document specialist courses: 1 participations

Groupes de travail:

- FRONTEX risk analyses network: 2 participations
- European training day: 2 participations

Management:

- Board meetings : 2 participations
- Management board working group: 1 participation

RABIT Mission Greece: 3 participations

A côté des opérations, formations et réunions de travail reprises in extenso ci-dessus, la Police Grand-Ducale a participé à plusieurs séminaires organisés par l'Agence FRONTEX dans des domaines comme la biométrie et les nouvelles évolutions en matière de contrôle frontalier. Il s'y ajoute que la Police établit mensuellement des fichiers statistiques et les analyses y afférentes dans le cadre du projet FRAN d'analyse des risques.

Actuellement le Luxembourg s'est engagé à mettre à disposition de FRONTEX en cas de besoin divers équipements techniques dans le domaine de la vérification des documents de voyage.

2.4.3.3 Le traité Benelux / les contrôles trafic / Hazeldonk

Dans le cadre du traité Benelux, 43 actions et/ou demandes d'entraide ont été réalisées:

5 demandes d'entraide policière, tel le maintien de l'ordre, demandes de chiens de pistage/drogues ou lors de dispositifs spéciaux (départs en vacances, contrôles lors de fêtes...). Plusieurs de ces actions ont été combinées avec les opérations susmentionnées.

7 missions de protection rapprochée ont été effectuées dans le cadre Benelux.

5 actions communes Belgique, France, Luxembourg; « opérations FIPA » dans le cadre du contrôle du trafic transfrontalier entre la Belgique, le Luxembourg et la France

Résultats	Luxembourg
voitures contrôlées	1159
trains contrôlés	13
personnes contrôlées	1135
personnes arrêtées	0
contrôles alcotests	228
alcotests positifs	33
retrait permis de conduire	5
pv code de la route	24
saisie armes prohibées	15
saisie héroïne	22.6 g
saisie cocaïne	0.7 g
saisie cannabis/haschisch	227.2 g
champignons	11 g

5 actions Hazeldonk dans le domaine du trafic de stupéfiants entre les pays du Benelux, la France et l'Allemagne ont eu lieu.

Résultats	Luxembourg
voitures contrôlées	534
trains contrôlés	14
personnes contrôlées	916
personnes arrêtées	2
saisie armes prohibées	5
saisie héroïne	2 g
saisie cocaïne	5 g
saisie cannabis	1888 g
Saisie XTC	11 comprimés

2.4.3.4 Le traité de Prüm

Dans le cadre du Traité de Prüm 48 actions communes ont été réalisées soit sur initiative de nos voisins soit sur initiative de la PGD. A part quelques contrôles communs en matière de circulation routière, la majeure partie des actions était une présence policière par des patrouilles mixtes lors de grandes organisations publiques tel que : F1 à Spa/Francorchamps, Marathon ING à Luxembourg, concert musique techno Nature One, diverses fêtes populaires et Fêtes du vin, ou encore le marché de Noël à Trèves.

Dans le cadre de la Présidence du Conseil de l'Union européenne, de l'Espagne et de la Belgique, la PGD a participé à 3 opérations de grande envergure européennes:

OPTIV - opération de contrôle du trafic de véhicules volés

HERMES - opération de contrôle du flux de l'immigration illégale

AUGIAS - opération de contrôle de déchets

2.4.3.5 Le Centre de coopération policière et douanière

En 2010, le bureau luxembourgeois du Centre de coopération policière et douanière (CCPD) a enregistré 7.424 demandes (en 2009 : 7.309) introduites par les autorités suivantes :

	2010	2009
Police	6.169	6.101
Ministère	113	109
Parquet	1055	937
Douanes et accises	80	149
Tribunal d'arrondissement	7	13
Total :	7.424	7.309

Les demandes introduites par la Police sont restées stables, tandis que les demandes par les Parquets ont à nouveau augmentées.

La diminution non négligeable des demandes des Douanes et Accises s'explique par la diminution des demandes introduites par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Sur les 7.424, (en 2009 : 7.309) opérées par les **demandes produites** par la délégation luxembourgeoise, 10.022 (en 2009 : 9.717) demandes ont été envoyées vers les Etats suivants:

Total : en 2010 (en 2009)	Allemagne	Belgique	France
10.022 (9.717)	2.421 (2.367)	2.614 (3.035)	4.987 (4.315)

Le nombre des demandes produites est inférieur ou égal au nombre des demandes envoyées, car la même demande peut être envoyée à plusieurs pays. Ceci est le cas pour les 7424 (7309) demandes produites par le bureau luxembourgeois qui ont entraîné 10.022 (9717) demandes envoyées.

Le bureau luxembourgeois a reçu 25.880 **réponses** en 2010 (en 2009 : 23.875).

De ces 25.880 (23.875) demandes reçues, 15.685 (16.588) concernent l'identification de propriétaires de véhicules ayant commis des infractions au code de la route et se répartissent comme suit :

Total : en 2010 (en 2009)	Allemagne	Belgique	France
17.368 (15.685)	6.231 (5.675)	9.430 (8.482)	1.707 (1.528)

Il faut constater à nouveau une augmentation générale.

Ne sont pas inclus les identifications dans le cadre des demandes introduites par le Centre de transmission de Rennes pour les radars automatiques dans les départements Moselle et Meurthe et Moselle.

2.4.3.6 Schengen

Dans le cadre de la coopération prévue par les accords de SCHENGEN, il faut distinguer entre l'échange de données opérationnelles prévu par les articles 39, 40, 41 et 46 de la Convention d'application de SCHENGEN et les données informatiques fournies par le SIS (Système d'information SCHENGEN).

Observations transfrontalières par des unités étrangères sur notre territoire

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Autriche	0	2	0	0	0	0	0	0
Allemagne	35	11	23	15	18	14	14	14
France	1	9	8	7	9	11	15	15
Belgique	1	3	4	4	2	1	2	4
Pays/Bas	4	6	0	1	1	0	1	1
Espagne	1	0	0	0	0	0	0	0
Italie	0	0	0	0	2	0	0	0
Danemark	0	0	0	0	0	0	0	1
Suisse	0	0	0	0	0	0	0	1
Suède	0	0	1	0	0	0	0	0
Total :	42	31	36	27	32	26	32	36

Observations transfrontalières par les unités de la Police Grand-Ducale à l'étranger

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Allemagne	0	0	1	0	1	5	3	1
France	1	1	1	0	1	1	3	5
Belgique	2	3	3	1	2	3	7	10
Pays/Bas	1	0	2	0	0	2	4	3
Total :	4	4	7	1	4	11	17	19

Poursuites transfrontalières par des unités étrangères sur notre territoire

En 2010, il n'y a pas eu de poursuite transfrontalière d'unités étrangères sur le territoire luxembourgeois (en 2006 : 0 ; en 2007 : 3 ; en 2008 : 0 en 2009 : 0).

Poursuites transfrontalières par les unités de la Police Grand-Ducale à l'étranger

En 2010, il y a eu 3 poursuites transfrontalière d'unités luxembourgeoises vers les Etats limitrophes (en 2006 : 2 ; en 2007 : 1 ; en 2008 : 0 en 2009 : 0).

Le Système d'Information Schengen (SIS) a permis en 2010 au Luxembourg de localiser:

Personnes recherchées pour arrestation	7
Ressortissants non communautaires signalés comme étrangers indésirables	12
Personnes signalées disparues	604
Personnes recherchées par les autorités judiciaires	51
Personnes signalées en vertu de l'article 99,2 (surveillance discrète)	13

Véhicules signalés en vertu de l'article 99,2 (surveillance discrète)	0
Véhicules signalés en volés	158
Documents d'identité volés	34
Documents blancs volés	0
Armes à feu volées	0

2.4.3.7 Europol

Par le biais du bureau luxembourgeois de liaison auprès d'Europol, il y a eu un important échange d'informations avec les autres Etats membres et les parties tierces (ceux avec contrat opérationnel), notamment dans le cadre d'affaires de trafic de stupéfiants, d'escroquerie (cartes de crédits) et de blanchiment d'argent.

1939 requêtes ont été adressées au Luxembourg, qui de son côté a fourni 875 réponses.

Le Luxembourg a initié 35 affaires dont 13 bilatérales et 22 multilatérales.

Le tableau ci-dessous renseigne du nombre de messages par groupe d'infraction. Une requête ou une réponse peuvent donner lieu à plusieurs messages se rapportant à différents groupes d'infractions. p.ex. : Une seule requête peut donner lieu à la fois à des messages portant sur des coups et blessures, du trafic d'êtres humains et du blanchiment d'argent.

Messages par genre de délits	envoyés	reçus	Total
Bodily Injury	59	95	154
Child Abuse	5	23	28
Child Pornography	2	10	12
Computer Crime	19	44	63
Corruption	4	15	19
Counterfeiting and Product Piracy	1	15	16
Crime Area Other	3	1	4
Cultural Goods Crime	1	7	8
Drugs Trafficking	175	571	746
Environmental Crime	2	12	14
Forgery of Administrative Documents	11	44	55
Forgery of Means of Payment other than Money	33	145	178
Forgery of Money	7	72	79
Fraud and Swindling	55	220	275
Illegal Immigration	15	79	94
Kidnapping and Hostage Taking	3	14	17
Money Laundering	37	102	139
Motor Vehicle Crime	13	47	60
Murder	16	48	64
Nuclear and Radioactive Crime	0	15	15
Racism and Xenophobia	1	10	11
Racketeering and Extortion	19	48	67
Robbery	56	270	326
Terrorism	54	241	295
Trade in Endangered Animal and Plant Species	1	9	10
Trade in Hormonal Substances	0	6	6
Trade in Human Organs and Tissue	1	7	8
Trafficking in Human Beings	38	100	138
Weapons and Explosives	47	130	177

2.4.3.8 OIPC – Interpol

Les activités INTERPOL du Luxembourg sont détaillées comme suit :

Luxembourg	2009	2010*
envoi	2.127	3.081
réception	5.467	4.887

* : Au 14 février 2010 le Service des Relations Internationales, bureau OIPC-Interpol a effectué un basculement vers une nouvelle application informatique afin d'améliorer la gestion, le flux et le suivi des tâches. Du fait d'un nouvel ordonnancement, plus efficace, des télégrammes par dossiers, le comptage en envoi/réception est affecté et ne porte plus sur les mêmes chiffres que par le passé.

3 Les ressources humaines

3.1 Le personnel à statut policier

Dans le cadre de la politique pluriannuelle du Gouvernement, les engagements importants des années précédentes ont été poursuivis en 2010 en vue d'atteindre l'effectif légal maximal de 2070 policiers, tel que fixé par la loi du 22 juillet 2008 portant sur le renforcement des effectifs de la Police et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police.

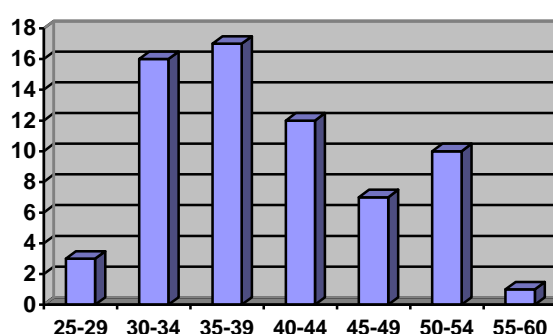
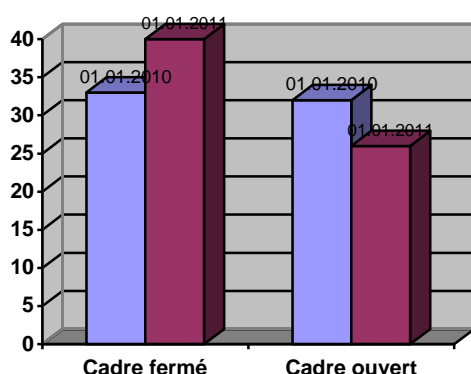
En 2010, 465 déplacements ont été effectués au sein de la Police. Les changements d'affectation ont eu lieu tous les 2 mois, suite à la publication des postes vacants. Ces sondages ont respecté dans la plus large mesure les desiderata du personnel policier et ont visé la conformité aux dispositions concernant le périmètre d'habitation applicables depuis le 1^{er} janvier 2005.

3.1.1 Le cadre supérieur

Le nombre total de fonctionnaires affectés au cadre supérieur (CS) au 1^{er} janvier 2011 est de 66.

En 2010 3 nouveaux stagiaires ont été recrutés pour intégrer l'Ecole des Officiers de la Police Fédérale à Bruxelles en septembre 2011. Le nombre de stagiaires en formation au 01.01.2011 s'élève à 6, dont 1 inspecteur admis au changement de carrière en 2009. Les stagiaires recrutés en 2009 sont assermentés en mars 2011. Il n'y a pas eu de changements de la carrière de l'inspecteur vers le cadre supérieur en 2010.

Les tableaux suivants retracent l'évolution du cadre fermé et ouvert entre le 1^{er} janvier 2010 et le 1^{er} janvier 2011, et présentent la répartition selon l'âge au sein de la carrière du cadre supérieur.



3.1.2 Le cadre des inspecteurs

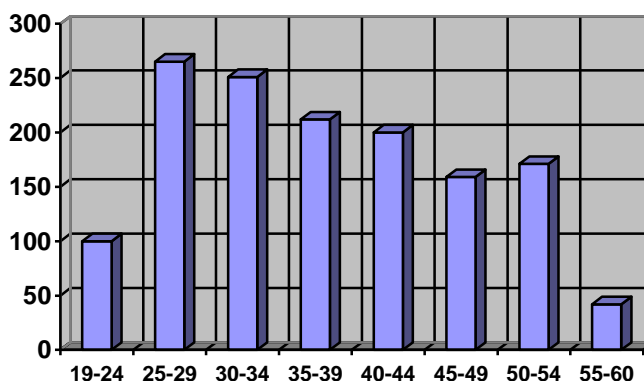
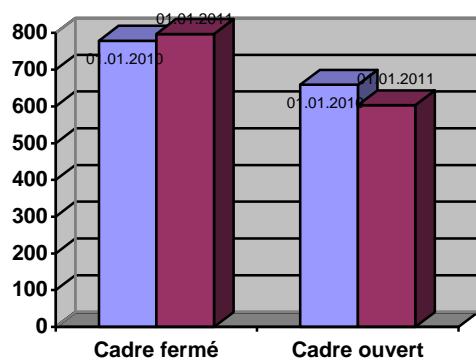
Le nombre total de fonctionnaires affectés au cadre des inspecteurs (Insp) au 1^{er} janvier 2011 est de 1400. (en 2009 : 1372)

L'évolution des effectifs s'est poursuivie comme suit:

- 54 inspecteurs-adjoints de la 10e promotion ont été assermentés en septembre 2010 ;

- 55 volontaires de la 11e promotion, dont 2 redoublants de la 10e promotion pourront être opérationnels comme inspecteurs de Police le 20 septembre 2011, à condition de réussir leurs études ;
- l'examen-concours organisé en juillet 2010 a permis le recrutement de 61 candidats constituant la 12e promotion. Une première phase de formation de 3 mois a eu lieu au Centre Militaire de Diekirch et 49 volontaires ont eu accès à l'Ecole de Police au 1^{er} janvier 2011. Ils ont été rejoints par 1 redoublant de la 11e promotion.

Les tableaux suivants retracent l'évolution du cadre fermé et ouvert entre le 1^{er} janvier 2010 et le 1^{er} janvier 2011, et présentent la répartition selon l'âge au sein de la carrière du cadre des inspecteurs.



3.1.3 Le cadre des brigadiers

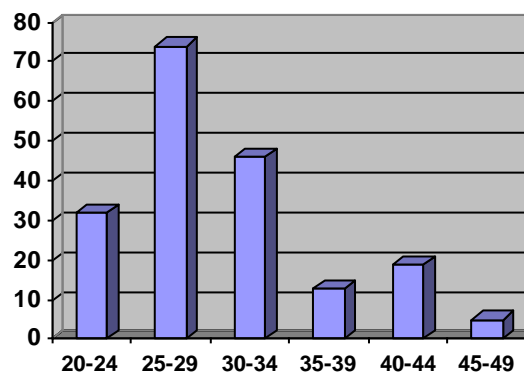
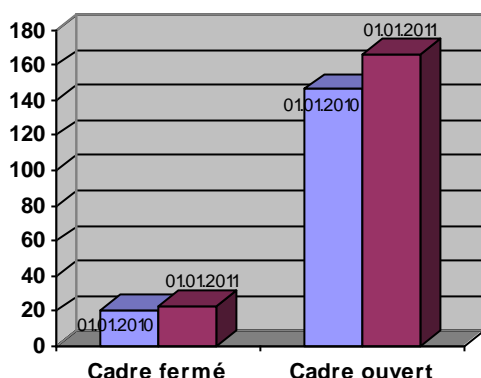
Le nombre total de fonctionnaires affectés au cadre des brigadiers (Brig) au 1^{er} janvier 2011 est de 189.

Les engagements nouveaux ont fait progresser l'effectif net du cadre des brigadiers de 22 personnes en 2010 (167).

L'évolution des effectifs s'est poursuivie comme suit:

- 23 brigadiers de la 21e promotion ont été assermentés en mars 2010 ;
- 16 candidats de la 22e promotion pourront être opérationnels comme brigadiers fin mars 2011, à condition de réussir leurs études.

Les tableaux tracent l'évolution du cadre fermé et ouvert entre le 1^{er} janvier 2010 et le 1^{er} janvier 2011, et présentent la répartition selon l'âge au sein de la carrière du brigadier.



3.1.4 Le personnel à statut civil

Le personnel civil continue à assurer une mission importante au sein des activités de la Police. Le personnel civil complète le personnel policier sur le plan technique et administratif, il permet le redéploiement de personnel policier pour ses missions de sécurité intérieure.

Le personnel civil au sein de la Police comprend :

- les carrières des fonctionnaires, employés et ouvriers de l'Etat, au total 205 personnes, dont 64 fonctionnaires, 101 employés et 40 ouvriers. 40 employés et 14 ouvriers bénéficient du statut du travailleur handicapé, engagés par le biais de l'administration gouvernementale ;
- le personnel détaché de la WSA auprès de la Police, actuellement au nombre de 24 personnes ;
- les chômeurs engagés par mesure d'occupation temporaire indemnisée ou de contrat d'aide à l'emploi (23 personnes).

En 2010, les recrutements suivants ont eu lieu :

- un fonctionnaire a été recruté dans la carrière du rédacteur au profit de la Direction des Ressources Humaines ;
- une employée C à temps partiel a été engagée pour les besoins du Service de Police Judiciaire ;
- une personne bénéficiant du statut du travailleur handicapé a été recrutée pour les besoins de la Direction de la circonscription régionale Capellen, dans la carrière de l'employé B1 ;
- un ouvrier de la carrière E ainsi qu'un ouvrier de la carrière C ont été engagés auprès de la Direction du Budget et Equipement.

La situation actuelle risque de créer des problèmes à moyen terme. Le personnel de la WSA, tout en représentant 11% du personnel civil, ne sera pas remplacé lors de son départ à la retraite, ce qui créera des déficiences dans le fonctionnement de certains services. De même, il y a lieu de relever que 8% du personnel civil est constitué de personnes bénéficiant actuellement de mesures de lutte contre le chômage, ce qui ne rend pas plus facile la gestion des services employant ces personnes. Elles sont forcées d'accepter des emplois lorsque l'opportunité se présente, ce qui crée une fluctuation importante du personnel, qui, de plus, doit être à chaque fois nouvellement formé, sans parler des problèmes de secret professionnel et de confidentialité, qui risquent de se poser. Finalement, pas moins de 25% du personnel civil sont des personnes bénéficiant du statut de travailleur handicapé, une des raisons pour cette évolution est le fait qu'il s'agit quasiment de la seule source de recrutement à laquelle la Police peut encore avoir recours pour obtenir des renforcements indispensables en personnel civil, avec tous les problèmes inhérents à ce statut.

3.2 La dislocation des effectifs de la Police au 01.01.2011

Direction Générale

Unité/Service	CS	Insp	Brig	Civil
Directeur Général, Directeurs Généraux adjoints	3			
Secrétariat Général	3 (+5)*	3		1
Service National Avertissements Taxés		2		3
Service National Objets Trouvés		1		
Service Juridique	1			
Service Communication et Presse		5		6
Service Psychologique		1		1
Service Relations Internationales	1	20		3
Direction de l'Information	1	33		24
Direction des Opérations et de la Prévention	2	30		3
Direction des Ressources Humaines	2	13		11
Direction du Budget et Equipement	1	19	12	63
Direction Organisation, Méthode et Emploi	1	4		
Sous-Total:	20	131	12	113

*(stagiaires du cadre supérieur en formation)

Services Centraux

Unité/Service	CS	Insp	Brig	Civil
Service de Police Judiciaire	19	111		41
Unité Spéciale de la Police	2	49	1	1
Unité de Garde et de Réserve Mobile	2	78	64	4
Unité Centrale de Police de la Route	(2)	34	9	1
Unité Centrale de Police à l'Aéroport	2	38	21	
École de Police	2	25	1	5
Sous-Total:	27	335	96	52

Circonscription régionale de Capellen

Unité/Service	CS	Insp	Brig	Civil
Direction Régionale	1	4		3
Service de Recherche et d'Enquête Criminelle		7		
Service Régional de Police de la Route		3		
Centre d'Intervention Capellen		32	3	
Commissariat de proximité Bertrange		7	1	
Commissariat de proximité Capellen		5	1	
Commissariat de proximité Steinfort		7		
Sous-Total:	1	65	5	3

Circonscription régionale de Diekirch

Unité/Service	CS	Insp	Brig	Civil
Direction Régionale	2	5		5
Service de Recherche et d'Enquête Criminelle		12		1
Service Régional de Police de la Route		3		
Service Régional de Polices Spéciales		1		
Centre d'Intervention Diekirch		30	1	2
Centre d'Intervention Secondaire de Troisvierges		12	3	
Centre d'Intervention Secondaire de Wiltz		13	1	1
Commissariat de proximité Bavigne		4	1	
Commissariat de proximité Clervaux		4	1	
Commissariat de proximité Diekirch		7		
Commissariat de proximité Ettelbrück		8	1	2
Commissariat de proximité Heiderscheid		5		
Commissariat de proximité Hosingen		3	1	
Commissariat de proximité Troisvierges		6		
Commissariat de proximité Vianden		4	1	
Commissariat de proximité Wiltz		6	2	1
Sous-Total:	2	123	12	12

Circonscription régionale d'Esch/Alzette

Unité/Service	CS	Insp	Brig	Civil
Direction Régionale	3	8		6
Service de Recherche et d'Enquête Criminelle		28		1
Service Régional de Police de la Route		9	1	1
Service Régional de Polices Spéciales		1		
Centre d'Intervention Esch/Alzette		65	3	1
Centre d'Intervention Secondaire Differdange		35	4	
Centre d'Intervention Secondaire Dudelange		27	2	
Commissariat de proximité Bascharage		4	1	
Commissariat de proximité Belvaux		6	2	
Commissariat de proximité Bettembourg		5	1	
Commissariat de proximité Differdange		8	1	
Commissariat de proximité Dudelange		10		1
Commissariat de proximité Esch-Nord		6	1	
Commissariat de proximité Esch-Sud		6	1	2
Commissariat de proximité Kayldall		8		
Commissariat de proximité Mondercange		5	1	
Commissariat de proximité Pétange		8	2	2
Commissariat de proximité Roeser		4	1	
Commissariat de proximité Schiffflange		4	1	
Sous-Total:	3	247	22	14

Circonscription régionale de Grevenmacher

Unité/Service	CS	Insp	Brig	Civil
Direction Régionale	2	4		2
Service de Recherche et d'Enquête Criminelle		14		
Service Régional de Police de la Route		3	1	
Centre d'Intervention Grevenmacher		25	1	
Centre d'Intervention Secondaire Echternach		12	1	
Centre d'Intervention Secondaire Remich		10	3	
Commissariat de proximité Echternach		6		
Commissariat de proximité Grevenmacher		4	1	1
Commissariat de proximité Junglinster		5		
Commissariat de proximité Mondorf-les-Bains		6		
Commissariat de proximité Moutfort		4	1	
Commissariat de proximité Niederanven		5	1	
Commissariat de proximité Remich		5		
Commissariat de proximité Roodt-Syre		5		
Commissariat de proximité Wasserbillig		5		
Commissariat de proximité Wormeldange		5		
Sous-Total:	2	118	9	3

Circonscription régionale de Luxembourg

Unité/Service	CS	Insp	Brig	Civil
Direction Régionale	3	12		11
Service de Recherche et d'Enquête Criminelle		38		2
Service Régional de Police de la Route		19	5	6
Service Régional de Polices Spéciales		8		
Centre d'Intervention Luxembourg		124	10	6
Commissariat de proximité Bonnevoie		7	1	
Commissariat de proximité Cents		5		
Commissariat de proximité Eich		5		
Commissariat de proximité Gare-Hollerich		5	1	
Commissariat de proximité Gasperich		4	1	
Commissariat de proximité Hesperange		5	1	
Commissariat de proximité Kirchberg		4	1	
Commissariat de proximité Limpertsberg		5		
Commissariat de proximité Merl-Belair		5	1	
Commissariat de proximité Ville-Haute		9	4	1
Commissariat de proximité Walferdange		4	1	
Sous-Total:	3	259	26	26

Circonscription régionale de Mersch

Unité/Service	CS	Insp	Brig	Civil
Direction Régionale	1	4		1
Service de Recherche et d'Enquête Criminelle		9		
Service Régional de Police de la Route		3		
Centre d'Intervention Mersch		21	3	
Centre d'Intervention secondaire Redange-Attert		14		
Commissariat de proximité Mersch		9	1	
Commissariat de proximité Grosbous		4	1	
Commissariat de proximité Larochette		5		
Commissariat de proximité Rambrouch		5		
Commissariat de proximité Redange-Attert		5		
Sous-Total:	1	79	5	1

Autres unités et services

Unité/Service	CS	Insp	Brig	Civil
Europol		1		
Détachement au Ministère de l'Intérieur		1		
Détachements à l'Inspection Générale de la Police	4	7		4
Détachements à la Maison Grand-Ducale		4		
Détachements au Haut Commissariat à la Protection Nationale	2			
Détachement à l'Administration de la Nature et des Forêts		1		
Détachements à l'Office des Prix		3		
Détachements au Garage du Gouvernement		16		
Détachements au Ministère d'Etat		6		1
Relations Publiques Internationales	1	1		
Représentation permanente auprès de l'UE	1			
Détachement au Ministère des Affaires Etrangères		1		
Congé sans traitement		2		
Sous-Total:	8	43		5
Grand Total:	66	1400	189	255

Remarque: Personnel civil

Sont repris dans la colonne du personnel civil : les fonctionnaires, les fonctionnaires-stagiaires, les employés, les employés avec contrat à durée déterminée, les ouvriers, les aide-ouvriers, les personnes embauchées via l'action sociale, les personnes détachées de la W.S.A, les personnes détachées de la Ville de Luxembourg, les personnes engagées sous forme d'occupation temporaire indemnisée ou de contrat appui emploi.

3.3 Les accidents de service

En 2010, le nombre d'accidents de service déclarés à la Direction des Ressources Humaines s'élève à 184. Ce chiffre représente une diminution de 8 accidents déclarés par rapport aux 192 accidents de 2009.

L'origine des accidents est détaillée comme suit :

- 128 accidents durant le travail ;
- 26 accidents de trajet ;
- 7 accidents de sport ;
- 23 accidents lors de la formation des volontaires de Police.

3.4 La formation

3.4.1 Le cadre supérieur

La Direction des Ressources Humaines assure le suivi de la formation de base et de la formation continue du cadre supérieur.

3.4.1.1 La formation de base

Les stagiaires recrutés sur diplôme universitaire suivent leur formation professionnelle à l'Ecole Nationale des Officiers de la Police Fédérale belge à Bruxelles.

Au 31.12.2010, 3 candidats suivent la formation préparatoire et 3 candidats sont en 2ème année de formation à l'Ecole de Police pour officiers à Bruxelles.

3.4.1.2 La formation continue

Les cadres supérieurs suivent des cours de formation continue à l'étranger et à l'INAP :

- 34 cadres supérieurs ont participé à des cours de management public organisés par l'INAP ;
- 3 cadres supérieurs ont suivi des formations auprès de ERA (Europäische Rechtsakademie) ;
- 12 cadres supérieurs ont suivi des séminaires à la Deutsche Polizeihochschule à Münster ;

- 2 cadres supérieurs ont suivi des formations spécialisées en Allemagne (Landespolizeischule Rheinland-Pfalz, Munich, Trèves, BKA, AKADPOL) ;
- 1 cadre supérieur a suivi une formation de moniteur de tir auprès du Centre National de Tir à Antibes ;
- 2 cadres supérieurs ont suivi des séminaires auprès de « International Pearl Fishers »

3.4.2 Les inspecteurs et les brigadiers

Conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 27 avril 2007 déterminant les conditions de recrutement, d'instruction et d'avancement du personnel policier, l'Ecole de Police assure la formation de base et la formation continue pour les carrières de l'inspecteur et du brigadier.

Le conseil de formation forme l'organe consultatif du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région en matière de formation de base. Il s'est réuni 3 fois en 2010. Placé sous la présidence du directeur de l'Ecole de Police, il comprend un représentant du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, un représentant du Ministre de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle, deux représentants de l'Ecole et un candidat des différentes promotions ainsi qu'un membre de la représentation du personnel pour les carrières de l'inspecteur et du brigadier.

Au mois de février 2010 a eu lieu l'examen-concours ainsi que l'examen d'admission définitive pour la carrière du brigadier de Police.

Au mois de juillet 2010 a eu lieu l'examen-concours pour la carrière de l'inspecteur de Police.

3.4.2.1 Les formations particulières dispensées par les centres nationaux

Outre les activités d'instruction dispensées par son cadre permanent, les instructeurs issus du Corps de la Police ou d'intervenants externes, l'Ecole de Police fait intervenir ses quatre centres nationaux qui assurent en particulier :

L'instruction tactique (Centre National de Tactique Policière : CNTP)

Le CNTP a organisé des séminaires de 3 jours (par groupes de 20 personnes) dans le cadre de la formation de base lors de l'instruction tactique des candidats inspecteur et brigadier ainsi que 1 journée par promotion pour instruire le concept « Amok ».

Le CNTP a organisé dans le cadre de la formation continue, sous forme de mise en situation et d'instruction de concepts tactiques des membres du cadre policier affectés aux unités régionales. En plus, le CNTP a offert des exercices d'intervention pour des groupes entiers des différents centres d'intervention. (en 2010, 2 demi-groupes des CI-Differdange et Dudelange et 2 groupes du CI-Esch/Alzette).

L'éducation physique (Centre National de Sport : CNS)

Le CNS assure tout au long de l'année scolaire, par des heures hebdomadaires en matière de course à pied, musculation, natation et Self-défense, une préparation des candidats au test final sportif qui a lieu à la fin de l'année scolaire.

Le CNS organise différents cours permettant aux candidats d'acquérir et de maintenir à niveau des aptitudes et techniques physiques de maîtrise de la violence. Ce concept global comprend des cours de base ainsi qu'une formation continue (FOCO) en matière de matraque (« Tonfa »), « Maîtrise de la violence » et « Pepperspray ».

Une fois en service actif, les intéressés participeront dans une deuxième phase à 2 journées de formation continue annuelle, composées entre autres d'un recyclage dans les matières précitées. Ont eu lieu les formations suivantes :

- 11 cours de 2 heures de formation continue « Recyclage, menottage et Tonfa » au sein de la formation continue judiciaire ;
- 64 cours de 2 heures de « techniques de défense, maniement du Tonfa, Pepperspray et menottage » pour les fonctionnaires de la formation continue générale ;
- 1 recyclage « Tonfa » de 4 heures pour 4 fonctionnaires en dehors du cadre de la FOCO :

Outre ces formations citées ci-dessus, le CNS a offert et réalisé les formations suivantes :

- 9 séances de « course/natation/tir » pour l'insigne USPE auxquels ont participé 13 fonctionnaires en service ;
- 2 cours de 3 heures « moyens de transport et de contrainte » pour fonctionnaires en service ;
- 2 cours de 3 heures « défense contre armes » pour fonctionnaires en service ;
- Le CNS a participé à la course « RUN FOR FUN » à Echternach avec 118 candidats de l'Ecole de Police ;
- 2 formations de nageur-sauveteur (1ier et 2ème degré) ont été organisées pour les candidats de l'Ecole de Police.

La conduite de véhicules (Centre National de Conduite : CNC)

Dans le cadre de la formation de base, le CNC a initié tous les candidats à la conduite d'un véhicule de service. Il a aussi organisé des cours de conduite EP à Colmar/Berg et il a assumé des séminaires de circulation ainsi que des cours « instruction routière et règlements spécifiques » pour candidats inspecteurs et brigadiers.

Le CNC a mis en œuvre en 2010 un simulateur de conduite, ceci surtout pour initier le personnel de la Police Grand-Ducale à la conduite en urgence.

En 2010, le CNC a organisé les formations suivantes :

- Cours de formation continue "conduite" à Colmar/Berg : 20 lundis ;
- Cours de recyclage moto à Colmar/Berg : 8 demi-journées ;
- 1 pré-stage moto de 4 jours ;
- 1 formation de base moto à 21 jours (4 jours/semaine) ;
- 1 cours « spécialiste auto » à 2 jours ;
- 4 cours « accident avec un véhicule de service » d'une demi-journée ;
- 51 permis de conduire dont 15 de la catégorie C1, 10 de la classe C et 26 de la classe D1 ;
- 2 journées entières (Weekend) "Fit for your bike" à Colmar/Berg (en collaboration avec le Ministère des Transports) ;
- Recyclage APC à 2 jours ;
- Formation APC à 4 jours.

Le CNC a participé à :

- la journée de la Police ;
- au comité de rédaction du "Code de la route populaire" à la Sécurité routière ;
- une formation « Instructeur » pour le permis de conduire des catégories B, C et D (écolage) à la caserne Grand-Duc Jean de l'armée luxembourgeoise de novembre à avril (1 membre CNC) ;
- un cours de conduite "BMW Security Driver Training – Level 3" pour véhicules blindés à Berlin/Templin en Allemagne de 4 jours (1 membre du CNC).

L'instruction de tir (Centre National de Tir : CNT)

Pendant leur formation de base, les candidats ont bénéficié en moyenne de 48 heures de tir lors de l'Instruction Tactique de Base, de 66 heures en 1ère année et de 48 heures en 2ème année de formation.

Dans le cadre de la formation continue, 2.875 policiers sont passés au CNT pour participer aux tirs obligatoires. 358 policiers ont dû participer à 1 tir de rappel pour manque de résultats de tir satisfaisants

3.4.2.2 La formation continue

La formation continue vise à mettre à jour et à compléter les connaissances professionnelles ainsi que le savoir-faire du fonctionnaire de Police. Dans ce cadre, il y a lieu de mentionner les formations détaillées ci-après :

Formation continue P7/P7bis générale

En 2010, l'Ecole de Police a organisé 7 cycles de formation continue se composant d'une part d'une journée d'instruction et d'autre part d'une séance de tir. Chaque cycle est réparti en deux groupes allant jusqu'à 28 fonctionnaires par groupe.

Formation continue P7/P7bis judiciaire

En 2010, l'Ecole de Police a organisé 6 cycles de formation continue se composant d'un côté d'une journée d'instruction et de l'autre côté d'une séance de tir. Chaque cycle est réparti en deux groupes allant jusqu'à 14 fonctionnaires par groupe.

Formation continue générale

En 2010, l'Ecole de Police a organisé 32 cycles de formation continue, se composant de 2 journées formations contiguës avec 28 participants par cours suivies :

- soit d'une séance de tir, espacée de quelques mois ;
- soit d'une journée entière (tous les 3 ans) de recyclage en conduite automobile au Centre de formation pour conducteur à Colmar/Berg.

Chaque cycle est réparti en deux groupes, 14 fonctionnaires par groupe.

Formation continue judiciaire

En 2010, l'Ecole de Police a organisé 11 cycles de formation continue, se composant de 2 journées et d'une séance de tir supplémentaire. Chaque cycle regroupe 14 fonctionnaires.

Formation continue du personnel policier administratif

En 2010, l'Ecole de Police a organisé 6 séances de tir (2 x 14 fonctionnaires) et d'une séance de tir supplémentaire quelques mois plus tôt ou plus tard. Il n'y avait pas de volet théorique en 2010.

Formation continue du personnel civil

En 2010, le personnel civil a pu suivre des formations proposées par l'INAP.

3.4.2.3 La formation de promotion

La formation de promotion vise à approfondir les connaissances générales des fonctionnaires de Police en vue de pouvoir accéder aux grades du cadre fermé. A ce titre, 82 inspecteurs ont fréquenté les cours préparatoires à l'examen d'officier de police judiciaire d'une durée totale de 8 jours, 21 brigadiers ont suivi les mêmes cours en vue de leur avancement, 34 cadres supérieurs ont été inscrits à des cours de management public organisés par l'INAP, 81 fonctionnaires du cadre policier et civil ont été inscrits à l'INAP aux cours en matière d'informatique et de connaissance des nouveaux textes légaux.

3.4.2.4 La formation spéciale

L'objectif de la formation spéciale est d'initier ou de parfaire les connaissances des membres du corps dans l'exercice d'attributions particulières au sein de la Police. Les cours de formation spéciale ont en principe lieu à l'Ecole de Police.

Formation spéciale « Judiciaire »

- Le cours de formation spéciale « Judiciaire » est :
- obligatoire pour les policiers affectés au Service de Police Judiciaire ou dans un Service de Recherche et d'Enquête Criminelle (SREC) ;
- ouvert aux policiers intéressés par la matière et dont la candidature a été retenue.

En 2010, l'Ecole de Police a organisé 1 cours de 10 jours pour 13 policiers.

Au mois de septembre 2010 le CNT a organisé une formation spéciale de tir de 2 jours dans le cadre de la formation « Enquêteurs ».

Formation spéciale « Opérateur CIN/CIP »

Le cours de formation spéciale « Opérateur CIN/CIP » composé de 2 journées est obligatoire pour les policiers qui sont ou qui vont être affectés au Centre d'Intervention National (CIN) respectivement à un Centre d'Intervention Principal (CIP) comme opérateur. En 2010, l'Ecole de Police a organisé 2 cours de 3 jours pour un total de 21 participants.

Formation spéciale « Police de Proximité »

Le cours de formation spéciale « Commissariat de Proximité » est obligatoire pour tous les policiers affectés en 2010 à un Commissariat de Proximité (CP) pour la première fois de leur carrière. En 2010, l'Ecole de Police a organisé 2 cours pour 33 policiers.

Formation spéciale «pré-stage moto »

La réussite du pré-stage moto est un pré requis pour les fonctionnaires qui veulent s'inscrire à la formation spéciale « Le motocycliste ». En 2010, l'Ecole de Police a organisé 1 cours à 4 jours pour 6 policiers.

Formation spéciale « Motocyclistes »

Cette formation spéciale est obligatoire pour les policiers, qui sont ou vont être affectés à l'Unité Centrale de Police de la Route (UCPR) ou à un Service Régional de Police de la Route (SRPR). En 2010, l'Ecole de Police a organisé 1 cours d'une durée de 4 semaines pour 6 policiers.

Formation spéciale « Le pilotage de voitures »

Cette formation spéciale est obligatoire à la fois pour les policiers, qui sont ou vont être affectés soit à l'Unité Spéciale, soit à l'Unité Centrale de Police de la Route ou à un Service Régional de Police de la Route. En 2010, l'Ecole de Police a organisé 1 cours de 2 jours pour 7 policiers.

Formation spéciale Agent local « Drogues »

La formation spéciale d'agent local « drogues » est obligatoire pour tous les policiers exerçant cette fonction. L'Ecole de Police a organisé en 2010, 2 fois une 1/2 journée de formation continue spéciale d'agent local « drogues » pour 15 et 112 policiers.

Formation spéciale Agent local « Ecofin »

L'Ecole de Police a organisé en 2010 un cours de formation initiale « ECOFIN » d'une durée de 2 jours pour 10 policiers respectivement une journée de formation continue spéciale agent local « ECOFIN » pour 39 policiers.

Formation spéciale « Interventions policières en groupe d'un centre d'intervention »

Cette formation spéciale s'adresse aux membres d'un même groupe d'un centre d'intervention de la région de Luxembourg ou d'Esch. En 2010, l'Ecole de Police a organisé 3 journées de formation pour un total de 44 policiers.

Formation spéciale particulière « Besseren Ëmgang mat Stress a Konflikter »

Le but de cette formation est d'apprendre à mieux gérer des situations de stress et de conflit grâce à des techniques pratiques. Le cours s'adresse à tous les policiers et au personnel civil ayant au moins 5 ans de service.

L'Ecole de Police a organisé en 2010 3 cours d'une durée de 3 jours d'initiation pour 9 policiers et personnel civil et 2 recyclages de 2 jours pour 16 participants.

Formation spéciale particulière « Accident avec un véhicule de service »

Cette formation spéciale particulière s'adresse à tous les policiers et à tout le personnel civil ayant eu un accident avec un véhicule de service (auto ou moto).

L'Ecole de Police a organisé en 2010, 3 cours d'une durée de 1 jour pour 24 policiers et personnel civil.

3.4.2.5 Les conférences / les séminaires

Les différentes conférences organisées par l'Ecole de Police s'adressent aux policiers qui désirent élargir leurs connaissances dans des matières spécifiques.

L'Ecole de Police a organisé en 2010 :

- 1 conférence « Amok in den Schulen » de 1 jour pour 28 fonctionnaires ;
- 2 séminaires « Technique d'audition » de 2 jours pour 33 fonctionnaires ;
- 2 séminaires « Chef d'unité » de 5 jours pour 37 fonctionnaires ;
- 1 séminaire « Brandermittlung 2 » de 2 x 5 jours pour 20 fonctionnaires.

3.4.2.6 Activités de partenariat

En collaboration avec le Self-Défense Club de la Police Grand-Ducale, les activités suivantes ont été organisées :

- au Lycée St. Anne Ettelbruck, initiation lors d'ateliers de « Self-Défense » en question à l'occasion du partenariat entre la Police et le Lycée secondaire technique Sainte-Anne aux dates du 02.02.; 09.02.; 23.02.; 02.03.; 09.03. et 16.03.2010. Il s'agit des classes suivantes : 9 T1 + 9 PO1 + 9 PO2 ; 9 T2 + 9 T3 et 9 T4, en tout environ 150 étudiants ;
- Le 24.02.2010 : Prévention Drogues à Lintgen, « Base de la Protection Civile » en matière de stupéfiants (+ 25 personnes) ;
- Le 25.02.2010 : Prévention Drogues à Niederfeulen « Ecole Nationale Sapeurs Pompiers » en matière de stupéfiants (+ 40 personnes) cours BT3 ;
- Le 26.03.2010 : Ecole Krounebiert à Mersch pour la journée sportive, 20 élèves primaire ;
- Le 09.04.2010 : Prévention Drogues à Dudelange avec le « Club Senior Schwaarze Wée » (+ 40 personnes) ;
- Le 15.04. et 22.04.2010 au « Uelzecht Lycée », ceci à l'occasion du partenariat entre la Police Grand-Ducale et les écoles. Il s'agit d'activités parascolaires offertes par le « Uelzecht Lycée Service éducatif », atelier Self-Défense. (+ 25 élèves) ;
- Le 07.05 ; 14.05 et 21.05.2010 : Cours Self-Défense à Lorentzweiler (+ 40 personnes adultes), « Sportskommissioun » ;
- Le 28.06.2010 : lors de la Porte ouverte au commissariat de Police Kayldall, 10 classes d'élèves primaire, cours Self-Défense ;
- Le 04.07.2010 : Journée de la Police Diekirch Stand avec le Self-Défense Club de la Police Grand-Ducale ;
- Le 07.06.2010 : Schoulsportdaach à l'Ecole primaire de Berchem (+ 50 élèves) atelier de Self-Défense ;
- Le 08.07.2010 : Prévention Drogues au Lycée Hubert Clement à Esch/Alzette, classe 5ième (+ 30 élèves) ;
- Le 12.07.2010 : Schoulsportdaach à l'Ecole Privée Notre-Dame St.-Sophie à Luxembourg (+ 100 élèves), atelier Self-Défense ;
- Le 29.07 et 30.07.2010 : « Mini Lenster » atelier de Self-Défense ;
- Le 19.10.2010 : Prévention Drogues à Niederfeulen « Ecole Nationale Sapeurs Pompiers » en matière de stupéfiants (+ 40 personnes) cours BT3 ;
- Atelier de Self-Défense auprès des étudiants (250 inscriptions) du Lycée Josy Barthel, L-8268 Mamer à l'occasion des journées de prévention contre la violence le 13 et 14 décembre 2010 à l'occasion du projet « Lycée sans violence » ;
- Plusieurs réunions dans le groupe de Prévention de la Police Grand-Ducale.

En partenariat avec la « Landespolizeischule, Fachhochschule für öffentliche Verwaltung-Fachbereich Polizei » du Rhénanie-Palatinat à Hahn-Flughafen, 8 étudiants-policier allemands ont suivi un stage opérationnel de 5 jours au sein d'unités territoriales des circonscriptions de Diekirch et de Grevenmacher.

3.4.2.7 Formation spéciale à l'étranger

Certains policiers ont suivi des cours de formation spéciale à l'étranger :

- Le Service de Police Judiciaire (SPJ) a participé à des cours de spécialisation auprès d'écoles de police telles que l'Akademie der Polizei Baden-Württemberg, le BKA Wiesbaden, la Landespolizeischule Rheinland-Pfalz. Des thématiques telles que la police technique, les stupéfiants, la protection des mineurs, la criminalité économique et financière, les délits sexuels, le terrorisme, l'immigration clandestine, la criminalité sur Internet « Brandermittlung » y ont été traitées ;
- Les Services de Recherche et d'Enquêtes Criminelles (SREC) des circonscriptions régionales ont participé à 12 cours au total dans des écoles de police à l'étranger, comme leurs collègues du SPJ ;
- La section canine de l'Unité de Garde et de Réserve Mobile (UGRM) a assisté à plusieurs formations spécifiques en Allemagne en matière de détection d'explosifs et de stupéfiants ;
- Le personnel de l'Unité Spéciale de la Police (USP) a suivi des stages de perfectionnement à l'étranger dans les domaines suivants : formation tactique et technique opérationnelle, manipulation d'explosifs, tireur de précision, négociateur, instructeur TONFA, self-défense, pilotage de voitures de service en situation extrême ;
- Les membres de l'Unité Centrale de Police de la Route (UCPR) ont suivi des formations spéciales en matière de « Verkehrserzieher », « Gefährliche Güter im Strassenverkehr », « Alkohol/Drogen und Medikamente im Strassenverkehr » et « Fahrsicherheitstraining ».

3.4.3 Les activités sportives

La Police offre à ses membres policiers et civils la possibilité de pratiquer une ou deux activités sportives au sein du Corps.

Les associations sportives énumérées ci-après sont agréées par le Directeur Général : athlétisme, badminton, basket-ball, cyclisme, handball, football, marche, musculation, plongée sous-marine, natation, self-défense, taï-jitsu ryu, tennis, tennis de table, tir et golf.

Ces équipes sportives organisent des entraînements régionaux et ou nationaux et peuvent participer après accord du DG à des compétitions nationales et internationales au nom de la Police Grand-Ducale.

3.4.3.1 Les manifestations sportives organisées par la Police

La Police a organisé plusieurs compétitions sportives en 2010, à savoir :

Athlétisme

- 163 membres du Corps de la Police ont participé au « 18^{ème} championnat international de la Police » dans le cadre du « Run for Fun » à Echternach en date du 13^{er} mai 2010 ;
- Football ;
- 10 équipes avec au moins 7 joueurs par équipe ont participé au « Challenge du Directeur Général de la Police 2010 » qui a été organisé à Luxembourg-Cessange en date du 24 septembre 2010.

Tir

- 256 policiers ont participé au « Concours de Tir 2010 de la Police » qui a été organisé au stand de tir du Reckenthal entre le 03 et le 24 juin 2010. La finale s'est déroulée en date du 15 octobre 2010 avec un total de 55 tireurs.

Tennis de table

- L'équipe sportive « tennis de table » a organisé un match amical avec des équipes de l'Armée luxembourgeoise le 06 mai 2010 ;
- L'équipe de tennis de table a organisé un championnat inter-police à Hesperange le 11 octobre 2010.

Tennis

- 6 policiers ont participé à un tournoi amical contre une équipe de la Police de Trèves (D) à Kockelscheuer en date du 20.08.2010.

Journée sportive et familiale intégrant le challenge sportif de la Police

- 11 équipes composées de 10 sportifs et ont participé au challenge sportif dans le cadre de la « Journée sportive et familiale de la Police », qui a eu lieu au Reckenthal et au Club de tir à l'arc à Strassen le 23 juillet 2010. L'événement était organisé par le Service U.G.R.M.

3.4.3.2 Participation à des manifestations sportives organisées par des tiers

Les participations aux compétitions sportives nationales et internationales les plus importantes sont énumérées ci-après :

Athlétisme

- 10 policiers ont participé au « Neoprojekt Wantertrail 2010 » à Mersch le 03 janvier 2010 ;
- 36 policiers ont participé au « 15ème Postlaf » à Luxembourg le 14 mars 2010 ;
- 5 policiers ont participé au « Nordstadsemi » à Diekirch le 21 mars 2010 ;
- 12 policiers ont participé au « 33ème Ouschterlaf » à Grevenmacher le 05 avril 2010 ;
- 6 policiers ont participé au « 15ème Huesen Beschlaaf » au Bïirgerkraiz le 10 avril 2010 ;
- 6 policiers ont participé au « USPE marathon » qui s'est déroulé à Prague (CZ) le 09 mai 2010 ;
- 2 policiers ont participé au 9ème Run & Bike à Eupen (B) le 7 mai 2010 ;
- 7 policiers ont participé au « 5ième ING Europe Marathon 2010 » à Luxembourg le 15 mai 2010 et 26 policiers au semi marathon ;
- 7 policiers ont participé au «16 Internationaler Saar-Lor-Lux Volkslauf 2010» à Saarbrücken en Allemagne le 10 juin 2010 ;
- 3 policiers ont participé à la « 32ième course de la journée olympique » à Diekirch le 27 juin 2010 à Diekirch ;
- 8 policiers ont participé « Law Enforcement Torch Run Special Olympics » le 11 septembre 2010 ;
- 21 policiers ont participé au « 49ème Semi-marathon de la Route du vin » à Remich le 26 septembre 2010 ;
- 7 policiers ont participé au « Walfer Vollekslaf » le 03 octobre 2010 ;
- 6 policiers ont participé au « 6ième Ardenner Trail du Lac de la haute Sûre » à Heiderscheid le 21 novembre 2010.

Basket-ball

- L'équipe a clôturé la saison avec le titre de « Champion de Luxembourg en basket-ball corporatif ». Sur dix matches ils ont gagné neuf rencontres.

Cyclisme

- 4 policiers ont participé à la course internationale « Deutschland GP » à Bad Saulgau, le 06 juin 2010 ;
- 5 policiers ont participé au V.T.T. « Dolomiti Superbike » en date du dimanche 11 juillet 2010 ;
- 6 policiers de l'équipe ont participé à une course cycliste internationale à Koxhorn (NL) du 01 au 04 juin 2010 ;
- L'équipe cyclisme s'est classé deuxième lors du « Bankers race » courue le samedi 24 juillet 2010 à Colmar-Berg ;
- 2 membres ont participé à la « IPA Radtour » qui s'est déroulé à Selm/Bork (D) du 16 au 20 août 2010.

Football

- Les membres du football club ont participé en date du 21 avril 2010 au 25 avril 2010 au 5th international « Indoor Soccer Tournament JAWORZNO » à Jaworzno en Pologne ;
- L'équipe de football SPJ a participé en date du 01. octobre 2010 au 'WIKRI Hallenfussballturnier' à Münster. Ils ont remporté la neuvième place parmi quatorze équipes de cinq pays.

Handball

- Les fonctionnaires de la section Handball ont participé à un tournoi amical, le 29 mars 2010 à Bonnevoie ;
- Les policiers de l'équipe de Handball ont participé en date du 05 avril 2010 à un tournoi amical à Rumelange.

Marche

- 3 policiers ont participé au 32ième marche International ASORL pendant la nuit du 30 janvier au 31 janvier 2010 à Nocher;
- 19 policiers ont participé à la « 43ème Marche de l'Armée » à Diekirch du 29 au 30 mai 2010 ;
- 13 policiers ont participé à la « 94ème Marche de Nimègue » du 20 au 23 à Nimègue aux Pays-Bas ;
- 14 membres ont participé « Zivil Militärischer Zwei Tage Marsch » à Fulda (D) le 02 et 03 octobre 2010.

Natation

- 4 policiers ont participé aux « Championnat régional de natation 2010 » à Thionville (F) le 06 décembre 2010.

Tennis

- 4 policiers ont participé à un tournoi amical de tennis à Borkum (D) du 29 avril au 02 mai 2010.

Tennis de Table

- L'équipe sportive « tennis de table » a participé au « Tournoi des six nations » à Iserlohn en Allemagne du 31 mai au 04 juin 2010.

Tir

- 4 policiers ont participé au « EPP Lier 2010 » qui s'est déroulé du vendredi 26 au samedi 27 février 2010 à Lier (NL) ;
- 2 policiers de l'USP se sont classés 6ième de 25 équipes participantes au « Special Forces Workshop 2010 » en juillet 2010 ;
- 4 policiers ont participé au challenge international de tir en situation Police du 17 au 19 juin 2010 à Marignane (F) ;
- 4 fonctionnaires ont participé au « EPP SAPO » le 23 avril 2010 à Anvers ;
- 5 policiers ont participé au « Concours international de tir de la région de gendarmerie d'Alsace » qui s'est déroulé le 03 juin à Strasbourg, où ils se sont classés 1er au classement général par équipe ;
- 5 policiers ont participé au « EPP SAPO » le 12 juin 2010 à Anvers ;
- 6 policiers ont participé au concours de tir en situation au Fort Flémalle à Watermael-Boitsfort (B) du 22 au 24 septembre 2010 ;
- 4 policiers ont participé au « HK Trophy » à Philippsburg le 25 septembre 2010 ;
- 4 policiers ont participé au « Europäischer Polizei Parcours EPP Aachen Cup 2010 » le 12 novembre 2010 ;
- 58 policiers ont participé au « 4ièmeChallenge FAL 2010 de la Police » au stand de tir du Cercle de Tir de Hesperange le 02 octobre 2010 ;
- 4 policiers ont participé au « Concours de tir international de la Douane luxembourgeoise » le 17 septembre 2010 où ils ont rapporté le 1er prix.

4 L'informatique

La Direction de l'Information a concrétisé en 2010 plusieurs projets ambitieux dont la virtualisation du stockage apportant à la fois une souplesse dans le choix matériel et une optimisation des capacités de stockage.

En matière de partenariat stratégique, la Direction de l'Information de la Police s'est rapprochée du Centre des Technologies de l'Information de l'Etat quant aux choix hardware et software garantissant pour les deux entités gouvernementales des synergies de gains et une normalisation des procédures.

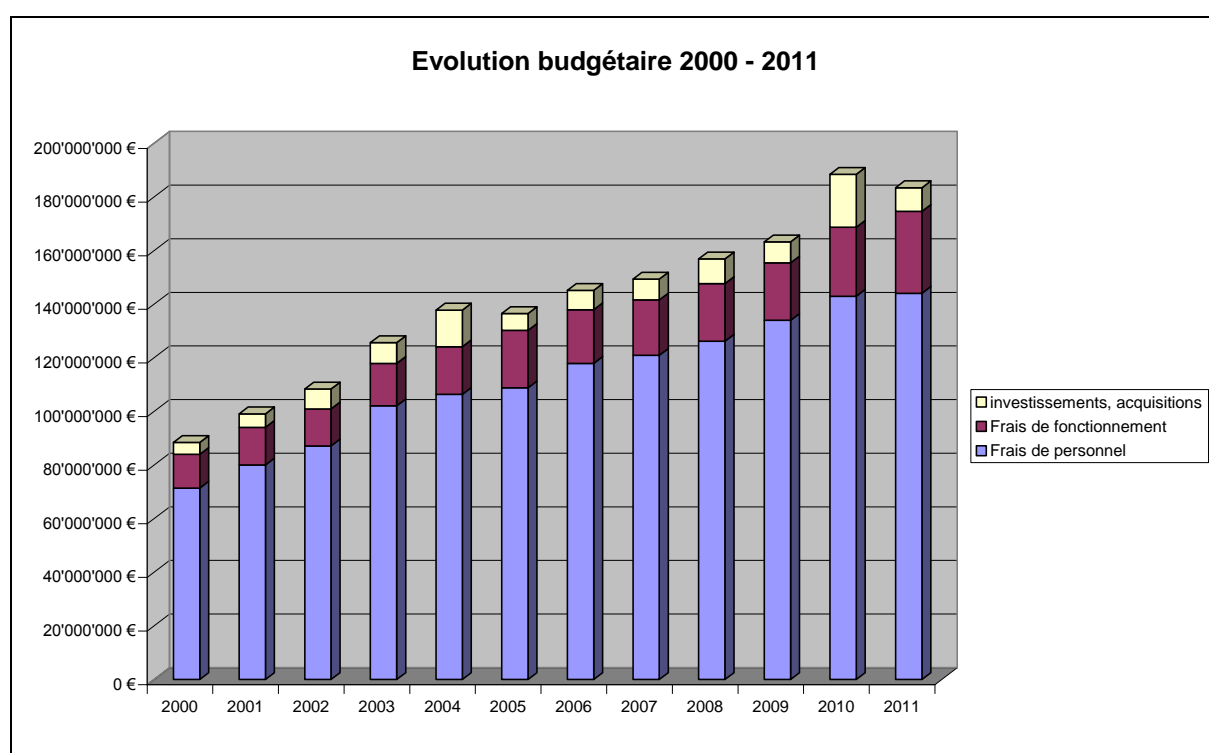
5 Le budget, les équipements et la logistique

5.1 L'évolution budgétaire 2000-2011

Le graphique de l'évolution budgétaire globale de la Police Grand-Ducale pour les exercices 2000-2011 est subdivisé en trois catégories, à savoir les frais de personnel, les frais de fonctionnement et les frais d'investissements.

Si les frais de personnel ont augmenté de 6,7% entre 2009 et 2010, les frais de fonctionnement ont augmenté de 22% pendant la même période. Cette augmentation est principalement due à une augmentation des loyers et des charges locatives en relation avec le nouveau site de la Police Grand-Ducale au Findel.

Les frais d'investissements ont connu un pic exceptionnel en 2010, vu qu'ils ont augmenté de 152% par rapport à 2009. En effet les frais d'installation des équipements spécifiques policiers de la nouvelle Cité Policière Kalchesbréck (CPK) étaient à charge du budget de la Police. Si cet investissement exceptionnel est déduit, le niveau des investissements de 2010 se trouvait au niveau de 2005.

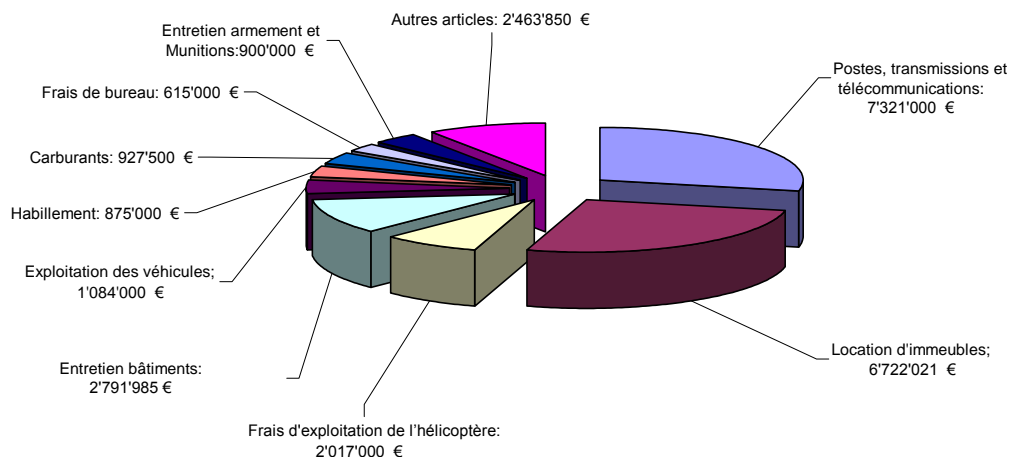


5.2 La répartition des dépenses pour l'année 2010

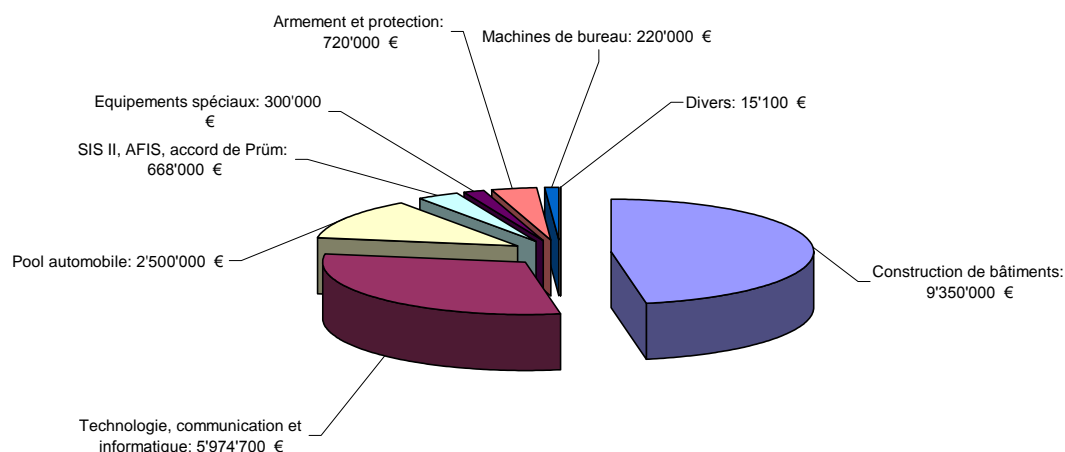
En 2010, les dépenses sont réparties de la manière suivante :

frais de personnel	142 959 611.- €	76,0%
frais de fonctionnement	26 175 256.-€	13,5%
frais d'investissement et d'acquisitions	19 747 800.-€	10,5%

Frais de fonctionnement 2010



Investissements et acquisitions 2010



5.3 Les équipements et la logistique

5.3.1 Le pool de véhicules

Fin 2010, la Police disposait de 683 véhicules des catégories suivantes : camionnettes, voitures de patrouille, véhicules rapides, véhicules tout-terrain et véhicules d'appui logistique et technique. S'y ajoutaient 91 véhicules spéciaux (remorques, camions, charroi tactique de maintien de l'ordre, etc.) ainsi que 86 motos et 2 bateaux de police.

Depuis 2007, la Police achète des véhicules de patrouille complètement équipés par le constructeur. Depuis 2009, les nouveaux véhicules de patrouille sont en principe achetés en version « break ». Un aménagement spécial élaboré et construit dans les ateliers de la Police permet l'accessibilité et le rangement du matériel d'intervention.

L'atelier mécanique du SALT a effectué 2600 interventions et 700 passages au contrôle technique. Dans le domaine de la carrosserie, la Police a traité 130 véhicules accidentés. 192 endommagements ont été réparés.

Ensemble avec le fournisseur, la Police a pu réaliser l'adaptation à ses besoins du logiciel « InstaPac » destiné à la gestion du charroi. La mise en service de ce programme est fixée pour début janvier 2011.

En 2010 la Police s'est intéressée aux véhicules à énergie alternative. Dans le cadre d'une semaine de test différents fournisseurs ont mis à disposition de la Police un véhicule électrique, 2 véhicules hybrides et un véhicule à carburant CNG. Suite à cette série de tests, un véhicule Toyota Prius et un véhicule VW Passat CNG ont été achetés afin d'approfondir cette étude.

5.3.2 L'habillement

Le remplacement de l'ancienne tenue des membres des centres d'intervention a été finalisé.

5.3.3 Les gilets pare-balles

Plus de 1100 gilets pare-balles ont été remplacés en 2010. Ce remplacement était devenu indispensable vu l'âge des anciens gilets et afin d'augmenter la protection des fonctionnaires avec les nouveaux gilets.

5.3.4 Masques anti-gaz

Le contrôle biannuel des masques anti-gaz ainsi que la mise au point de leur gestion par code-barres a été initié.

5.3.5 Les immeubles

En 2010, la Police a disposé de 84 bâtiments administratifs et de 188 logements de service, dont 7 loués par l'Etat :

- 14 logements de service ont fait l'objet de travaux d'amélioration en 2010 ;
- 19 bâtiments administratifs ont connu des transformations et des aménagements en 2010 :

En particulier :

CP Hesperange

Le nouveau commissariat de proximité d'Hesperange situé à Alzingen a été inauguré en décembre 2010. En effet l'Etat a acquis dans un immeuble, qui était en voie de construction, les surfaces nécessaires pour les besoins du commissariat de proximité d'Hesperange. Ces travaux ont été finalisés en octobre 2010.

Luxembourg – bâtiment “rue Curie”

Un nouveau centre informatique a été construit au sous-sol du bâtiment “rue Curie” à Luxembourg, qui est fonctionnel depuis le mois de mars 2010. Une étude de sécurité de ce bâtiment, réalisée en 2005 par une firme spécialisée allemande, a relevé de graves lacunes tant pour la sécurité des personnes travaillant dans le bâtiment que pour la sécurité du matériel y installé, dont notamment le centre informatique de la Police. Les travaux de mise en sécurité ont été terminés en septembre 2010.

Luxembourg – bâtiment “rue Glesener”

Suite à l'étude pour la mise en sécurité du bâtiment rue Glesener à Luxembourg, réalisée en 2006 par une firme spécialisée allemande, les travaux de remise en état des installations techniques du bâtiment ont été lancés avec le concours de la Ville de Luxembourg. En parallèle, des travaux d'aménagement d'une nouvelle salle d'opérateurs et d'un accueil au public amélioré ont été achevés au mois de mars 2010.

Mersch

La transformation d'un logement de service contigu au commissariat de proximité de Mersch en bureaux supplémentaires a été terminée en été 2010. Ceci offre de la surface supplémentaire aux services de la circonscription régionale de Mersch.

6 Les télécommunications

Les principaux projets en matière de télécommunications ont été :

- le déplacement des infrastructures lourdes du réseau radio intégré vers les nouvelles facilités créées à la Cité Policière Kalchesbréck ;
- les travaux préparatoires de déménagement des installations techniques du réseau de transmission de données de la Police;
- l'analyse, la conception et la réalisation d'un nouveau poste de commandement pour les besoins du nouveau Centre d'Intervention National à la Cité Policière Kalchesbréck;
- l'analyse d'un nouveau réseau radio numérique pour les forces de l'ordre et de secours du Grand-Duché de Luxembourg.

6.1 Dédoubllement du datacenter au bâtiment rue M. et P. Curie

En 2010, la Police a dédoublé sur le même site le datacenter du bâtiment rue Marie et Pierre Curie à Luxembourg. Cette nouvelle installation a permis de délocaliser les infrastructures informatiques lourdes dans deux espaces distincts.

6.2 Le nouveau poste de commandement pour le Centre d'Intervention de la circonscription régionale de Luxembourg (CIL)

Les travaux de réalisation d'un nouveau poste de commandement pour le Centre d'Intervention National (CIN) ont été initiés au sein de la Cité Policière Kalchesbréck (CPK).

La nécessité de recourir à la mise en œuvre de nouvelles infrastructures synoptiques est conduite par deux axes majeurs, notamment la mise à disposition de nouvelles facilités mobilières spécifiquement adaptées à cet environnement de travail et d'autre part la restructuration fondamentale du plan interne de fonctionnement de cette entité.

Afin de permettre une adaptation continue des moyens respectivement méthodes de travail, un groupe de travail CIN a été créé au sein de la Police Grand-Ducale. Ce groupe de travail spécifique s'est engagé à évaluer l'existant, à étudier les nouveaux moyens et nouvelles méthodes à employer, et à aviser ce présent projet de manière concrète.

Le résultat de ces efforts considérables effectués dans l'intérêt d'améliorer la qualité de service a eu des conséquences importantes à l'égard d'une restructuration fondamentale dans les domaines :

- de l'effectif attribué à cette entité ;
- des méthodes de travail ;
- de l'aménagement intérieur des nouvelles facilités de la CPK;
- des applications informatiques ;
- des missions et services affectés à cette unité ;
- du traitement des appels de secours ;
- du traitement des alarmes ;
- de la vidéo projection et vidéo traitement.

En raison de la croissance importante du nombre d'incidents à traiter au sein de cette entité, une progression considérable constatée depuis la refonte de l'entité CIN en 2002, le groupe de travail CIN s'est vu confronté à la nécessité de restructurer de manière fondamentale le service visé. Cette démarche est entièrement dictée par le souci de garantir à l'avenir un service de haute qualité à l'égard du grand public et à l'égard de la qualité de service au niveau du traitement d'informations policières. Un des résultats de cette analyse du groupe de travail consiste dans le fait que le nombre de 4 postes opérateurs actuels n'est plus suffisant et il s'ensuit que le nouveau concept comprend une augmentation du nombre actuel des postes par 5 unités supplémentaires.

6.3 Nouveau réseau radio numérique pour les besoins des forces de l'ordre et de secours du Grand – Duché de Luxembourg

Dans le cadre des travaux préparatifs quant à la mise en œuvre d'un nouveau réseau radio numérique, le Haut Commissariat à la Protection Nationale, assisté par les experts de la Police Grand-Ducale, a été chargé par le gouvernement pour évaluer un plan de financement et de mise en œuvre de ces nouvelles infrastructures.

7 Les projets policiers

7.1 Circulation routière

Du côté police de la circulation, le concept « Surveillance et contrôle de la circulation routière » a été remanié concernant l'organisation des différentes patrouilles (répressives/préventives) ainsi que l'ajout de la surveillance répressive et préventive sur autoroute. En outre, différents chapitres de nos prescriptions de service concernant la circulation routière ont été mis à jour.

7.2 Communication

La Police doit tenir le pas avec les nouvelles réalités de la société de l'information au sens large, en matière d'informatique, de communication technique et d'élaboration des contenus.

Une approche de croisement mettra à profit les technologies traditionnelles existantes et les nouveaux moyens que la Police veut se donner. La nouvelle génération de réseaux permet d'acheminer plus facilement et plus rapidement de nouveaux formats de contenus vers de nouvelles cibles, notamment mobiles.

Cette nouvelle manière de procéder célébrera la communion entre la communication interpersonnelle individuelle et les mass médias.

En 2010 ce fut le tour de l'Intranet ; 2011 est l'année du portail Internet qui sera positionné en phase avec les nouvelles exigences et besoins de l'internaute. Le site sera soumis à une révision qui privilégiera certainement l'interactivité à travers l'achèvement du commissariat mobile existant, dans une optique de simplification des procédures administratives, facilitant la démarche du citoyen et le travail du policier.

Le complètement de l'apport audio-visuel au site reste une autre priorité. Le Service Communication et Presse a revu son organisation en vue de l'atteinte de cet objectif.

D'autres options intéressantes sont en point de mire:

Nous sommes d'avis que la recherche du contact personnel et direct avec le citoyen est peut-être la manière de procéder la plus laborieuse, mais aussi la plus efficace en termes de conviction.

L'évolution des technologies IT et de communication permet aujourd'hui de disséminer des quantités de données numériques de plus en plus importantes, d'une manière plus personnalisée et de plus en plus rapide. L'apparition de récepteurs mobiles et de nouvelles habitudes de consommation ouvrent des opportunités très intéressantes à la Police.

En adaptant une stratégie « cross média » mise en œuvre à partir d'une plate-forme interne de distribution numérique unique, la Police sera plus proche du citoyen et pourra remplir les attentes de façon plus personnalisée et de manière plus complète.

Par ailleurs les options interactives permettront d'établir un dialogue constant et donc de garantir un meilleur service au client.

Le but est d'atteindre, dans les meilleurs délais et de manière très personnelle, une personne/un groupe précis, indépendamment de sa localisation :

« anyone, anywhere, on any device »!

Telle sera la marche à suivre en 2011!

7.3 Concept de gestion électronique des documents

Au courant de l'année 2011 la Police va élaborer un concept de gestion électronique des documents. En effet le CTIE met à disposition des différentes administrations une plate-forme de gestion électronique des documents. Vu le grand nombre de documents à gérer, la Police a entamé une étude préliminaire afin d'étudier la faisabilité de gérer à l'avenir les documents via cette plate-forme.

Si au début la gestion électronique des documents sera limitée aux documents administratifs internes et externes, la vision à long terme est d'arriver au point où tous les documents de la Police seront échangés par la voie électronique non seulement en interne, mais aussi avec les autres administrations.

Cette plate-forme du CTIE permettra in fine une économie de temps et de moyens considérables à l'Etat vu que différentes administrations pourront travailler en parallèle sur un même document.

7.4 Immobilier

Aéroport

Pour abriter à l'avenir le Service de Garde à l'Aéroport, actuellement installé dans des conteneurs, la société Lux Airport S.A. mettra à disposition de la Police les locaux libérés par « Luxair Communications ». Pour la mise en conformité en matière de sécurité dans la fonction publique, des travaux de transformations seront nécessaires au courant de l'année 2011.

Cité Policière Kalchesbréck

Début novembre 2010, l'Unité de Garde et de Réserve Mobile a emménagé en tant que première unité de la Police dans le nouveau complexe immobilier pris en location à Kalchesbréck dans la commune de Sandweiler, alors que la Direction Générale a libéré le bâtiment rue Fort Wallis à Luxembourg début décembre 2010. Le nouveau site a été dénommé « Cité Policière Kalchesbréck ». Il est prévu que d'autres services emménageront encore en 2011: l'Unité Spéciale de la Police, la Direction de l'Information et la Direction Opérations et Prévention de la Direction Générale ainsi que le Centre de Coopération Policière et Douanière. Ainsi, les bâtiments rue du Fort Wallis et rue Adolphe Fischer seront abandonnés tandis que le bâtiment rue Curie sera, après la réalisation d'un projet d'agrandissement, occupé par les services de la Circonscription Régionale de Luxembourg, installés actuellement dans le bâtiment rue Glesener.

Avec le déménagement à la Cité Policière Kalchesbréck, la mise en place de l'horaire mobile a été nécessaire. En novembre 2010 un projet pilote a été lancé qui sera finalisé et validé en 2011.

Centre national de tir

Les autorités communales de Strassen ont donné leur accord préalable pour la construction du grand stand de tir au Reckenthal. Les études préalables requises ont été réalisées et les procédures afférentes ont été entamées. Il est prévu de démarrer le chantier au courant de l'année 2011.

Diekirch

Afin de regrouper les services de la direction régionale de Diekirch sur un seul site, les travaux pour le nouveau projet de construction dans le contexte du projet « Al Diekirch » ont démarré en 2009. Ce nouveau bâtiment sera pris en location et il est prévu d'y emménager fin 2011.

Differdange

Les études pour l'agrandissement du CPI Differdange seront bientôt finalisées. Les travaux de transformation de deux anciens logements en bureaux avec la création d'une zone publique au rez-de-cour du bâtiment existant seront entamés sous peu. Ils devraient être finalisés à la fin de l'année 2011.

Esch-sur-Alzette

Les travaux d'aménagement d'une réception sécurisée pour le service de la police de la route au commissariat de proximité d'Esch/Nord ont été finalisés au printemps 2010.

Des études pour transformer deux logements en surfaces nécessaires pour un fonctionnement selon la nouvelle conception du nouveau commissariat de proximité à Esch/Nord ont été entamées en 2010 et seront bientôt finalisées. Le début des transformations sera au courant de l'année 2011.

Grevenmacher

Les travaux de construction du nouveau bâtiment pour différents services de police de la circonscription régionale de Grevenmacher ont commencé le 11 février 2008 et dureront probablement jusqu'à la fin 2011.

Lorentzweiler

L'étude sur le projet de construction d'un nouveau commissariat de proximité à Lorentzweiler sera poursuivie avec le concours de l'Administration des Bâtiments Publics.

Mersch

Des études concernant la future transformation du centre d'intervention principal selon la nouvelle conception de sécurité sont entamées fin 2009 et les travaux pourraient démarrer au cours de l'année 2011.

Rambrouch

L'ancien bâtiment de l'administration communale de Rambrouch va être transformé et un nouveau commissariat de proximité y sera installé. Pendant la durée des travaux le commissariat de proximité de Rambrouch est emménagé dans une maison aménagée par la commune à Folschette.

Redange

Le projet d'aménagement d'un logement de service au-dessus des bureaux du service de proximité à Redange en surfaces supplémentaires est envisagé, qui permettra la transformation du centre d'intervention secondaire pour un fonctionnement selon la nouvelle conception.

Strassen

Les travaux de construction d'un nouveau bâtiment ont démarré au courant de l'année 2009 et s'achèveront probablement pour le mois de mai 2011. Le nouveau commissariat de proximité de Strassen y sera installé.

Wiltz

L'étude sur l'implantation des 2 services de police du CPI de Wiltz installés actuellement dans la vieille caserne de Gendarmerie (service de proximité) et le vieil Hôtel de ville (service d'intervention) est poursuivie avec le concours de l'Administration des Bâtiments Publics.

7.5 Plans locaux et régionaux de sécurité

Au niveau de la police de proximité, les plans locaux et régionaux de sécurité visent à lutter contre le sentiment d'insécurité et la criminalité de masse. Le suivi de ces plans sera notamment assuré par des projets à l'attention de la commune de Pétange (circonscription régionale d'Esch/Alzette) et de la "Nordstad" (circonscription régionale de Diekirch). La mise en place de ce dernier plan a été lancée en janvier 2010.

Les directives relatives à la police de proximité ont également été revues en 2010, notamment en mettant en place un concept de diagnostic de sécurité local et de documentation de base à appliquer au sein des différents commissariats de proximité.

7.6 Police judiciaire

L'effort prioritaire de la Police dans la lutte contre la criminalité vise les domaines cibles suivants : trafic de stupéfiants, violences, cambriolages, étrangers en situation irrégulière et délinquance financière.

7.7 Police technique

En 2011 la police technique entamera le processus de l'accréditation du laboratoire en matière d'empreintes digitales conformément à la décision cadre N°2009/905/JAI.

La police technique évaluera la mise en œuvre du nouvel outil 3D-scanner. Afin d'optimiser son usage une attribution d'effectifs supplémentaires et qualifiés semble être inévitable.

7.8 Prévention

Afin de garantir l'actualité et la coordination au niveau national des différents programmes de prévention offerts par la Police, un groupe de travail permanent est chargé de la mise à jour continue des programmes existants, et de l'élaboration de nouveaux programmes en cas de besoin. Ainsi, en coopération avec le Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, une refonte des programmes en matière de violence est en cours, afin d'adapter au mieux le contenu de ces séances de prévention aux différentes tranches d'âge.

En outre, il y a lieu de souligner que la Police Grand-Ducale a continué en 2010 au niveau régional la sensibilisation en matière d'Amok à destination des responsables de l'enseignement secondaire et secondaire technique. 2 exercices en la matière ont été réalisés en collaboration avec le Ministère de l'Education Nationale et les lycées concernés.

Enfin, les différentes initiatives locales et régionales sont régulièrement discutées au sein du groupe de travail « Prévention / Programmes », afin d'évaluer, si ces projets peuvent être généralisés sur l'ensemble du pays ou appliqués dans d'autres régions (voir chapitre 2.2.2. pour différents exemples).

7.9 Nouveau datacenter (Cité Policière Kalchesbréck)

Après l'achèvement en 2010 des travaux de mise en place du datacenter du bâtiment de la rue Marie et Pierre Curie à Luxembourg, la Police construira en 2011 un deuxième datacenter dans la Cité Policière Kalchesbréck à Sandweiler-Findel. En plus, les activités pour intégrer les nouvelles infrastructures informatiques dans ces nouvelles facilités seront continuées.

C'est ainsi que ces nouvelles installations permettront à court terme une délocalisation des infrastructures informatiques lourdes dans deux espaces distincts.